

Un tabou : l'extrême droite à Bordeaux

En quête des droites extrêmes et de l'extrême droite girondines (de 1814 à nos jours)

Hubert Bonin, professeur d'histoire économique à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et à l'UMR GRETHA-Université Montesquieu Bordeaux 4 [www.hubertbonin.com]

Aborder un tel thème pourrait surprendre ! En effet, l'on considère habituellement que Bordeaux est une ville « modérée », sans sentiments « extrêmes », donc sans « extrémistes » : tout y serait « mesuré », prudent, voire sage... Le socialisme y est plutôt social-démocrate, le communisme y a été cantonné dans quelques bastions bien isolés ; la droite y était généralement « classique », donc de centre-droit, y compris encore dans les années 1950-1960. Comme l'écrivait *La Petite Gironde*, le grand quotidien local, en 1932, « la Gironde, tout de même, c'est un département de modérés ». Quant à la droite « gaulliste » qui a conquis des places-fortes dans l'agglomération, elle a été mâtinée de « chabanisme », donc d'une sorte de mélange entre les vertus du radicalisme de compromis de la III^e République et les valeurs gaulliennes : Jacques Chaban-Delmas a revendiqué cette position de « passeur » entre les centres et les droites : « Bordeaux a exorcisé les démons de la politisation »¹, proclame-t-il au soir des élections municipales de 1965, quand il estime que sa liste « consensuelle » a battu (dès le premier tour) la liste réunissant tous les partis de l'opposition anti-gaulliste, avant d'en appeler à un « nouvel effort, dépouillé de toute préoccupation partisane »... Et son successeur Alain Juppé n'a jamais été connu comme un gaulliste « pur et dur », car son intelligence affûtée a nourri de plus en plus une « philosophie » de « sagesse » et de « discernement » fort éloignée de positions péremptoires. Autant dire que dénicher une droite extrême, voire une extrême droite, peut paraître un défi quelque peu mâtiné d'entêtement et d'*a-prioris* !

Pourtant, des faits, des hommes, des groupements ont bel et bien porté des valeurs et des prises de position électorales qui, historiquement, les ont rattachés ou les rattachent à des droites extrêmes. Mais, comme nombre d'entre eux sont à trouver parmi certaines grandes familles de la bourgeoisie girondine, ou chez certaines strates des élites républicaines issues des classes moyennes, voire parmi certains cercles empreints de religiosité catholique, il est clair que de telles considérations sur les « dévoiements » de ces acteurs locaux vers des droites extrêmes ont pu être jugées comme des « tabous ».

L'on connaît, aujourd'hui, au début du XXI^e siècle, la percée de l'extrême droite dans les contrées girondines et aquitaines, grâce aux opinions et aux votes de couches populaires qui ont été meurtries par les secousses successives qui ont jalonné la grande crise de restructuration et d'adaptation de l'économie française et européenne depuis le milieu des années 1970. Ce que l'on a identifié comme un « croissant de la pauvreté » – allant du Lesparrais et des Landes girondines, vers certains cantons de l'Entre-deux-mers puis vers le Lot-et-Garonne – a pu alimenter des rancœurs socio-politiques propres à constituer le lit du Front national.

Pourtant, si l'on considère la seule agglomération de Bordeaux, il est évident que l'on ne peut mêler cette piste d'étude à propos du Front national et les méditations que nous souhaitons enclencher à propos des droites extrêmes moins tonitruantes mais dotées d'une force de pénétration sociétale plus permanente et profonde, sinon plus sournoise, qui ont

¹ *Sud Ouest*, 15 mars 1965. Collection de *Sud Ouest*, bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux.

pu un moment à un autre entrer dans la sphère de la « droite radicale et nationale »², comme l'on dit plutôt aujourd'hui pour qualifier l'extrême droite et les droites extrêmes. Ces mouvances³ recouvrent à la fois un traditionalisme antirévolutionnaire⁴, un monarchisme fidèle et exacerbé tout à la fois, puis un antiparlementarisme somme toute banal, qui absorbe l'antirépublicanisme qui avait prédominé jusqu'aux années 1880, avant de glisser – puisque l'on sait que l'histoire des droites extrêmes est celle de « glissements » ou de « dérives » récurrentes hors du champ de la « centralité républicaine » – vers une aspiration véhémement puis profonde à un changement de régime en faveur d'un autoritarisme mâtiné de populisme⁵, avec deux vagues essentielles, pendant les années 1930 et depuis les années 1980-1990. C'est l'entreprise que nous assumons dans les développements qui suivent, selon un banal plan chronologique, certes, mais sans cesse avec des chevauchements avec les enjeux du temps présent.

Nous souhaitons donc évaluer les va-et-vient récurrents entre des formes d'extrême droite populiste et césariste et des formes de droite extrême ultra conservatrices, réactionnaires, placées dans la ligne du légitimisme d'antan et aujourd'hui plutôt portées par l'intégrisme religieux. Nous désirons aussi essayer de discerner si, en de rares moments, des strates de droite dure ont pu être tentées de glisser vers la droite extrême quand les tensions politiques et sociales les y incitaient. Nous désirons préciser les circonstances qui, en des temps forts de cette histoire, ont suscité la « convergence » entre extrême droite, droites extrêmes, droite dure, voire, rarement, droite classique, en une sorte de « front », éphémère mais actif – voire activiste – de promoteurs de valeurs, d'idées voire de pratiques antidémocratiques. Nous dessinerons un nuancier de couleurs politiques afin de discerner les subtiles différences de teinte entre les droites et droites extrêmes et donc afin de nourrir notre champ référentiel, à propos de la cité et en vue d'ouvrir à des comparaisons plus larges.

Par « droite dure », nous entendons une fraction de la droite dite « classique », conservatrice, libérale (dans le sillage d'Adolphe Thiers, Jules Méline, Raymond Poincaré ou Antoine Pinay, par exemple, ou plutôt jacobine (sinon gaullienne) qui, à certains moments, se crispe sur des valeurs, positions, idées qui entraînent un rejet temporaire de tout rapprochement avec les divers centres, notamment le centre droit, jugés trop « laxistes », tolérants, envers les « progressistes », quand des valeurs, des coutumes, sociétales ou économiques, sont menacées trop fortement en contradiction avec des « traditions ». Par « droite extrême », nous voulons couvrir des groupes qui s'arc-boutent sur des valeurs, idées et pratiques d'exclusion, de racisme, d'intégrisme intolérant, d'autarcie idéologique même, mais qui respectent *grosso modo* la légitimité des institutions républicaines, tout en aspirant à plus d'autorité dans la pratique du pouvoir, à des doses variables⁶. Enfin, par « extrême droite », nous désignons banalement des groupes identiques quant aux valeurs idéologiques, politiques, sociétales⁷, mais qui contestent la légitimité du régime, des institutions, des partis républicains « centraux », et

² Jean-Yves Camus & René Monzat, *Les droites nationales et radicales en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992.

³ Erwan Lecœur (dir.), *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, 2007.

⁴ Jean-Pierre Risoan, *Traditionalisme et révolution : les poussées d'extrémisme des origines à nos jours*. Tome I. *Du Moyen-Âge à 1914-1918*, Lyon, Aléas, 2007.

⁵ Jean-Pierre Risoan, *Traditionalisme et révolution : les poussées d'extrémisme des origines à nos jours*. II, *Du fascisme au 21 avril 2002*, Lyon, Aléas, 2007.

⁶ Robert Altemeyer, *Right-Wing Authoritarianism*, New York, Harper, 1981. Robert Altemeyer, *The Authoritarian Specter*, Cambridge, Harvard University Press, 1996. John Ray, « Conservatism, authoritarianism and related variables: A review and an empirical study », chapitre 2, in: Glenn-Daniel Wilson (dir.) *The Psychology of Conservatism*, Londres, Academic Press, 1973.

⁷ Cf. Bart Duriez et Alain Van Hiel, « The march of modern fascism: A comparison of social dominance orientation and authoritarianism », *Personality and Individual Differences*, 2002, n°32, pp. 1199-1213.

donc, qui sont « subversifs » puisqu'ils militent pour des bouleversements constitutionnels, voire pour une remise en cause de la pleine démocratie. Nous avons conscience que ces nuances sont parfois difficiles à saisir, mais nous prouverons que la vie politique bordelaise très à droite s'est articulée autour de cette trilogie conceptuelle.

Par ailleurs, nous traiterons surtout du débat d'idées, mais ne pourrons manquer de tenter de cerner des cohortes sociologiques, d'identifier des groupes et des réseaux, de mettre en valeur des personnalités emblématiques. Nous admettons *ex ante* les lacunes de nos parcours biographiques, qui resteront superficiels, car nous n'avons pas « creusé » la biographie de nos « héros » au-delà des annuaires et ouvrages banals, et, surtout, les failles dans l'appréciation des « effectifs » des sympathisants et militants ; sur ce dernier registre, nous n'avons évidemment pas procédé à des reconstitutions sociologiques des divers milieux des « activistes »⁸ qui se sont succédé en deux siècles.

L'on doit également s'interroger sur l'originalité de ce livre : ces thèmes ont-ils été pour autant « tabous » sur la place citoyenne, politique et académique de Bordeaux ? À dire vrai, nombre de publications, girondines ou parisiennes, ont abordé certains des points que nous allons développer ; mais, à regarder nos références, l'on constatera que ces éléments étaient dispersés ici et là, ont bien été évoqués, mais rarement traités de façon synthétique et problématisante à l'échelle de deux siècles et de l'ensemble de ces courants de pensée. C'est la résurgence récente et polémique des droites dures et extrêmes parfois tonitruantes qui conduit à remobiliser ces éléments jusqu'alors dispersés dans des non-dits analytiques afin de tenter de reconstituer des « systèmes » de mentalités dans le tréfonds de plusieurs groupes sociaux et idéologiques de la cité garonnaise. *Grosso modo*, nous avons été quelque peu « agacé » de ne pas disposer d'une étude synthétique sur cette histoire des droites dures et extrêmes sur Bordeaux, trente ans après l'émergence de la nouvelle extrême droite « nationale » sur la scène politique !

Nous avons retrouvé de vieux mémoires de recherche des années 1960-1980, lu pas mal d'articles de presse, parcouru des sites internet, dépouillé les livres d'histoire locale : finalement, dans les interstices des ouvrages solides sur l'histoire générale de Bordeaux, sur Jacques Chaban-Delmas, sur Adrien Marquet, nous avons jugé qu'il devrait être possible de rédiger cet « essai » narratif et analytique, pour donner du sens à l'histoire politique (et sociale) de ces courants de pensée. Plus que le terme d'une recherche, nous concevons cet essai comme un levier devant inciter les collègues à creuser ces sujets, à préparer une histoire des droites et droites extrêmes à Bordeaux, en lui appliquant les apports théoriques et méthodologiques du livre « historique » de René Rémond⁹, de la « bible » de Jean-François Sirinelli¹⁰ ou de la synthèse de Jean-Yves Camus et René Monzat sur les droites « nationales et radicales »¹¹.

1. La conspiration de 1814 ?

Au lendemain des guerres napoléoniennes, qui ont directement touché le port, à cause de la guerre maritime, et la région, avec la traversée de troupes pendant la guerre en Espagne, l'on pourrait considérer le « légitimisme », c'est-à-dire le courant favorable au rétablissement d'une monarchie « légitimement » ancrée dans la tradition d'une dynastie des Bourbons décapitée en 1793, comme d'un courant de « progrès » par rapport à la

⁸ Cf. Alain Van Hiel, « A psycho-political profile of party activists and left wing-and right-wing extremists », *European Journal of Political Research*, n°51, 2012, pp. 166-203.

⁹ René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1955 (rééditions en 1963, 1968, 1982). René Rémond, *Les droites aujourd'hui*, 2005.

¹⁰ Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, collection « NRF essais », Paris, Seuil, 1992.

¹¹ Jean-Yves Camus & René Monzat, *Les droites nationales et radicales en France*, op.cit.

dictature policière et militariste de Napoléon Bonaparte... C'est l'évolution ultérieure, lors des révolutions et émeutes qui se sont succédé, au travers des combats progressistes en faveur des libertés et de la justice, qui a replacé ces légitimistes ou orléanistes, puis les bonapartistes, vers la droite du « ring » politique et même vers la droite extrême, à la droite du centre-droit réformiste ou de la droite libérale.

Dès que la tendance à la défaite de l'empereur se dessine, l'on constate une mobilisation d'un fort courant d'opinion et de plusieurs groupes sociaux de la bourgeoisie en faveur d'un retour rapide et décisif des Bourbons, afin de conclure ce qui est perçu comme la « parenthèse » de la Révolution et du bonapartisme. Un symbole en est donné par le rôle emblématique joué par Jean-Baptiste Roger, le patron de la société familiale de spiritueux Marie Brizard & Roger¹². Il représente dès l'origine un courant de pensée bordelais destiné à durer jusqu'au tournant du xx^e siècle, animé de convictions royalistes solides. Il aurait financé l'envoi de denrées aux rebelles de l'Ouest atlantique en 1803-1805, avant d'être arrêté en 1805, jugé à Nantes en 1806 mais acquitté faute de preuves. Ayant été assigné à résidence à Libourne, il revient à Bordeaux en novembre 1813 et multiplie les contacts avec les opposants à « l'usurpateur » ; il est intégré dans une Garde royale constituée clandestinement en juillet 1813 par un groupe de bourgeois de la cité, et, en son sein, il devient même le chef de la compagnie des Cheval-Légers, qu'il équipe à ses frais en décembre 1813. Ces troupes, avec la complicité du maire Lynch, se constituent en comité d'accueil de l'avant-garde de l'armée anglaise de Lord Beresford, venue d'Espagne pour prendre le contrôle d'une partie d'un territoire envahi par la coalition ennemie de Napoléon. Roger est alors capitaine de la Garde quand ces troupes entrent dans la ville le 12 mars 1814, précédant, le même jour, le duc d'Angoulême, avant un *Te Deum* à la cathédrale – avant qu'il en devienne colonel.

L'on pourrait identifier plusieurs leviers à ce renforcement de la cause légitimiste. Tout d'abord, de petits groupes de fidèles ont entretenu la flamme capétienne, dès le Directoire, autour d'associations telles que l'Institut philanthropique, les chevaliers de la Foi de Gombault ou la Garde royale ; mais la répression policière, cette fragmentation et l'isolement de ces hommes de foi et de fidélité expliquent la confidentialité de leur activité. Il semble que ce n'est qu'à la fin de 1813 que, sous l'égide de Ferdinand de Bertier, que des liens se tissent entre ces groupes, et qu'ils décident d'initiatives voyantes : cris, bris de vitre, etc., sans guère de portée, mais avec le désir de semer quelque trouble¹³.

Une fraction significative de la grande et de la bonne bourgeoisies, des élites économiques et sociales girondines¹⁴, est constituée, il est vrai, de familles d'origine britannique, hollandaise, scandinave ou germanique. Sans bien entendu considérer qu'elles seraient des « traîtres » à l'union nationale autour de la « geste napoléonienne », il est évident que ces milieux d'affaires « cosmopolites », quelle que soit leur envergure économique, ont pâti des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, des divers « blocus » ou boycotts¹⁵, même

¹² Hubert Bonin, *Marie Brizard (1755-1995)*, Bordeaux, L'Horizon chimérique, 1995. Hubert Bonin, *Histoire intégrale de Marie Brizard*, 1995, non publiée, pp. 50-51. André Vovard, « Un centenaire : Les Anglais à Bordeaux en 1814 », *Revue napoléonienne*, tiré à part, 1914.

¹³ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur. Bordeaux sous le Premier Empire*, Bordeaux, 1993, Société archéologique et historique de Lignan et du canton de Créon, pp. 250-251. Ferdinand de Bertier, *Souvenirs inédits d'un conspirateur. Révolution, Empire et première Restauration* (présentés et annotés par Guillaume de Bertier de Sauvigny), Paris, Tallandier, 1990.

¹⁴ Cf. Jean Valette et Jean Cavignac, *Grands notables du Premier Empire. Notices de biographie sociale*, volume XIII, *Gironde*, Paris, CNRS, 1986.

¹⁵ Cf. Paul Butel, « Crise et mutation de l'activité économique à Bordeaux sous le Consulat et l'Empire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 18970, pp. 540-558.

si Silvia Marzagalli¹⁶ a indiqué qu'ils ont pu jouer du concours des négociants et armateurs « neutres » pendant certaines années. Ils aspirent à l'évidence à un « retour à la normale », en économie et donc aussi en politique, car ils souhaitent que la fameuse « confiance » indispensable à la vie des affaires et au crédit soit reconstruite, et ils sont à la recherche d'une stabilité au niveau des institutions et d'une sérénité au niveau des échanges qui leur permettraient de relancer « la machine » du négoce et de l'argent.

En tout cas, en 1814-1815, la situation est claire : c'est ce noyau de notables légitimistes qui brandit « le drapeau blanc » – l'emblème des royalistes, face au drapeau tricolore surgi en 1789 – et anime un noyau dirigeant qui entreprend d'établir un nouveau centre de pouvoir à Bordeaux. L'on évoque même parfois « le complot de 1814 », comme si ces hommes avaient manigancé une sorte de conspiration depuis de nombreux mois. En fait, ils se connaissent, évidemment, se fréquentent, partagent leurs opinions dans leurs discussions ; mais, comme tout le monde en ces circonstances mouvementées, ce sont des attentistes ; et ces ferments de grogne et d'espérances ne constitue pas un « complot »... Cependant, dès que le vent tourne, ces hommes sont prêts et agissent sans tarder, sous l'égide de certains d'entre eux, plus actifs ou bien placés dans l'ombre, au cœur des rouages du pouvoir local, comme le secrétaire du maire, Arnaud de Roquelaure de Mondenard¹⁷ ou l'adjoint chargé de la police municipale, Pierre Tauzia. Et, le 12 mars 1814, ce sont eux qui, impatients et empressés, accueillent les troupes pro-Bourbons et le duc et la duchesse d'Angoulême, qui devient ensuite, l'égérie des légitimistes dans le grand Sud-Ouest¹⁸, tandis que le drapeau blanc flotte sur la tour Saint-Michel ; mais les témoins soulignent la faible mobilisation des Bordelais et l'absence quasi générale de cocardes blanches aux fenêtres...

Cela dit, cette journée du 12 mars est apparemment devenue emblématique de ce sursaut monarchiste et semble avoir suscité quelque ferveur durable, si l'on en juge la récurrence des publications à son propos¹⁹. Un peu plus tard, « six ans après la visite de l'empereur du 2 août 1808, le commerce bordelais, pour fêter le retour des Bourbons, de la paix et des affaires, offrait, le 22 mai 1814, un dîner suivi d'un grand bal à Son Altesse Royale Louis Antoine duc d'Angoulême, le neveu de Louis XVIII. Au centre du grand escalier de la Bourse, un tableau représentait l'entrée du duc d'Angoulême à Bordeaux le 12 mars 181. Le hall était tapissé de milliers de fleurs de lis en papier blanc découpé, orné de drapeaux et de trophées »²⁰, le coût de 37 000 francs étant financé par une souscription publique auprès des bourgeois.

Pendant les Cent Jours, des ultras se montrent bellicistes ou tout au moins belliqueux, autour de la duchesse d'Angoulême. Celle-ci est restée à Bordeaux pendant que son époux partait en Provence tenter de ferrailer contre l'empereur le 10 mars 1815. Soutenue par

¹⁶ Silvia Marzagalli, « A vital link in wartime: The organization of a trade and shipping network between the United States and Bordeaux, 1793-1815 », *Research in Maritime History*, n°15, 1998, pp. 199-219.

¹⁷ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 64 et pp. 252-253.

¹⁸ Raymond Janvrot, « La duchesse d'Angoulême à Bordeaux », *Neptunia*, Bordeaux, n°28, 1952, pp. 19-31.

¹⁹ Cf. Jean Barennes, « Le 12 mars à Bordeaux », *Revue historique de Bordeaux*, tome 8, 1914, pp. 371-385.

Philippe Ferrère, « Mes souvenirs du 12 mars au 15 avril 1815 », Archives historiques du département de la Gironde, Bordeaux, 1914, tome XLIX, pp. 370-439. Jacques-Sébastien Rollac, *Exposé fidèle des faits authentiquement prouvés qui ont précédé et amené la journée de Bordeaux du 12 mars 1814*, Paris, 1816.

M.-F. Combes, « Bordeaux, le 12 mars 1814 », *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 51^e année, 1889, pp. 5-15.

Albert Mengeot, *Le brassard de Bordeaux, 12 mars 1814*, Bordeaux, Bière, 1912 (72 pp.). Maurice Ferrus, *Le centenaire du 12 mars 1814, une page d'histoire locale*, Bordeaux, Gounouilhau, 1914 (38 pp.). B. de Queyriaux, *Notice sur la Garde royale de Bordeaux. La journée du 12 mars 1814, le Brassard de Bordeaux*, plaquette sans date ni éditeur, 1927 (15 pp.). Robert Dufourg, *Le 12 mars 1814 à Bordeaux*, La Rochelle, Rupella, 1931. Cf. aussi « Chant du Douze Mars 1814 », Bordeaux, Lavigne jeune, sans date (3. pp.).

²⁰ Jean-Claude Drouin, « Chapitre premier : Splendeurs et misères de l'ère napoléonienne », in : *La Chambre de commerce au XIX^e siècle*, in Paul Butel (dir.), *Histoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, des origines à nos jours (1705-1985)*, Pessac, UFI, 1988, p. 149.

Lynch et Lainé, mais aussi par le général Decaen, elle veut mobiliser les troupes de la place pour enrayer la descente du général Clausel, qui, parti d'Angoulême..., passe la Dordogne et se prépare à investir Bordeaux. Or, dépitée, elle doit constater qu'une forte majorité de compagnies locales ne montrent aucun désir de se joindre à son combat monarchiste. Elle doit rejoindre Pauillac pour s'embarquer, avec Lynch, sur *The Wanderer* et fuir en Angleterre, tandis que Clausel pénètre dans la cité le 2 avril.

Ce n'est réellement qu'à la chute de l'éphémère régime des Cent Jours que, sous l'égide des autorités de l'Église catholique, de groupes de bourgeois et ouvriers royalistes, des manifestations explicites de soutien aux royalistes sont relevées. « Blessées dans leur fierté [par la remise en cause de leur pouvoir], lésées dans leurs intérêts [par le bellicisme napoléonien], les notabilités du conseil municipal et le petit peuple avaient scellé avec les Bourbons une union que les années ne démentirent pas : le légitimisme bordelais, né le 12 mars, donna de nombreux ministres à la Restauration et fut consacré par l'octroi du titre de duc de Bordeaux au fils posthume du duc de Berry »²¹, assassiné en 1822 – ce duc de Bordeaux devenant plus tard le prétendant au trône au début de la III^e République. Mais peut-on être vraiment sûr de ce ralliement du « petit peuple » au parti Bourbon ?

L'on peut penser que le pragmatisme des défenseurs des intérêts bien compris des milieux d'affaires a été un facteur déterminant. Ainsi, des « réalistes » aident à la remontée des légitimistes, puisque le maire Jean-Baptiste Lynch – nommé par décret impérial, donc inséré dans le régime napoléonien²² – s'est rapproché d'eux : « Lynch s'aboucha avec les milieux royalistes, sans doute vers le 5 novembre 1813, et fut le principal artisan du ralliement de Bordeaux aux Bourbons. Malgré des témoignages divergents [...], il semble assuré que Lynch, lors d'un séjour parisien, rencontra successivement les éminences grises du mouvement royaliste [...]. Reparti le 9 janvier 1814 de la capitale, avec les noms de trois conspirateurs dont il tut toujours l'identité, il fut mis en contact avec les différents réseaux royalistes à des dates difficiles à préciser, entre le 13 janvier et le 27 février. »²³ Cela explique qu'il ait dû s'enfuir en Angleterre pendant les Cent Jours !

L'on peut aussi concevoir que cette conspiration consiste tout simplement à se préparer au cas où, à constituer une équipe prête à servir le nouveau régime, car un véritable complot supposerait la recours à quelque force ou violence, alors que, au contraire, il s'agit d'assurer une transition paisible, sans troubles, et notamment en obtenant le ralliement rapide des bourgeois pouvant constituer une Garde nationale apte à contenir tout débordement populaire éventuel. C'est que ces notables ont conscience des tensions qui parcourent la société populaire, durement frappée par la rigueur économique et financière des années 1812-1814, quand la guerre continentale s'exaspère et quand les ressources des autorités leur imposent de tailler dans les budgets ; c'est pourquoi, « violemment pris à partie par les Bordelais au cours de l'hiver 1813-1814, ils surent, grâce à des liens tardifs avec les groupuscules royalistes locaux, assurer leur avenir en devançant l'attitude de la capitale »²⁴. « La fusion des notables modérés de la Révolution et des élites de l'Ancien Régime s'est donc réalisée au détriment des intérêts de l'Empire, mais seulement lorsque l'effondrement militaire devint de plus en plus prévisible. »²⁵ Cette prudence et cette modération sont d'ailleurs confirmés quand on découvre que plusieurs de ces notables aident le gouverneur militaire de la place pendant les Cent Jours, le général Bertrand

²¹ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 253.

²² Cf. Bernadette Lynch, *Jean-Baptiste Lynch, maire de Bordeaux, 1809-1815*, Bordeaux, Miailhe, 1970 (68 pp.).

²³ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 36. Cf. André Vovard, « Trois conspirateurs à Bordeaux en 1814 », *Revue historique de Bordeaux*, 1918, tome XI, pp. 36-47.

²⁴ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 89.

²⁵ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 247.

Clauzel²⁶, à s'enfuir par mer en 1815, afin d'éviter tout risque d'évolution sanglante, et donc toute éruption de ce qui, dans d'autres régions, donne lieu à « la Terreur blanche ».

En fait, ce sont d'abord les fidèles des Bourbons qui reprennent normalement les rênes du pouvoir local en 1815, autour, par exemple, d'Alexandre de Lur-Saluces, représentant (« commissaire ») du roi quand le pouvoir bonapartiste, en poste depuis mars 1815, s'effondre à Bordeaux dès le 21 juillet, avant le choix d'un maire fidèle, Joseph-Marie de Gourgues, tandis que Lynch devenait pair de France. Un groupe d'édiles monarchistes est ainsi constitué²⁷. Et, en tout cas, une élite légitimiste se dégage de ses mois troubles et, parmi ses membres, « certains furent récompensés avec largesse par le nouveau régime : la plupart reçurent un titre de noblesse (Tauzia, Pierre Maydiou, Élie Labroue, Daniel Guestier, Antoine Dussumier de Fonbrune, Jean Gauthier) ; quelques-uns firent même une carrière nationale, [Pierre-Barthélémy] Portal comme ministre de la Marine et des Colonies [de décembre 1818 à décembre 1821], [Joseph] Lainé²⁸ comme ministre de l'Intérieur »²⁹. Tout en notant que la diversité des positions politiques est la règle chez les négociants, Paul Butel souligne que Daniel Guestier « reçut l'ordre du Lys dès la première Restauration [même si] sa fidélité légitimiste fut ensuite relativement tiède et [qu'] il accueillit avec facilité la révolution de 1830 »³⁰, et son fils devient député au sein du nouveau régime. Plus « authentique » dans sa fidélité légitimiste fut en outre Jean-Baptiste de Rancourt, émigré dès 1790 et intégré à l'administration Bourbon espagnole, ce militaire était resté auprès du roi Joseph comme commandant de sa garde. Il rentre à Bordeaux en 1814 et y reste pendant les Cent Jours, ce qui le contraint à quitter l'armée, mais lui vaut lui aussi l'Ordre du Lys en sus de la Légion d'honneur, tandis que son fils Charles de Rancourt fonde une maison de négoce en vins en 1844 jusqu'en 1887, avant que son petit-fils Jules de Rancourt reprenne la maison de son père tout en dirigeant la maison de cognac Chabanneau ; l'on peut penser que la pensée royaliste est restée vive au sein de cette dynastie, dans la ligne de l'histoire du patriarche³¹.

Cette « restauration » politique et sociale est complétée par des formes de restauration religieuse, afin de consolider l'assise de la société civile que ces légitimistes veulent reconstruire après les « dérives » de la Révolution. Ainsi est créée à Bordeaux en 1817 la Société de Marie, d'où le nom de Marianistes. C'est une congrégation religieuse catholique masculine fondée par Guillaume-Joseph Chaminade (1761-1850), qui, ordonné prêtre en 1785, avait refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé lors de la Révolution, et, en tant que réfractaire, s'était réfugié en Espagne³². Cette congrégation a pour but l'enseignement de la foi et se consacre à l'éducation des jeunes, en particulier dans le monde scolaire et à la formation chrétienne des adultes. L'Institution Sainte Marie, installée rue des Menuts en 1819, déménage rue du Mirail en 1823-1824 dans l'hôtel de Razac, avant de suspendre son fonctionnement en 1835 jusqu'en 1874, quand elle prend son autonomie par rapport à la congrégation. Dans les années 1815-1830s, par conséquent, un petit « système » de pensée, politique, civique et religieux se cristallise en réaction aux décennies révolutionnaires et napoléoniennes, en faveur d'un « retour à la normale ».

2. Les droites extrêmes dans la longue construction démocratique

²⁶ Cf. Jean Cavignac, « Les Cent-Jours à Bordeaux à travers la correspondance de Clauzel », *Revue historique de Bordeaux*, tome xv (nouvelle série), 1966, pp. 65-72.

²⁷ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., pp. 41-42 ; 50-51.

²⁸ Émile de Perceval, *Un adversaire de Napoléon, le vicomte Lainé*, Paris, Champion, 1926.

²⁹ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., p. 53.

³⁰ Paul Butel, *Les dynasties bordelaises. Splendeur, déclin et renouveau*, Paris, Perrin, seconde édition, 2008, p. 353.

³¹ « Rancourt », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités autour d'un demi-siècle*, Bordeaux, Éditions B.E.B., 1957, pp. 587-588.

³² Il a été béatifié par Jean-Paul II le 3 septembre 2000 à Rome.

Tout au long des étapes riches en soubresauts qui ont marqué la progression cahoteuse vers la démocratie, avec tant d'allers-retours, Bordeaux a vécu des bouffées d'opinion soufflant plutôt vers la droite extrême.

A. Des ultras en Gironde ?

Après les Cent Jours, une fois l'intermède napoléonien achevé, nombre de notables, sans nécessairement être des royalistes pro-Bourbons convaincus, se convainquent de courber l'échine au nom de la reconstruction des circuits économiques de la belle époque du XVIII^e siècle, et parmi eux figurent nombre de personnalités qui s'étaient insérées dans le pouvoir bonapartiste local³³. L'on sait que certains ont même tenté de revenir au commerce de traite des Noirs... Ce pragmatisme explique que, quelle que soit l'évolution de la vie politique et institutionnelle, ces cercles économiques et bourgeois font preuve d'une certaine fidélité aux positions monarchistes, d'abord légitimistes, puis, après la Révolution de juillet en 1830, orléanistes. Dès lors, plus les aléas de l'Histoire ébranlent ces régimes et ouvrent la voie aux « masses », aux promoteurs des valeurs de la Révolution française, plus certaines strates s'arc-boutent sur des positions de plus en plus « dures » – d'ailleurs en osmose avec ce qu'on appelle « les ultras »³⁴, donc plus à droite que la droite monarchiste dans les années 1820. L'on peine toutefois à évaluer, à mesurer, quantitativement l'ampleur de ces groupes, leur idéologie.

Le simple fait que Louis-Napoléon Bonaparte, prétendant à une mutation vers un régime autoritaire, vienne à Bordeaux essayer de convaincre les notables réunis à la Chambre de commerce, indique que le pouvoir central a conscience de la spécificité de la communauté économique et bourgeoisies girondine – d'où, le 7 octobre 1852, cette affirmation solennelle, bien connue : « L'empire, c'est la paix ! »³⁵ Les responsables du clan néo-bonapartiste ont bien saisi que cette droite « ultra » puis « dure » s'alimente des inquiétudes concernant « la paix du commerce », les possibilités de refinancement et de change sur Londres. Elle est différente par conséquent de la droite et du centre-droit « modérés », du Tiers-Parti ou du « parti de Thiers », dans la ligne d'Adolphe Thiers, si représentatif, des années 1830 aux années 1970, de cette quête, tenace mais parfois désespérée ou déçue, d'une France de l'équilibre, de la modération, comme aurait pu la satisfaire l'Empire libéral et la politique de certains ministres proches des milieux d'affaires (Paul Magne, Achille Fould).

Peut-on donc dès lors détecter des clans ou cercles d'une « droite dure » à Bordeaux dans ces années 1820-1870 ? En fait, à cette époque, les « durs » sont peu ou prou les partisans d'un protectionnisme trapu, protégeant la frêle économie industrielle et artisanale girondine des importations britanniques ou autres, entourant la flotte française en reconstruction et en essor (autour des *clippers*, par exemple, fabriqués à Bordeaux). Ils s'opposent farouchement en Gironde aux libre-échangistes ; or, comme ceux-ci apparaissent aussi comme des « libéraux » ou des modérés, de la droite modérée au centre droit, les protectionnistes tendent à glisser vers un positionnement politique lui-même « dur ». D'abord, sous la Restauration, une bagarre oppose les deux clans pour les élections à la Chambre de commerce : les « durs », tout heureux de la loi fort

³³ Laurent Coste, *Le maire et l'empereur*, op.cit., pp. 39-40.

³⁴ Cf. Alain Blondy, *Les ultras royalistes bordelais*, thèse, Université de Bordeaux 3, 1978 (sous la direction du professeur André-Jean Tudesq, 103 pp.). Guillaume de Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Paris,

protectionniste du 22 juillet 1822 (qui protège notamment les sucres antillais), gagnent lors du renouvellement de 1824, mais sont battus en 1827³⁶.

Quand la Monarchie de Juillet s'établit, des ralliements s'effectuent, mais des ultras refusent de prêter serment au nouveau régime ou démissionnent du conseil de la Chambre de commerce ; J.-C. Drouin cite Dussumier-Latour, Dudevant, le négociant Journu, L'Hôtelier, Otard, suivis de Louis Fabre, Henri Fonfrède et Lorigue ; il parle d'un « malaise [...] vite dissipé »³⁷, mais au fond banal à l'échelle d'une France qui cherche sa voie entre une droite extrême et, finalement, une droite modérée. « La lutte politique oppose deux clans qui mettent tous deux leurs intérêts commerciaux au premier plan dans leur programme. D'une part, les "monarchiques constitutionnels", candidats ministériels soutenus par les Balguerie, [Jean-Élie] Gautier, [Félix] Lopès-Dubec et [Henri] Galos, de l'autre les opposants dynastiques candidats de l'opposition soutenus par les négociants [Théodore] Ducos, Curé, Tandonnet, le raffineur [J.-J.] Rabaud allié aux Nairac, et le banquier [François] Samazeuilh³⁸. »³⁹ Charles Balaesque, David Brown, Bernard-Auguste Journu, Sarget sont quant à eux classés parmi les ultras ; mais, souligne J.-C. Drouin, « la majorité des négociants bordelais furent "orléanistes", partisans de la paix, de l'ordre et du "juste milieu" »⁴⁰. Ces ultras disposent (de sa création le 1^{er} septembre 1831 jusqu'en 1887) d'un bras armé, le journal légitimiste *La Guienne*, fer de lance de l'opposition d'une droite qu'il faut bien qualifier de « droite extrême » puisque droite et centre-droit couvrent un énorme spectre de l'électorat censitaire, face à un petit cercle de libéraux au centre-gauche et à une gauche républicaine située hors du champ du régime.

B. La droite extrême contournée par la dictature napoléonienne ?

Cette opposition dure est malmenée par les événements de la Seconde République, qui rassemble à Bordeaux les « républicains du lendemain », les ex-orléanistes, et des républicains modérés, ce qui cantonne les deux extrêmes, droite et gauche, dans des rôles tribuniens. Les ultras tentent de se tailler un espace d'expression, au sein du Comité de l'Union nationale, constituée le 16 mars 1848, mais il les associe aux orléanistes dans une fédération des droites monarchistes modérée et dure. Il permet toutefois à un légitimiste, Ravez, d'être élu député aux côtés de cinq orléanistes.

Pourtant, quand un phénomène de « peur sociale » se cristallise face à l'avancée des « forces populaires », les légitimistes sont réintégrés en partie dans le jeu politique sous l'égide de ce qui devient le « Parti de l'ordre », une confédération informelle de candidats des droites et des membres apaisés de la droite extrême, qui présente une liste aux élections législatives du 13 mai 1849, ce qui explique que Journu devienne député. Mais ce glissement est suspendu après le coup d'État de décembre 1851. Les légitimistes rejoignent les orléanistes convaincus dans l'opposition à un régime illégitime, tandis qu'une masse d'ex-orléanistes se rallie à l'ordre impérial, une fois de plus au nom des intérêts de la communauté des affaires.

³⁶ Jean-Claude Drouin, « Chapitre II. La Chambre de commerce autour de Balguerie-Stuttenberg (1815-1830) », in Paul Butel (dir.), *Histoire de la Chambre de commerce, op.cit.*, p. 157.

³⁷ Jean-Claude Drouin, « Chapitre III. L'ère des grands notables à la Chambre de commerce », in Paul Butel (dir.), *Histoire de la Chambre de commerce, op.cit.*, p. 160.

³⁸ « Samazeuilh », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, pp. 627-628. Hubert Bonin, « La splendeur des Samazeuilh, banquiers à Bordeaux (1810-1913) », *Revue historique*, 1993, n°288, pp. 349-389.

³⁹ Jean-Claude Drouin, « Chapitre III. L'ère des grands notables », *op.cit.*, p. 162.

⁴⁰ *Ibidem*.

L'historien attaché aux valeurs démocratiques peine à déterminer si les partisans du régime bonapartiste sont moins « à droite » que les ultras légitimistes, puisqu'une dictature policière a été instaurée... Quand l'empire devient « libéral », il intègre officiellement le centre-droit et la droite modérée (« le Tiers-Parti ou le parti de Thiers »), autour par exemple du banquier et ministre Fould, grand propriétaire girondin. Dès lors, une fois encore, les légitimistes sont rejetés sur des positions de droite-extrême. Peut-on néanmoins considérer qu'ils sont contournés par les durs du régime, les « cheveu-légers » du bonapartisme ? Toutefois, l'influence de ces derniers en Gironde ne paraît pas avoir pris de consistance, et le bonapartiste semble se cantonner dans une pratique pragmatique au sein des corps constitués institutionnels.

3. Une III^e République surprenante : des bastions de droite dure (dans les années 1870-1880)

Notre quête d'une droite extrême est à la fois facile pour ces années 1870-1914, puisque des courants originaux l'ont alimentée et renouvelée, et délicate parce que la recomposition du jeu politique a sans cesse bouleversé le positionnement des monarchistes et nourri des pôles de concurrence qui les ont bousculés. Par ailleurs, au sein de la grande bourgeoisie girondine, l'enjeu du protectionnisme et du libre échange dépasse souvent celui de l'évolution du régime républicain ; et les combats les plus ardents en sont l'expression, que ce soit pour les élections à la Chambre de commerce – la liste élue à la Chambre de 1872 est ainsi libre-échangiste, face aux projets protectionnistes du chef du gouvernement Adolphe Thiers – ou à l'occasion d'élections politiques où se cristallisent les aigreurs et rancœurs causés ceux-là.

A. Les monarchistes dans la République naissante

Si une grosse majorité des couches bourgeoises girondines se rallie à la République, comme partout, si centre-gauche et centre-droit constituent le point de stabilisation des forces politiques, l'on sait qu'une minorité rejette cette orientation vers la « gauche », même seulement celle des Opportunistes (Jules Ferry, etc.). Elle soutient jusqu'au bout les tendances néo-légitimistes favorables au rétablissement d'une monarchie (Bourbon ou Orléans), pendant la période du pouvoir du président Mac Mahon (1873-1876/77) ou pendant les années où les légitimistes espèrent reconstruire un large groupe parlementaire et peser sur une réorientation vers la droite de la République, au détriment des centres. Bordeaux est partie prenante de cette « république des ducs » qui caractérise « la fin des notables »⁴¹ hérités des monarchies. Or l'on sait que les élections législatives de 1884 ont vu la droite dure progresser sensiblement au premier tour, en profitant de la désunion des Républicains.

L'ambiance des années 1870 est, à Bordeaux comme ailleurs, quelque peu tendue car les frustrations et le ressentiment dominant chez les partisans des régimes déçus. Les bonapartistes font circuler nombre de brochures et d'affiches – sans d'ailleurs respecter la loi imposant une autorisation *ex ante*, ...datant de 1854. Un comité bonapartiste multiplie les réunions « privées », donc sans avoir besoin de solliciter une autorisation préalable de la police. Des services funèbres célébrant l'âme de Napoléon III font partie de ce que la police appelle (en 1874) des « menées bonapartistes ». L'on sent donc combien, en pleins débats sur le sort du régime ou au moment où sont votées les lois constitutionnelles de 1875, combien ces héritiers de l'empire ne restent pas l'arme au pied, croient encore dans leurs chances – au service du prince ? d'un général ? – et, en tout cas, activent des réseaux

⁴¹ Daniel Halévy, *La fin des notables. II. La république des ducs*, Paris, Grasset, 1937 ; Le livre de poche, 1972.

plutôt denses, en particulier chez certains bons bourgeois de la ville, comme, un temps, un Johnston⁴².

De leur côté, les légitimistes agissent semblablement : la priorité est de ne pas « laisser tomber la mayonnaise », de mobiliser les fidèles et les segments favorables de l'opinion. Le « parti clérical », comme dit la police, souligne notamment le rôle de quelques leaders légitimistes fort dynamiques, tel Jules des Grottes, conseiller général et surtout, pour notre propos, vice-président de la commission pour le diocèse de Bordeaux du comité de promotion pour les fêtes du Jubilé épiscopal du Saint-Père Pie IX : l'ultramontanisme (« papiste ») est aussi l'un des aspects de cette attitude de rejet des orientations de la vie politique française de l'époque. Cette droite extrême⁴³ récupère sa vigueur dans la défense du comte de Chambord, l'ex-duc de Bordeaux, et le journal *La Guienne* reste le promoteur des vertus de Henri V, tandis que *Le Courrier de la Gironde*, créé en 1837, se veut plutôt orléaniste ; elle rencontre néanmoins des difficultés financières⁴⁴ et doit être réorganisée en société anonyme en 1872, autour de Charles de Batz-Trenelléon ; désireux d'élargir son assise dans les milieux populaires, celui-ci lance un satellite plus séduisant, *L'Électeur* en 1873, qui atteint 2 000 exemplaires, soit plus que le journal phare (1 200) mais moins que *Le Courrier* (3 000)⁴⁵ – mais *La Guienne* doit disparaître en 1887.

La notion de « fidélité » reste essentielle parmi cette droite extrême, fidélité au souvenir de l'Ancien Régime bourbon, aux valeurs de la « vieille France », avec par conséquent un refus des compromissions avec le nouveau régime. La célébration de l'anniversaire du 21 janvier 1793, la mort de Louis XVI, cristallise ces sentiments. Les monarchistes – qui ont intégré une petite partie des orléanistes –, sont minoritaires face aux modérés du centre-droit qui rallie la République vers 1875 et à la petite droite orléaniste qui trouve elle aussi à s'intégrer aux modérés, puis à la mouvance des « progressistes » dans les années 1890. Ils s'appuient aussi sur leurs convictions religieuses et morales, sur un catholicisme vigoureux, qui s'appuie sur les positions farouchement antirépublicaines d'une papauté déchaînée contre toute forme d'évolution des idées politiques et des mœurs – et ce jusqu'au fameux Ralliement⁴⁶ de 1893, qui ne convainc par une minorité agissante de la droite réactionnaire. Ainsi, Paul Butel indique que le négociant « Armand Lalande, député de la Gironde pendant deux législatures, fut combattu avec acharnement par l'extrême droite bordelaise, qui l'accusait d'être révolutionnaire alors qu'il n'était que timidement social, répondant assez bien à l'esprit du pape Léon XIII dans *Rerum Novarum* »⁴⁷. Parmi ces activistes royalistes figure par Ferdinand Lapène, « l'un des chefs de la réaction catholique et royaliste de la Gironde. Capitaine des zouaves pontificaux, engagé très tôt dans ce corps, il fit toutes les campagnes pour la défense du trône pontifical. Chevalier de l'ordre de Pie IX et de l'ordre de François II des Deux Siciles »⁴⁸, il co-anime ces réseaux de droite extrême dans les années 1880-1890 (jusqu'à son décès en 1898). Mais Bordeaux ne semble pas s'ériger en bastion du catholicisme dur durant les débats, dans ces années 1890 et au début du siècle suivant, autour des compléments réactionnaires apportés aux

⁴² Rapport de police, Archives départementales de la Gironde 1M423.

⁴³ Hélène Souques, *Les milieux royalistes bordelais au début de la III^e République*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Bordeaux 3, 1971.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 33.

⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁶ Cf. Marc Agostino (dir.), *Tempéraments aquitains et nouveauté religieuse. "Rerum novarum" et l'enseignement social de l'Église dans le sud-ouest de la France* [journée d'étude de Bordeaux, 25 janvier 1991], Talence, Presses universitaires de Bordeaux, 1993.

⁴⁷ Paul Butel, *Les dynasties*, *op.cit.*, p. 354.

⁴⁸ « Ferdinand Lapène », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, *op.cit.*, p. 423.

catéchismes⁴⁹ ici ou là ou autour du désir conservateur de rejeter toute société ou tout système politique sans intégration du politique et du religieux, et donc de la sécularisation, que ce soit dans des cercles privés ou dans la « Bonne Presse » (comme *La Croix*)⁵⁰. L'évêque de Bordeaux n'appartient pas au noyau d'évêques ayant fait la promotion de ces catéchismes réactionnaires.

Dans ces circonstances, le révélateur des élections au suffrage universel enfin complètement libéré est incontestable. Les légitimistes tirent parti de cette démocratie pour promouvoir leurs idées et leurs candidats ; mais ils n'affichent pas tout de suite une identité spécifique : ainsi, lors des élections législatives de février 1871, légitimistes et orléanistes sont réunis sur la grande liste des « conservateurs » face aux trois listes républicaines de la gauche opportuniste, d'une gauche plus affirmée encore et d'une gauche avancée. Or la liste de droite est élue, ce qui permet à Jean Journu et le comte Amédée de Lur-Saluces de devenir députés : en pleine république nouvelle, ces légitimistes viennent porter l'étendard du prétendant au trône ! Lur-Saluces (1839-1894) est alors le chef du parti royaliste en Gironde, depuis son fief de Château Filhot, dans le Sauternais, mais la famille dispose d'un hôtel particulier près du Jardin public à Bordeaux : député entre 1871 et 1876, il est battu successivement en 1876 et 1877. En revanche, « le comte Henri de Lur-Saluces est l'exception dans une famille traditionnellement royaliste, légitimiste et orléaniste. Il fut élu en février 1876 contre un autre notable local, le baron Joseph de Carayon-Latour »⁵¹, bon monarchiste dur quant à lui, d'une famille anoblie sous la Restauration, puisque son père a été fait baron en 1819. « À l'extrême droite, les origines sociales des parlementaires sont sans surprises : essentiellement la haute bourgeoisie ou la noblesse »⁵², dont plusieurs grands propriétaires fonciers. Carayon-Latour, polytechnicien et ancien officier ayant démissionné de l'armée en 1870, est élu député en 1871 et rejoint le groupe des « cheveu-légers », les durs des durs de l'Assemblée nationale !

Les propriétaires et rentiers, comme le comte Jules des Grottes, les barons de Béchac et de Brivezac, des négociants, comme Paul Journu – élu député en 1871, il démissionne dès 1873 et décède en 1875 –, Henri Balaesque ou Henri Cruse – tandis que Daniel Guestier, Henri Wustenberg ou Lucien Faure sont plutôt du côté orléaniste – nourrissent banalement les rangs légitimistes⁵³. Mais des membres des professions libérales affichent eux aussi leur légitimisme, comme les avocats que sont le baron de Brezets et de Sèze, ou les magistrats Brechon et Legrix de la Salle⁵⁴.

Ces conservateurs ne parviennent pas néanmoins, en avril-mai 1871, à ébranler les républicains pour la conquête de la mairie (Émile Fourcand, maire quasiment d'août 1870 à 1873, puis en 1876-1878) ; et ils ne présentent même pas de liste en novembre 1874, ni en 1878, ni en 1888, avant d'être battus en 1884 et 1888. L'on ne peut pas, par conséquent, prétendre que l'influence de la droite légitimiste est solide en Gironde, dès lors que son électorat ne paraît pas consistant. Ce n'est que parce que le pouvoir exécutif – celui de

⁴⁹ Yves Déloye, « Socialisation religieuse et comportement électoral en France. L'affaire des "catéchismes augmentés" (XIX^e-XX^e siècles) », *Revue française de science politique*, volume 52, n°2-3, avril-juin 2002, pp. 179-199.

⁵⁰ Cf. Albert Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991, cité par Y. Déloie, p. 195.

⁵¹ *Députés et sénateurs de l'Aquitaine sous la III^e République, 1870-1940. Portrait de groupe*, Talence, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, pp. 156-157.

⁵² Équipe de recherche en histoire politique contemporaine-Université de Bordeaux 3, *Députés et sénateurs de l'Aquitaine sous le III^e République, 1870-1940. Portrait de groupe*, Pessac, Publications de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, p. 85. Cf. Édouard Ginestous, *Histoire politique de Bordeaux sous la III^e République*, Bordeaux, 1946.

⁵³ Hélène Souques, *Les milieux royalistes*, op.cit.

⁵⁴ *Ibidem*.

« l'Ordre moral » – impose par décret un maire de droite, le vicomte de Pelleport-Burette en 1874-1876, que le conservatisme peut sembler exercer quelque pouvoir local.

C'est que la base électorale réelle de la droite extrême monarchiste oscille seulement entre 5/6 % et 15/18 % selon les élections ; mais ces chiffres sont les premiers révélateurs de la vitalité de ce noyau dur, qui est destiné à réapparaître tout au long de l'époque contemporaine, jusqu'aux élections de 1965 ou aux scores du Front national, notamment.

Février 1871 (liste légitimiste seule, face aux listes bonapartiste, orléaniste et républicaine)	9,08 % des électeurs inscrits à Bordeaux	Avec des scores oscillant de 4,59 % à 10,71 % (4 ^e canton), 12,92 % (3 ^e canton) et 13,76 % (2 ^e canton)
Élection partielle d'octobre 1872	Forcade de la Roquette obtient 12,40 % en moyenne à Bordeaux	De 6,81 % à 14,98 %, 15,44 % et 17,67 %
Élection partielle du 27 avril 1873	Adrien Maître, candidat orléaniste et légitimiste : 14,31 %	De 9,40 à 20,3 %
Élection partielle du 24 mars 1874	Vice-amiral Larrieu, un légitimiste conservateur-libéral : 10,9 %	De 6,85 à 16,15 %
Élections sénatoriales de janvier 1876 (face aux listes républicaine et orléaniste-bonapartiste)	Hubert Delisle et Pelleport-Burète élus, parce que présents sur les deux listes monarchistes...	
Élections générales de février 1876	Moyenne de 13,35 %	De 9,5 à 18,3 %
Élection partielle du 25 mars 1877	Moyenne de 9,7 %	
Élections générales d'octobre 1877	Dans la 2 ^e circonscription, Paul Tandonnet obtient 13,2 %	
Source : Hélène Souques, <i>Les milieux royalistes bordelais au début de la III^e République</i> , mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Bordeaux 3, 1971		

B. Le reflux dans la première moitié des années 1880

L'on pourrait croire que, enfin, la réputation de Bordeaux comme ville « modérée » trouverait enfin à prendre corps. En effet, aux élections du 4 septembre 1881, les républicains remportent une nette victoire. Dans les cinq circonscriptions bordelaises, la droite extrême s'affaisse car victime d'une concurrence insensée entre royalistes et impérialistes. Certes, des cantons ruraux restent fidèles au bonapartisme (Blaye). Mais les candidats de la droite dure échouent brutalement sur Bordeaux ; et la conscience de l'inéluctabilité de la République a même convaincu de ne pas présenter de candidat de droite dans les 2^e et 3^e circonscriptions⁵⁵, alors que, en 1877, il y avait obtenu 13,2 % des inscrits.

Pour la campagne électorale de 1885, la grogne contre la majorité opportuniste, nourrie de déceptions et d'inquiétudes sur la gestion du pays face à la crise économique, explique un durcissement vers la gauche et le réveil de la droite, qui entend saisir sa chance de séduire une fraction des insatisfaits de la République. Un Comité de l'alliance conservatrice réunit légitimistes, orléanistes et bonapartistes (autour de Lur Saluces, Alcée Froin, Robert Mitchell ou Jean Trolong (1840-1928), propriétaire de Château Trolong-Mondot, à Saint-Émilion, et conseiller général en 1886-1892), d'autant plus que l'institution du scrutin de liste départementale favorise le jeu face aux Républicains radicaux et aux Républicains modérés. Au premier tour, le 4 octobre 1885, la liste de droite termine en deuxième position, mais, elle parvient en tête dans plusieurs arrondissements ruraux, elle échoue en minoritaire sur Bordeaux ; puis, au second tour le 18 octobre, elle subit une vive défaite, car sa force dans les campagnes est infirmée par une relative faiblesse sur Bordeaux même. Seules deux sections du 2^e canton constituent des bastions, avec 25 et 27 % des inscrits, et il apparaît que ce deuxième canton, à composante surtout bourgeoise, est dorénavant le

⁵⁵ La 1^{re} circonscription regroupe les cantons 1 (Bacalan) et 2, plus Bruges et Le Bouscat ; la 2^e les cantons 3 et 4 plus Caudéran ; la 3^e les cantons 5 et 6 plus Talence et Bègles.

plus conservateur de la ville ; pourtant, sur Bordeaux, la droite semble avoir perdu la main !

C. Des réseaux d'influence et des valeurs durables

Quelques soient ces avatars électoraux, des réseaux d'influence restent actifs, comme le révèle le choc des mots et des hommes qui oppose un journaliste et caricaturiste local, Charles Gaston-Martin, aux légitimistes, à la fin des années 1870 : « Après voir rallié les laudateurs de l'ordre moral, le polémiste exerça son impitoyable crayon contre les thuriféraires de Sainte-Opportune, ce qui lui valut un duel avec Ernest Dréolle, député de la Gironde. »⁵⁶ Par ailleurs, comme partout, une majorité des bonne et grandes bourgeoisies s'est ralliée au régime républicain, par conviction, modération ou résignation pragmatique, que ce soit des grands propriétaires fonciers et viticoles, des animateurs des milieux d'affaires, voire des universitaires (Henri Lorin)⁵⁷.

À cette époque, la force informelle de la droite extrême réside dans son enracinement ou son capital social, ce qui lui confère une capacité d'influence, de persuasion, de discussions propices à des processus de groupe ou, tout au moins, d'imitation. « Par leur mécénat [social et culturel], les représentants de la droite parlementaire animent la vie sociale de la ville. Grands notables légitimistes, orléanistes ou bonapartistes, ils font vivre ou survivre la presse monarchique et impérialiste qui se trouve dans des positions difficiles. Ils font partie des clubs mondains, le *New Club* en particulier, ils constituent des collections de livres et de tableaux dans leurs hôtels particuliers ou les châteaux des vignobles, ils animent la Société des amis des arts de Bordeaux. Par leurs alliances matrimoniales et leur carrière personnelle, [ils] continuent la tradition des grands notables du XIX^e siècle [...]. La sociabilité, c'est-à-dire l'intégration dans les principaux réseaux de relations de la ville et du département, nous paraît très forte pour cette période 1871-1893. Si l'on ajoute Carayon-Latour et Amédée de Lur-Saluces, une grande partie de la vie sociale est sous l'influence des notables légitimistes, orléanistes et bonapartistes jusque dans les années 1880. »⁵⁸ De façon classique, la sociabilité des cercles et clubs renforce les liens humains et les affinités idéologiques. Le Cercle de l'Union serait ainsi plus proche des légitimistes, avec quelque 260 membres dans les années 1870, autour de Joseph Blanchy, président (à la date de 1877) – tandis que le Cercle *New Club*, le *Jockey Club* et le *Club bordelais* pencheraient plutôt vers l'orléanisme puis le centre-droit républicain⁵⁹.

Par ailleurs, tout comme pendant la Restauration, une stratégie de construction d'outils de « contrôle spirituel et social » s'esquisse, sur le registre de la religion : les valeurs centrées autour de la famille, de l'éducation, de la piété sont, à Bordeaux comme ailleurs, des ferments de solidarité politique, contre les dévoiements prêtés à l'athéisme, à la libre pensée, voire à la franc-maçonnerie. Cela justifie l'engagement de légitimistes dans l'Oeuvre des cercles catholiques (quelques milliers de membres), dans le Comité de l'Union catholique de la Gironde⁶⁰, dans la promotion des pèlerinages, etc. De façon classique, les connexions entre Église et école sont vigoureuses : le patron des légitimistes bordelais Carayon-Latour est président du Comité des écoles libres de Gironde et de la Société civile

⁵⁶ « Charles Gilbert-Martin », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, *op.cit.*, p. 327.

⁵⁷ *Députés et sénateurs de l'Aquitaine*, *op.cit.*, p. 157. Lorin est l'une des grandes figures de la droite chrétienne-sociale, comme président de l'Union d'études des catholiques sociaux et des Semaines sociales de France. Cf. Tableau II. Diversité du catholicisme social, Gilles Le Béguec & Jacques Prévotat, « chapitre IV. 1898-1919. L'éveil à la modernité politique », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome I. *Politique*, collection « NRF essais », Paris, Seuil, 1992, pp. 213-289 ; ici, p. 246.

⁵⁸ *Députés et sénateurs de l'Aquitaine*, *op.cit.*, pp. 168-169.

⁵⁹ Hélène Souques, *Les milieux royalistes*, *op.cit.*

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 84-87.

de Tivoli – une institution d’enseignement réputée et durable, le collège Tivoli –, tout en présidant le conseil d’administration du journal *La Guienne* ; et Henri Balaresque, négociant et élu au Bureau de la Chambre de commerce en 1875, est le président de la Société protectrice de l’enfance et vice-président du susdit Comité des écoles libres⁶¹.

De façon plus ardente encore, des militants catholiques réveillent l’esprit des marianistes de 1819-1874 et établissent ce qui devient l’institution scolaire Sainte-Marie Grand Lebrun : une société civile fait l’acquisition en 1894 du domaine de Grand Lebrun, sur la commune de Caudéran, limitrophe de Bordeaux (aujourd’hui comprise dans celle-ci), et y fait construire des immeubles en sus de la construction existante, qui est agrandie. Sous la direction de l’abbé Bernard, l’École effectue un bon démarrage, jusqu’au 20 juillet 1903, date à laquelle les marianistes durent partir par suite de l’application des lois sur les congrégations, qui, au nom d’une laïcité militante, voire intégriste, relance « la guerre religieuse ». C’est alors que la société civile immobilière, propriétaire de Grand Lebrun, maintient le cap, avec une direction sécularisée, avec un adjoint marianiste néanmoins, l’abbé Arnould, ancien élève de l’école Polytechnique, qui prend la direction en 1906, quand l’apaisement des tensions politiques l’emporte au sein des républicains de gauche. Mais cette institution, symbolique d’un « bloc » de pensées politiques et sociales et de croyances religieuses et sociétales orienté à un moment précis vers une droite réactionnaire, ne peut en aucune façon s’inscrire dans le champ des droites extrêmes ; c’est juste l’expression d’un courant situé dorénavant à la droite de l’éventail républicain, même si des légitimistes et réactionnaires ont pu être tentés d’instrumentaliser de telles institutions pour façonner un noyau de valeurs cohérent face aux « risques de la modernité ».

4. La relance des droites extrêmes grâce au boulangisme (fin des années 1880-tournant des années 1890)

Ce relatif échec des conservateurs à se replacer sur l’échiquier politique démocratique a pu expliquer l’accumulation de ressentiments et de frustrations, d’où, comme dans de nombreuses régions, la vigueur du boulangisme dans la seconde moitié des années 1880, quand la République opportuniste tanguait quelque peu à maîtriser sa ligne politique, alors qu’une crise économique durable, ponctuée de krachs (1882, 1889) et récessions, bouscule la vie du port et du négoce, comme ailleurs. C’est que le boulangisme⁶² – qui veut « sortir les sortants », proclame un antiparlementarisme virulent et souhaite un régime autoritaire et social – perce fortement en Gironde, aux élections législatives de 1889 (au scrutin d’arrondissement) : trois députés s’en réclament. Bordeaux est entraînée par le mouvement du « nationalisme français »⁶³.

Une étude précise est due (dès 1963) à l’étudiante Hélène Lacaze qui a reconstitué les avatars électoraux du *boulangisme en Gironde*. Les candidats se situent bien sur des positions de droite dure sinon de droite extrême si l’on prend en compte leurs discours dans les réunions électorales et leurs professions de foi, qui renferment souvent des attaques injurieuses envers leurs adversaires opportunistes⁶⁴ – qui le leur rendent bien dans le quotidien républicain *La Gironde*. Les trois candidats sur Bordeaux veulent « fonder la République nationale » et s’affirment en boulangistes pur crin, mais plutôt

⁶¹ *Ibidem*.

⁶² Cf. Hélène Lacaze, *Le boulangisme en Gironde*, mémoire de DES d’histoire, Université de Bordeaux 3, 1963 (sous la direction de Georges Dupeux). Nous remercions Bernard Lachaise de nous avoir indiqué que ce mémoire avait été sauvegardé à la bibliothèque des Archives départementales de la Gironde et à son responsable de l’y avoir déniché hors catalogue.

⁶³ Raoul Girardet, *Le nationalisme français, 1871-1914*, Paris, Armand Colin, collection U, 1966.

⁶⁴ Hélène Lacaze, *Le boulangisme, op.cit.*, p. 100

orienté vers un populisme ouvriériste. C'est que deux d'entre eux viennent plutôt de la gauche, tel Henri Aimel, rédacteur en chef de *La France*, grand journal radical, qui a porté le nom de *La Victoire* jusqu'en 1887, ou Antoine Jourde. Ce « moyen bourgeois », directeur du Comptoir des entrepôts girondins, une PME. L'on a conscience que convergent vers ce courant des légitimistes en mal d'influence (comme Lur-Saluces) et un groupe de pensée promis à un bel avenir européen, qui mêle despotisme éclairé, progrès social, en une sorte de « boulangisme de gauche » (comme chez Jourde). Les opportunistes ont beau jeu de dénoncer « la démagogie césarienne ». Quoi qu'il en soit, la campagne électorale est intensive, avec de grands meetings, qui réunissent jusqu'à 2 000 personnes. La presse boulangiste est virulente, autour de trois vecteurs : *Le Nouvelliste*, *Le Journal de Bordeaux* et *La France*. Cela prouve une relative institutionnalisation de la droite extrême.

Le Comité de l'alliance conservatrice, qui fédère légitimistes, orléanistes et bonapartistes (toujours avec Lur Saluces, Alcée Froin, Robert Mitchell ou Trolong), obtient de bonnes victoires hors de Bordeaux (Frouin, Lur Saluces, Mitchell). Au premier tour, le 22 septembre 1889, « les boulangistes arrivèrent en tête dans plus de cantons que les opportunistes, dans les premier, second, cinquième et septième cantons »⁶⁵. Sur la ville même, dans la première, Chiche se retrouve en tête dans presque dans toutes les sections, avec 31 % des inscrits, car il a attiré des voix populaires anti-opportunistes, même s'il pâtit de l'abstention de conservateurs, comme à Caudéran. Dans la deuxième circonscription, Mérillon en tête devant Aimel, car le soutien de la bourgeoisie républicaine au candidat opportuniste est solide. Dans la troisième circonscription, Jourde, avec 29 %, est en tête dans un seul canton, le 7^e, derrière le grand bourgeois Fernand Faure ; une bonne entente entre boulangistes populistes et conservateurs, qui votent bien pour lui, explique ce score.

Tableau 2. Résultats des boulangistes aux élections législatives sur Bordeaux (et banlieue) au premier tour, le 22 septembre 1889						
		Inscrits	Votants			
Dans la première circonscription : Candidat Chiche						
		Voix			Pourcentages	
Canton 1	Jardin public	5 769	3 815	1 799	31,2	47,2
	Antilles	1 269	880	519	40,9	59
	Bouscat	1 396	994	409	29,3	41,1
	Bruges	537	374	196	36,5	52,4
Canton 2	Académie	2 357	1 558	683	29	53,8
	École professionnelle	4 569	2 980	1 390	30,4	56,6
	Caudéran	1 538	1 020	392	25,5	38,4
Total		17 435	11 627	5 388	30,9	46,3
Dans la deuxième circonscription : candidat Aimel						
Canton 3	Mairie	4 396	3 037	1 285	29,2	42,3
	Villeneuve	4 188	2 848	1 143	27,3	10,1
Canton 4	Pellegrin	8 015	5 667	2 134	26,6	37,7
	talence	1 582	1 018	466	29,5	45,8
		18 181	12 570	5 028	27,7	40
Dans la troisième circonscription : candidat Jourde						
Canton 5	Henri IV	6 996	5 147	2 328	33,3	45,2
Canton 6	Saint-Charles	6 850	4 562	1 717	25,1	37,6
	Bègles	2 134	1 368	405	19	29,6
Canton 7	Place Montant	2 984	2 266	1 026	34,4	45,3
Total		18 964	13 343	5 476	29,9	41

Source : Hélène Lacaze, *Le boulangisme en Gironde, op.cit.*, annexe page XV ; nous avons agrégé ces données et établi les pourcentages

Au second tour, de façon étonnante, un premier « pacte de Bordeaux » prend corps de façon informelle, avec le désistement des radicaux pour les boulangistes, qui sont alors tous trois élus ! L'hostilité aux opportunistes, aux modérés des centres, pousse la gauche des radicaux « révisionnistes » (partisans d'un changement de constitution) et des socialistes anti-opportunistes dans les bras de la droite dure, voire extrême ! L'on retrouve une telle inconscience en d'autres périodes de la « grande Histoire », mais c'est un choc en Gironde... Dans la première, Chiche est élu (33 % des inscrits), tout comme Aimel, dans la

⁶⁵ *Ibidem*, p. 31

deuxième (38 % des inscrits), et Jourde dans la troisième (37,5 % des inscrits). Ces scores entre un tiers et deux cinquièmes des inscrits sont peu significatifs, vu l'amalgame constitué alors ; mais ils suggèrent tout de même qu'un gros tiers des citoyens électeurs s'affichent comme hostiles aux institutions de la III^e République.

Pour les élections suivantes, en 1893, Jourde semble avoir compris qu'il s'était fourvoyé, et est alors candidat sur une liste d'extrême-gauche véritable, ce qui lui permet de conserver son siège grâce aux voix populaires et d'être réélu en 1898. Un autre militant semble s'être un temps fourvoyé du côté du boulangisme, avec Ernest Roche (1850-1917), un ouvrier graveur, qui était membre du Comité socialiste révolutionnaire blanquiste de Bordeaux, secrétaire de la chambre syndicale des mécaniciens et délégué des associations syndicales ouvrières au Congrès socialiste de Marseille ; on le retrouve député de la Seine en 1889-1906 ; mais il n'a alors plus d'attache politique avec sa ville natale.

5. L'entretien de la flamme dans les années 1890-1910

Les ambiguïtés du boulangisme⁶⁶ se dissipent, en fait. Mais cela a permis de redorer le blason de la droite extrême désormais « classique » : lors des élections municipales de 1896, une liste royaliste « pure » obtient 6 000 voix au premier tour, derrière les opportunistes (12 500), donc le centre, et les radicaux du centre-gauche (9 000), mais devant les socialistes (1 200). Royalistes, conservateurs de la droite extrême, membres d'une droite dure plutôt antirépublicaine et en tout cas délibérément hostile aux socialismes naissants se retrouvent dans une confédération de ce que l'on a appelé à l'échelle du pays « les nationalistes » – renforcés de nombre d'antidreyfusards. Leur organe de presse est plutôt *Le Nouvelliste*, dont Paul Duché⁶⁷ est le rédacteur en chef depuis 1899, au décès du fondateur Augustin Cordier, et jusqu'en 1907. C'est un journaliste d'ardentes convictions catholiques et antirépublicaines, à qui son talent – forgé par une solide expérience de journaliste dans l'Ariège, le Tarn-et-Garonne et Toulouse – confère une force d'argumentation farouche.

Peu de bonapartistes – que nous classons parmi la droite extrême⁶⁸ – entretiennent la flamme napoléonienne à Bordeaux, mais ils bénéficient du punch et de l'assise sociale de leur leader, Léopold Louit⁶⁹. Fils d'Émile Louit, qui avait créé avec son frère Charles une entreprise de conserverie alimentaire devenue solide et prospère et avait repris la chocolaterie fondée par leur père, Paul, un ancien officier de l'armée impériale qui avait été décoré par Napoléon sur un champ de bataille, Léopold est devenu journaliste. Il a lancé sur Paris un journal boulangiste, *Le Nouveau Siècle*, qu'il transfère sur Bordeaux ; il y anime d'autres feuilles : *Le Journal de Bordeaux*, *Le Petit Bordeaux*, *Le Progrès de la Gironde*, mais, pour notre propos, *L'Aigle*, qui est l'organe officiel du Comité impérialiste de la Gironde, ce qui fait de lui « un [Adolphe] Granier de Cassagnac » girondin⁷⁰. L'on pressent l'existence d'un courant nostalgique des Bonaparte, sous la houlette du baron Arthur de Brezetz, un ancien magistrat devenu avocat à la Cour d'appel de Bordeaux.

⁶⁶ Cf. Jean Garrigues, *Le boulangisme*, collection « Que sais-je ? », Paris, PUF, 1992. Raoul Girardet, *Le nationalisme français. Anthologie, 1871-1914*, Paris, Seuil, 1983. Bertrand Joly, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900)*, Paris, Honoré Champion, 2005. Bertrand Joly, *Nationalistes et conservateurs en France, 1885-1902*, Paris, Les Indes savantes, 2008.

⁶⁷ « Paul Duché », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, p. 248.

⁶⁸ *A contrario, cf.* : « Pour les extrêmes, les difficultés furent surmontées, on sans discussion sur quelques choix : ainsi, au sein des monarchistes, il fut décidé de classer à l'extrême droite les seuls légitimistes ; les bonapartistes furent situés à droite », *Députés et sénateurs de l'Aquitaine op.cit.*, p. 18.

⁶⁹ « Léopold Louit », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, p. 470.

⁷⁰ Cf. « Léopold Louit », in Michelis di Renzi, *Profilis contemporains*, Paris, Panthéon des lettres et des arts, 1900, pp. 508-509.

A. Le « pacte de Bordeaux », révélateur de la vitalité de la droite extrême

Or c'est à ce moment là que se produit un événement qui sert de révélateur tonitruant de la pérennité d'un robuste pôle de droite extrême en Gironde, quand se conclut « le pacte de Bordeaux » en 1896. Après les élections municipales de 1892, trois blocs se côtoient au conseil municipal : extrême gauche, gauche et centres républicains, et droite monarchiste, que l'on doit indéniablement situer sur le champ de la droite extrême, si l'on tient compte de tous les paramètres de la vie politique de l'époque. Les animateurs de ce courant sont actifs dans la vie politique, dans la vie économique, dans la vie institutionnelle – à la Chambre de commerce – et dans la vie religieuse. Ils constituent un groupe social et un groupe d'influence trapus, aptes à jouer un rôle direct dans la vie girondine.

Quand les divers courants républicains semblent s'affronter entre eux, quand la gauche socialisante et radicale rechigne aux compromis exigés par la constitution d'une majorité municipale mêlant réformisme et modération, au nom de la poussée des classes populaires provoquée par l'industrialisation et la vie portuaire, la droite dure saisit l'occasion d'un retournement d'alliances spectaculaire ! En effet, elle adopte une « politique du pire » quand elle propose aux socialistes et radicaux de sceller une alliance hostile aux républicains des centres, aux républicains du pouvoir et de pouvoir. Ils ont l'idée de « saboter » peu ou prou les bases de leur pouvoir et de leur influence locaux, donc de les affaiblir à moyen terme, ce qui devrait leur permettre de regagner du terrain aux élections législatives ou locales suivantes. Bref, l'arrière-cour politique bordelaise voit aboutir une « alliance contre nature » : neuf monarchistes (dont le négociant Maurice Tandonnet) et six boulangistes figurent sur la même liste aux côtés de la gauche dure (dix-neuf radicaux et deux socialistes) pour conquérir le pouvoir municipal aux dépens d'Alfred Daney (maire en 1884-1888 et en 1892-1896), un gros négociant de l'agro-alimentaire morutier. C'est « le pacte de Bordeaux ». Or les opportunistes perdent la mairie pour quatre années (jusqu'en juillet 1900) puisque la liste du pacte passe tout entière, le 15 mai 1896 ! Du coup, c'est un élu de gauche, Camille Cousteau, qui devient maire avec l'appui des droites extrêmes...

Ce pacte est renouvelé lors des élections législatives de 1898 : les opportunistes sont balayés, tandis que deux radicaux et un socialiste (Jourde) sont élus avec le soutien des voix légitimistes, et qu'un nationaliste entre au Parlement ! Celui-ci, Charles Bernard (1856-1927), est un pharmacien banal, quand le hasard de ce pacte le porte à la Chambre des députés, mais il ne se dote pas d'une influence bordelaise durable puisqu'il est élu député à Paris. L'essentiel est qu'il ait réussi à battre le modéré Charles Gruet lors de cette élection de 1898, ce qui indique l'incongruité de ce pacte, destiné uniquement à « sortir les sortants ». « Sur la carte de la droite radicale [au sens d'extrémiste], le Sud-Ouest tient une place de choix. La grande cité girondine envoie à la Chambre, en mai 1898, deux des antisémites les plus virulents – Charles Bernard et Albert Chiché⁷¹ – qui viennent rejoindre sur les bancs de leur groupe parlementaire deux députés des Landes et deux députés du Gers. »⁷² L'avocat Chiché était un socialiste qui avait viré au boulangisme et au révisionnisme et qui, une fois élu en 1889 pour la première fois – battu en 1893, il se fait élire lors d'une élection partielle en 1897, puis reste député en 1898-1902, mêlant populisme et socialisme nationaliste.

B. Le retour au « splendide isolement »

⁷¹ Chiché venait de publier *L'affaire de Panama*, Bordeaux, Imprimerie du Midi, 1894-1896.

⁷² Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme, 1885-1914*, collection « Points », Paris, Seuil, 1978, p. 222.

Cela dit, ce pacte se rompt quand éclate l’Affaire Dreyfus, qui ouvre la voie à une ligne de « concentration républicaine ». Cette liste assure la victoire des républicains centristes aux élections municipales de mai 1900 : le médecin Paul-Louis Lande⁷³ devient maire, avant que Daney lui succède en 1904-1908. Les élections législatives de 1902 marquent elles aussi la victoire des modérés – même si un candidat de la droite libérale est élu, le grand négociant André Ballande, qu’on ne peut pas placer dans le champ de la droite extrême. Le pacte de Bordeaux n’aura été qu’un épisode peu glorieux dans l’histoire de cette dernière, qui aura conclu un pacte du diable avec un bord situé bien loin de ses idées et de ses positions...

Que pèsent dès lors les antidreyfusards à Bordeaux ? Signalons que, comme le reste du pays et de la bourgeoisie, le monde des affaires girondin est divisé. Paul Butel relève ainsi que Henri et Daniel Lawton, les fils d’Édouard, « furent des dreyfusards acharnés »⁷⁴? Une étude exhaustive des formes et pratiques de ce courant de pensée manque pour Bordeaux : comment identifier les sous-courants antisémites ? N’est-ce pas quelque peu tabou ? Comment repérer les extrémistes ? En tout cas, au-delà des conversations particulières, des manifestations éphémères rassemblent des étudiants de l’université, qui font part en janvier 1898 de leur indignation face à la lettre d’Émile Zola, « J’accuse »⁷⁵, dans le journal *L’Aurore*. La police relate ainsi quatre manifestations de jeunes, successivement les 17, 18, 20 et 21 janvier, mais avec seulement quelques centaines de participants à chaque fois, au pire un millier.

Nous avons essayé de déterminer si des Bordelais ont participé à la souscription lancée par *La Libre Parole*, le journal du polémiste d’extrême-droite Édouard Drumont en décembre 1898 en vue d’édifier un monument au lieutenant-colonel Hubert Henry⁷⁶, qui venait de se suicider (le 31 août) après qu’on ait découvert ses turpitudes dans le processus de l’Affaire Dreyfus. La liste des souscripteurs publiée dans *La Libre Parole* est difficilement exploitable car nombre de noms restent « anonymes » car ce sont des surnoms, flous », ou sans rattachement démographique. Cela dit, une poignée de « figures » de la bourgeoisie girondine y apparaît : Albert-Casimir Le Quellec (1825-1901) et Yvonne, son épouse, ainsi que son frère Louis Le Quellec, adjoint au maire de Bordeaux, sont membres d’une grande famille⁷⁷ ayant créé une maison d’armement maritime en 1841, dont Albert est devenu l’associé en 1857. Plusieurs membres de la famille des grands viticulteurs Cordier⁷⁸ y figurent : Charles, Jean, Marguerite, Pierre, réputés comme « maurrassiens » dans la cité, proclament, en signant le texte : « Vive le duc d’Orléans ! ». Sans rapport avec les précédents, Paul Cordier, signataire lui aussi, est le fils d’Augustin Cordier⁷⁹ (1848-1902), directeur politique du *Nouvelliste de Bordeaux* de 1887 à sa mort. Ils sont accompagnés par Henri, Jean et Louis Garros ; Henri (1831-1903) anime la branche Garros⁸⁰ propriétaire d’une maison de négoce de vin créée par son père Jean-Léonard en 1836, tandis qu’une autre branche s’occupe d’une société de bâtiment-travaux publics. Un frère

⁷³ « Paul-Louis Lande », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 416.

⁷⁴ Paul Butel, *Les dynasties*, op.cit., p. 354.

⁷⁵ Marie Aynié, « "Où allez-vous jeunes gens ?" Zola et la jeunesse dreyfusarde », *numéro spécial Jeunes en Politiques*, revue *Parlement[S]*, n°8, janvier 2008, pp. xxx-xxx. Cf. Archives départementales de la Gironde, 1M 431.

⁷⁶ Stephen Wilson, « Le monument Henry : la structure de l’antisémitisme en France, 1898-1899 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1977, volume 32, n°2, pp. 265-291. « Le monument Henry », in Raoul Girardet, *Le nationalisme français, 1871-1914*, Paris, Armand Colin, collection U, 1966, pp. 178-181.

⁷⁷ « A. Casimir Le Quellec », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 450.

⁷⁸ « Désiré Cordier », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., pp. 182-183. Mais ces Cordier ne sont apparemment que des ancêtres du « grand » Désiré Cordier (1861-1940), créateur d’une maison de négoce de vin en 1886 (ou 1925).

⁷⁹ « Augustin Cordier », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 182.

⁸⁰ « Famille Garros », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., pp. 313-314.

d'Henri, Louis Garros (1833-1911) s'est affirmé en Gironde en tant qu'architecte, tout comme le fils de ce dernier, Jean (1862-1931) ; son orientation quelque peu « réactionnaire » se retrouverait dans le style néo-romano-byzantin déployé dans une architecture éclectique au service d'églises, de châteaux ou d'hôtels particuliers, ou du collège catholique Saint-Elme à Arcachon ; ajoutons que, dès les années 1830, des membres de la famille, tel Michel Garros, gèrent successivement les propriétés viticoles du marquis de Lur-Saluces (dont *Châteaux Yquem, Filhot et Coutet*) : l'on reste bien dans le monde des droites extrêmes... Appartiennent aussi à cette cohorte Paul et Édouard Glotin, co-dirigeants et propriétaires de Marie-Brizard, la société de spiritueux de la rue Fondaudège, bien ancrés dans les mentalités réactionnaires, comme on le verra plus bas, ou un P. Duhelm, professeur à la faculté des sciences, accompagnés par *Le Nouvelliste de Bordeaux* lui-même. S'y ajoutent vingt-six personnes dont les noms ne sont pas vraiment évocateurs⁸¹.

C'est alors que le courant de pensée de droite dure, de droite extrême, voire d'extrême droite, mâtiné de monarchisme, mais non, semble-t-il, de néo-bonapartisme, se cristallise pour un temps dans un anti-républicanisme bon teint. Une fraction de la bonne bourgeoisie bordelaise se plaît à lire le journal parisien fort à droite qu'est *Le Gaulois* et y place de la publicité commerciale. Nous l'avons identifié chez Marie Brizard⁸², où Édouard Glotin ne cache pas son royalisme : « Ma double qualité d'ancien membre des comités royalistes de la Gironde, puis de président du Comité de la Patrie française à Bordeaux, doublée de ce qui est une grosse tare politique à l'heure actuelle, de ma situation de catholique très pratiquant et très militant, me fera jouir d'une influence absolument négative [au sein de la Commission pour l'étude des questions relatives au régime des alcools, vins et spiritueux]. Les députés ministériels de la Gironde, que j'ai énergiquement combattus aux dernières élections, me mettront vite à l'écart. »⁸³ D'ailleurs, lorsque Marie Brizard conçoit une stratégie publicitaire d'envergure, en 1898, elle favorise la presse catholique pour ses réclames en faveur de son anisette, mais va jusqu'en exclure *Le Figaro* pourtant ancré à droite : « Inutile de donner trop de publicité à ce journal dreyfusard » ; et elle restreint les budgets du *Temps* et du *Soleil*, eux aussi droitiers, mais jugés « dreyfusards ; bons à réduire »⁸⁴. Notons toutefois que le successeur Paul Glotin se positionne quant à lui au sein de la droite classique, conservatrice et libérale, bien qu'il se soit inséré dans les mêmes réseaux d'influence du catholicisme girondin.

Par ailleurs, un cercle royaliste subsiste fidèlement, conduit par le frère d'Amédée de Lur-Saluces, le comte Eugène de Lur-Saluces (1852-1922) – époux de la nièce du maréchal Eugène de Mac Mahon. Ce chef d'escadron dans les cuirassiers démissionne de l'armée en 1894 pour succéder à Amédée à la tête des royalistes girondins. Il devient le représentant officiel du comte de Paris, puis du duc d'Orléans, pour le Sud-Ouest. Il est même impliqué en 1899 dans ce que les républicains qualifient de « complot royaliste », après que Paul Déroulède, le leader de la Ligue des patriotes, ait appelé les troupes à marcher sur l'Élysée lors de ce qui devait être une grande manifestation populaire place de la Nation⁸⁵ le 23 février 1899... Arrêté parmi 257 suspects, il finit par être déféré devant la Haute Cour, avec Déroulède et André Buffet ; il y est condamné le 4 janvier 1900 par défaut à dix ans de bannissement et la mise sous séquestre de ses biens ; après qu'il se constitue prisonnier le 5 mai 1901, il est condamné à cinq d'exil, avant d'être gracié le 14 juillet 1905, ce qui lui permet de reprendre son combat monarchiste en Gironde, depuis ses bastions de Château

⁸¹ Cette liste des souscripteurs est disponible sur le site [<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k625571>]. Nous remercions les Archives municipales de Bordeaux de nous avoir indiqué ce lien.

⁸² Hubert Bonin, *Histoire intégrale, op.cit.*

⁸³ Lettre d'Édouard Glotin, archives de Marie Brizard.

⁸⁴ Note de la société du 27 décembre 1898, archives de Marie Brizard.

⁸⁵ Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire, op.cit.*, pp. 119-125.

Yquem et de Château Filhot : « Un des fondateurs de l'Action française, il fit de nombreuses conférences où excellait son talent oratoire »⁸⁶, tout en devenant président du Comité des écoles libres [catholiques] de la Gironde et administrateur du journal *Le Nouvelliste*, en un bel exemple de l'entrecroisement des réseaux d'influence de cette droite extrême.

C. Défense de l'Église et durcissement droitier

La défense de l'Église contre les avancées laïcistes, voire devant le rayonnement des loges franc-maçonniques ou du protestantisme, constitue également l'un des facteurs de différenciation entre les droites, en fonction de l'ardeur de l'engagement, par exemple contre les modalités pratiques de la séparation de l'Église et de l'État en 1905. C'est ainsi qu'Aurélien de Sèze (1850-1921), qui avait participé au bataillon des zouaves pontificaux et était devenu un grand avocat bordelais (avocat en 1875, bâtonnier en 1889-1890 et 1900-1901) : élu conseiller général du canton de Captieux dans les années 1880-1890, il conduit le mouvement de défense de l'Église en ce début du xx^e siècle. « Fidèle monarchiste, aux élections législatives de 1902, il refusa les voix des conservateurs, par crainte de créer une division au sein de ce parti »⁸⁷, ce qui indique bien qu'il était à droite de la droite, donc parmi la droite extrême.

Pourtant, le combat pro-catholique se veut « rassembleur », car il favorise la « convergence » des droites, en une sorte de plate-forme consensuelle, sans que l'on puisse « discriminer » entre droite classique, droite dure, voire droite extrême, comme le prouve le Congrès de l'Union des catholiques de Gironde⁸⁸, le congrès des œuvres catholiques, à Bordeaux, du 29 juillet au 4 août 1895, avec 150 participants. S'y rejoignent en effet des républicains modérés, des « ralliés », des intransigeants et des gens plutôt favorables au légitimisme, et des représentants de plusieurs groupes socio-professionnels : le président en est le vicomte Pierre de Pelleport-Burète, les vice-présidents le comte Eugène de Lur Saluces et L. de Leybardie, le trésorier André Samazeuilh, alors l'un des plus importants patrons de banque sur la place, et G. Bord, banquier à Cadillac. Dans le cadre de la promotion des œuvres de bienfaisance, l'invité est Louis Durand, président de l'Union des caisses rurales, de Lyon, qui vient mettre en avant les caisses locales mutuelles du Crédit agricole « libre », face au Crédit agricole « républicain » que des lois mettent en place en 1894 et 1898, afin d'empêcher l'Église d'exercer une influence sur les paysans par ce biais. Mais il est indéniable qu'une fraction des catholiques se cantonne dans une droite dure, comme peuvent l'indiquer ce jusqu'au-boutisme des conférences organisées en 1907 à Saint-André (la cathédrale) et Saint-Bruno (rue Fondaudège) par des religieux, puisqu'un « orateur a parlé avec insistance du protestantisme libéral qu'il représente comme l'ennemi le plus redoutable de la religion catholique »⁸⁹ – peut-être aussi que joue alors la rivalité d'influence entre les protestants et les catholiques au sein des élites girondines⁹⁰. Ces mêmes catholiques rechignent à admettre la légitimité des noyaux du Sillon dans les années 1910-1920, ces chrétiens sociaux qui percent sur Bordeaux.

En tout cas, certains propos révèlent, une fois de plus, que le glissement insensible de la droite dure à des postures de droite extrême menace sans cesse les inconscients ou les aveugles qui se laissent aller à des propos d'un contenu fort peu humaniste ou tolérant. Lors de la conférence du 31 octobre 1899 des Unions chrétiennes des jeunes (800

⁸⁶ « Eugène de Lur-Saluces », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 474.

⁸⁷ « Aurélien de Sèze », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 642.

⁸⁸ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M472.

⁸⁹ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M470.

⁹⁰ Séverine Pacteau-De Luze, « Les protestants », in xxx.xxxx (dir.), *Histoire des Bordelais*, Bordeaux, Mollat, pp. xxxx

personnes), l'on déclare que « les causes du mal dont souffre la France se résument à quatre principales : l'alcoolisme, l'immoralité de la jeunesse, la passion pour les plaisirs violets, l'affaiblissement de la conscience »⁹¹, en nouvel appel à l'Ordre moral. C'est dans le même ordre d'esprit que la conférence d'un abbé Naudet à l'Alhambra sur le thème « Religion et politique », en 1891 : « Si vous le voulez, dans quelques jours, nous aurons constitué à Bordeaux le grand parti de la défense sociale et religieuse, et bientôt la justice du peuple aura balayé la coterie néfaste des juifs et des francs-maçons »⁹²... Le supplément du journal *La Croix de Bordeaux* du dimanche 29 novembre 1891, qui retranscrit ce discours, comporte une section « Les persécuteurs », désignés comme étant les francs-maçons, responsables de « la persécution maçonnique » et les juifs. Les 2 500 personnes entendent que « les oppresseurs sont les maçons et les juifs ! » : « Les francs-maçons, les juifs, voilà les ennemis de l'Église ! N'a-t-on pas vu la puissance de la juiverie après l'emprunt de l'empereur de Russie ? Ils sont les maîtres, décideurs de la paix, de la guerre ! »...

La crise provoquée par la guerre ultra laïque dans la première décennie du siècle, quand les Radicaux transforment en lois intransigeantes leur anticléricalisme, expliquent le durcissement de l'autre camp, avec une sorte de regroupement de fractions de droite classique, de droite dure et de droite extrême. Ce camp se dote même d'un journal hebdomadaire, *Le réveil catholique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, fondé par la Ligue de résistance des catholiques français, section de Gironde. L'orientation de plusieurs meetings confirme cette tendance. Ainsi, le Comité girondin de la Ligue de la patrie française et son président F. Daney parviennent à rassembler 5 000 personnes à l'Alhambra en mars 1906 pour écouter des dirigeants nationaux. La teneur des propos est plutôt rudoyante : Daney souhaite que, « en présence des résultats de la politique sectaire pratiquée depuis trop longtemps, la France, prise de dégoût, se ressaisisse et balaie la horde des délateurs et des sans-patrie » – « délateurs » faisant allusion au fichage des officiers catholiques par le ministère de la Guerre, dirigé alors par le général André. Puis la dérive est sidérante : « Il y a en France une agence internationale qui compte 25 000 adhérents. Ces 25 000 agents constituent la franc-maçonnerie française »⁹³, avant que des attaques contre les juifs complètent ces anathèmes.

Élie de Sèze, avocat près de la cour d'appel de Bordeaux, préside la section girondine de la Ligue de résistance des catholiques français, fondée le 30 avril 1907 et animée par Paul et Guy de Cassagnac à l'échelle nationale. Elle organise des messes et des réunions politiques – son assemblée générale annuelle à l'Athénée le 2 décembre 1907, par exemple : « Il ne faut attendre des blocards judéo-maçons aucune pitié, aucune justice, aucune liberté. » Les deux Cassagnac animent une conférence à l'Alhambra le 4 mai 1907, devant 4 000 personnes ; les « élus royalistes y tiennent le premier rang »⁹⁴, avec aussi Hillaire, directeur et rédacteur en chef du journal *La Bataille* (rue du Cancéra), Bonjéron, imprimeur et D'Ambelle, « rentier ». Tous ces événements ne sont pas déterminants dans l'histoire politique de Bordeaux ; mais ils sont représentatifs des « coups de boutoir » sans cesse répétés pendant l'Affaire Dreyfus puis contre la majorité du Bloc des gauches, et, surtout, des risques de convergence objective et « naturelle » entre les catholiques de la droite classique et ceux de la droite dure, qui pourraient être manipulés ou, plutôt, dévoyés par la droite extrême.

⁹¹ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M470.

⁹² Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M470.

⁹³ Georges Thiébaud, cité par *Le Nouvelliste*, 17 mars 1906, rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M470.

⁹⁴ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 4M470, 3 novembre 1907.

Enfin, comme dans nombre de grandes cités, L'Action française⁹⁵ séduit des noyaux d'extrémistes, à la fois des monarchistes attirés par le maurrassisme, des catholiques intransigeants face à la République laïque, et des nostalgiques d'une « grande France », sinon d'une France solidement armée. Mais il reste à identifier les contours, la force, l'enracinement de ce mouvement au sein des Bordelais⁹⁶.

6. Les compromissions avec les droites extrêmes dans les années 1920

Dans l'entre-deux-guerres, nous en convenons bien volontiers, il devient difficile de préciser une ligne de démarcation pertinente entre les franges les plus droitières de la droite classique et le glissement vers une droite extrême, ce qui peut nuire à la validité de notre analyse et impose un cheminement prudent. *Grosso modo*, les droites extrêmes du XIX^e siècle ont fini par se dissoudre dans le jeu d'une vie politique normalisée : la droite dure catholique a dû se contraindre à rallier le régime, à l'appel de la papauté ; les « vieilles » générations légitimistes, orléanistes ou bonapartistes, un temps fédérées sous la vocable de « nationalistes », se sont effritées au fil du temps, et les rancœurs, accumulées par ceux qui avaient vu se succéder les régimes ou avaient vécu, au début de la III^e République, les âpres combats sur la philosophie même du régime, se sont dissoutes, faute de combattants. Seule, on le sait, la fameuse Action française a ranimé la flamme monarchiste et symbolise l'extrême droite dans un pays peu ou prou « pacifié ».

Ce serait alors que l'image d'une « Bordeaux modérée » pourrait être enfin se dessiner... La Belle Époque du poincarisme – avec notamment Raymond Poincaré comme président du Conseil puis comme président de la République, entre 1911 et 1919 – faciliterait cette osmose entre droites extrême et dure et les droites en général, quand la République s'ancre au centre, après les clivages du début de la décennie précédente, et affirme son « patriotisme » face aux tensions mûries en Europe centrale. L'Union nationale, pendant plusieurs années de guerre, puis le Bloc national, confédère les droites et le centre gauche radical en 1919-1922/23, avec Poincaré et Georges Clemenceau comme initiateurs – d'où le nom de droite clemenciste, parfois attribué à ce courant au tournant des années 1920, après la retraite de Clemenceau⁹⁷.

A. Une droite extrême au sein du Bloc national ?

C'est quand cette confédération des droites, centre-droit et droite nationaliste se disloque, vers 1922-1923, que la droite extrême se retrouve une fois de plus confinée dans des positions quelque peu sectaires. Sur Bordeaux même, c'est d'abord l'antisocialisme qui la motive, au fur et à mesure que le pouvoir local d'Adrien Marquet s'affirme : le basculement à gauche de la ville, gouvernée par une droite conduite par un grand industriel en 1919-1925, marque les esprits et en choque certains, comme si ce petit bourgeois parvenu ouvrait la boîte de Pandore de l'extrême gauche et de l'ouvriérisme. La droite clemenciste modérée, menée en Gironde par Georges Mandel, pourrait alors leur sembler trop « molle », d'où des réactions un peu épidermiques, sur le même modèle de ce que l'on avait vécu dans les années 1880-1890. « Aux élections municipales de 1925, Daniel Lawton [un courtier de vins] soutenait le maire sortant [Fernand] Philippart contre l'offensive d'Adrien Marquet [...]. À plusieurs reprises, le bouillant Daniel Lawton se vit, aux côtés de l'abbé [Daniel] Bergey et de [Pierre] Taittinger entraîné dans des bagarres avec les partisans de

⁹⁵ Marc Agostino, « L'Action française dans le Sud-Ouest », in Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Lille, Presses du Septentrion, 2008, pp. xxx-xxx.

⁹⁶ Nous regrettons de n'avoir pu mettre la main sur : Robert Boudon, *Les débuts de l'Action française en Gironde, 1905-1918*, mémoire de Sciences Po Bordeaux, 1969.

⁹⁷ Cf. Jean-Luc Pinol, « chapitre V. 1919-1958. Le temps des droites ? », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome I. *Politique*, collection « NRF essais », Paris, Seuil, 1992, pp. 291-390.

Marquet. Le négociant sportif qu'il était ne les redoutait absolument pas. »⁹⁸ Mais une telle implication s'est avérée rare et l'on ne peut en tirer la conclusion que Lawton avait glissé d'une droite dure – voire de choc – vers une droite extrême.

B. L'Action française dynamique sur Bordeaux ?

Les valeurs et croyances de la droite extrême disposent de certains prescripteurs d'opinion proches de la droite dure⁹⁹. Quelques officines montrent des signes d'existence sur Bordeaux par la distribution de tracts : la Ligue antijuive ou Solidarité nationale, mais sans grande vitalité apparente. Mais c'est surtout le journal *La Nouvelle Guyenne* qui, fort de 1 500 abonnés, distille la parole extrémiste, sous l'égide de son fondateur et directeur Emmanuel Ariès, par ailleurs président de la fédération girondine de L'Action française. Il contourne par la droite l'organe de la droite classique qu'est *La Liberté du Sud-Ouest* et le journal grand-public, *La Petite Gironde*. Malgré les efforts de l'étudiant¹⁰⁰ pour dénoncer des relents d'antisémitisme dans ces deux derniers, ceux-ci n'expriment que « l'opinion courante » du moment : narration des événements antisémites dans l'Allemagne en cours de nazification, aveuglement, etc., bien que, parfois, à la fin des années 1930, des journalistes se laissent aller à isoler quelque spécificité de la communauté israélite dans tel ou tel territoire européen. L'antisémitisme girondin ne peut qu'être diffus dès lors que la communauté israélite est estimée à seulement cinq mille personnes dans ces années là en Gironde. De façon plus pertinente, l'étudiant confirme l'existence d'un noyau dur de droite extrême dans les strates élevées de la population bordelaise, avec, sur 232 souscripteurs de L'Action française en 1926-1930, il détecte 81 propriétaires terriens plutôt aisés, 31 négociants et industriels, 20 membres des professions libérales¹⁰¹. L'Action française¹⁰² aurait pu séduire ces fervents défenseurs des valeurs de droite dure, apeurés par la poussée de la gauche socialiste puis communiste. Elle a pris corps en Gironde autour de *La Nouvelle Guyenne*. Mais, note Bernard Lachaise, « si elle séduit un certain nombre de catholiques, d'autres la rejettent, à l'image des chrétiens sociaux du père [xxxxx] Dieuzède, et la plupart accordent leur confiance à des notables comme André Ballande ou Paul Glotin, et surtout à l'abbé Bergey »¹⁰³.

Le nœud du débat se situe sans aucun doute au cœur des familles catholiques, vivier historique de la droite extrême monarchiste. Or le rejet de l'Action française par la papauté et donc le clergé girondin sape les bases de son déploiement sur Bordeaux¹⁰⁴. Avant-guerre, la ligue avait effectué un démarrage banal, avec des groupuscules de Camelots du roi, quelques réunions publiques ou des congrès – comme le congrès régional en janvier 1913, avec Charles Maurras et Maurice Puyo. Après-guerre, son démarrage électoral est prometteur puisqu'une liste qu'elle présente aux élections législatives de novembre 1919 s'épuise face à la liste du Bloc national : parmi les candidats – Raoul de Saint-Marc, Augustin Journu, É. de Sèze, le colonel xxx. Milleret, qui, alors commandant, avait participé au premier Bureau de la ligue girondine en 1908, comme vice-président derrière

⁹⁸ Paul Butel, *Les dynasties*, op.cit., p. 355.

⁹⁹ Didier Mereuze, *L'antisémitisme et la presse bordelaise dans les années 1930*, Pessac, mémoire de Sciences Po Bordeaux, 1977.

¹⁰⁰ Didier Mereuze, *L'antisémitisme*, op.cit.

¹⁰¹ *Ibidem*, p.106.

¹⁰² Marc Agostino, « L'Action française dans le Sud-Ouest », in Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Lille, Presses du Septentrion, 2008, pp. xxx-xxx.

¹⁰³ Bernard Lachaise, « Les 'années Marquet' », in Musée d'Aquitaine, *Bordeaux. Années 20-30. Portrait d'une ville*, Bordeaux, Le Festin, 2008, pp. 16-35, ici p. 21.

¹⁰⁴ Bruno Lasserre, *Le catholicisme girondin et la condamnation de l'Action française*, mémoire de recherche de Sciences Po Bordeaux, 1974. Nous n'avons pu mettre la main sur le mémoire d'Arnaud Fabre de Rieunègre, *Recherches sur l'Action française en Gironde de 1919 à 1939*, mémoire de des d'histoire, Université de Bordeaux 3, 1965.

le président Eugène de Lur-Saluces, Joseph Louit (de la famille animant l'industrie agro-alimentaire locale) et Georges Bord –, l'on retrouve quelques grands noms de la droite extrême et des milieux d'affaires et de l'aristocratie tout à la fois. Puis aucune liste n'est présentée aux élections de 1924. De même, aux élections municipales de 1919, les trois conseillers sortants royalistes, élus à la proportionnelle en 1912 (Sèze, Journu, Saint-Marc), sont battus, tandis que, après le décès en 1922 du sénateur royaliste Marcel Vayssière, est élu à sa place un radical.

Cela reflète l'émiettement du mouvement, le manque de relais dans l'opinion locale, l'échec de sa stratégie d'élargissement de sa base sociale – un millier d'ouvriers auraient adhéré au mouvement en Gironde, souvent à l'instigation du curé de leur paroisse et dans la sillage de patronages, mis à part un noyau de cheminots (une soixantaine à l'Amicale des cheminots d'Action française, d'où parfois un score électoral moins mauvais dans le 6^e canton, celui de la gare Saint-Jean). De plus, le journal qui portait les valeurs de la droite dure, *Le Nouvelliste de Bordeaux*, créé en 1882, disparaît dès juin 1920. Malgré les coups de massue oratoires ou scripturaux contre le pacifisme prêté à Aristide Briand, souvent ministre des Affaires étrangères, ou la mobilisation contre les gauches ou extrêmes-gauches, la percée reste modeste, et le journal *L'Action française* n'obtient que 5 000 ventes en Gironde. En fait, l'on retrouve parmi ses dirigeants – avec un échantillon de 128 en 1926-1930 – une constante de la droite extrême, avec une petite moitié de grands propriétaires fonciers. Les réunions de quartier, dans des cinémas ou des cafés, des banquets et l'activisme propre à la ligue ne suffisent pas à asseoir la popularité du mouvement.

Certes, le cardinal de Bordeaux (jusqu'en 1935), Paulin Andrieu, s'affirme comme un catholique conservateur, fidèle aux valeurs traditionalistes, promoteur du Sacré-Cœur, bref, dans la lignée de l'ancien légitimisme des années 1870-1880. Cela dit, nulle confusion ne peut être établie entre ces positions et celles de la ligue, au-delà d'une convergence certaine vers certains corpus de croyances morales et patriotes ou de pensées hostiles à la République laïque. Certes, des membres du clergé sont « infiltrés » par la pensée de l'Action française¹⁰⁵, mais nulle osmose ne s'effectue ; seules des individualités sont concernées, dont quelques Dominicains, quelques Assomptionnistes, etc., partisans d'un « catholicisme intégral », tandis que les adversaires à cette dérive sont beaucoup plus nombreux, comme le relève Bruno Lasserre¹⁰⁶, tandis que les groupes hostiles cristallisent leurs inquiétudes face aux risques d'une droitisation extrême des catholiques.

Ces dissensions ouvrent la voie à la rupture entre les positions, les valeurs et les pratiques antirépublicaines de l'Action française et une énorme majorité des catholiques girondins, comme ailleurs dans le pays. Même le cardinal Andrieu¹⁰⁷ condamne solennellement la ligue dans une sorte de lettre pastorale publiée par le journal *L'Aquitaine* le 27 août 1926. Dès lors, la stagnation de l'Action française explique qu'elle ne devienne pas un levier de la relance des droites extrêmes bordelaises à la fin des années 1920, malgré la persistance de noyaux durs, que, parfois, les autorités religieuses doivent sanctionner quand c'est de leur ressort, y compris encore dans les années 1930 (pas d'obsèques religieuses, etc.). La dissolution de la ligue par le Front populaire en juin 1936 ne frappe en fait en Gironde qu'un mouvement plutôt faible – même si elle renaît sous le nom d'Union girondine d'action politique et sociale –, comme l'indiquent les rapports de police.

C. L'abbé Bergey comme modèle d'un premier glissement

¹⁰⁵ Comme le note Bruno Lasserre, *op.cit.*, pp. 20-24.

¹⁰⁶ Bruno Lasserre, *op.cit.*, pp. 39-44.

¹⁰⁷ Bruno Lasserre, « Deuxième partie. La crise », *op.cit.*, pp. 48-69.

L'hésitation à détecter une droite extrême se nourrit de l'ambiguïté initiale du comportement des acteurs principaux de la droite dure. En effet, face à l'ascension des socialistes à l'époque du Cartel des gauches, nombre d'opposants s'associent pour tenter de l'enrayer. L'on retrouve ainsi plusieurs courants de droite dans le sillage de celui qui devient l'orateur de choc de la droite dure mais respectueuse du régime républicain, un abbé, Daniel Bergey¹⁰⁸. L'on sait que ce fils de travailleurs agricoles du Lesparrais est devenu prêtre en 1904 et vicaire (1906) puis curé (1911-1950) à Saint-Émilion Certes, il n'a rien de Bordelais, par conséquent ; mais il a façonné en Gironde un « modèle » de militantisme conservateur social dont l'influence a été forte dans la cité, dès lors qu'il est entré en politique de part et d'autre de la Première Guerre mondiale, dont il est revenu auréolé de faits d'armes courageux. Il a entrepris de mobiliser son catholicisme militant et ses talents oratoires remarquables au service de la cause des droites.

Le *casus belli*, on le sait, a été le projet de fermer l'ambassade de France auprès du Vatican : « Dès les semaines suivantes, des catholiques manifestèrent dans toute la France, et d'abord en Alsace. Le général de Castelnau, 'le capucin botté', prit la tête de la protestation. Dès l'automne 1924, la Fédération nationale catholique se constitua sous sa houlette. Pendant tout l'été 1924, ceux qui allaient devenir les principaux orateurs de la FNC, l'abbé Bergey, député de Saint-Émilion, Philippe Henriot, futur député de la même circonscription, Xavier Vallat, le père [Paul] Doncoeur, fondateur de la Ligue pour les droits des religieux anciens combattants, organisèrent des réunions de protestation dans tout le pays. »¹⁰⁹ Dès les élections législatives du printemps 1924, Bergey a figuré sur la liste « clemenciste » de Georges Mandel¹¹⁰, fédérateur des droites issues du Bloc national (donc sans le centre-gauche radical), et se fait élire député. Puis, au sein d'une « Union populaire républicaine pour les intérêts catholiques », créée en 1928 à l'occasion des élections législatives qui voient la victoire des droites et centres fédérés par le président du Conseil Poincaré (1926-1929), il devient député de Bordeaux, dans le cadre de l'établissement du scrutin d'arrondissement. Dans la ville même, il anime une fédération informelle de groupements catholiques durement militants, avec comme pôle de rassemblement sa Ligue d'action et de défense catholique. Une réunion tenue le 23 mars 1927 devant 600 personnes est organisée par le Comité de Saint-Seurin (rue Lachassaigne) par son président Lemarchand, l'abbé Fauchey, directeur du Centre diocésain d'action et de défense catholique, et le chanoine Ramonet, archiprêtre de la paroisse de Saint-Seurin. Henriot, « fidèle lieutenant de Bergey »¹¹¹, y rappelle la création de la Fédération nationale catholique en 1925, mais précise qu'elle se distingue bien de l'Action française, même si elles sont parfois en concurrence dans le combat contre le laïcisme militant.

Bergey renonce à se représenter aux élections de 1932 et prend comme successeur Philippe Henriot, alors lui aussi classé comme membre de cette droite conservatrice et sociale¹¹². Cet enseignant et propriétaire viticole, jusqu'alors plutôt « un intellectuel », s'engage en politique en 1925, en plein cartel des gauches, dans le sillage de Bergey et aussi de la Fédération nationale catholique animée par le général Édouard [de Curières] de Castelnau contre le régime républicain laïc de la loi de séparation de l'Église et de l'État. Henriot n'est pas directement impliqué dans la vie de la droite dure puis extrême de Bordeaux, puisqu'il agit plutôt dans le Libournais et à l'échelle nationale, en fer de lance de l'hostilité aux

¹⁰⁸ Cf. Dacharry Pancho, *L'abbé Bergey, un prêtre député*, Bordeaux, Delmas, 1947.

¹⁰⁹ Jean-Luc Pinol, « chapitre V. 1919-1958. Le temps des droites ? », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome I. *Politique*, collection « NRF essais », Paris, Seuil, 1992, pp. 291-390 ; ici, pp. 302-303.

¹¹⁰ « Paul Mandel », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., pp. 485-487.

¹¹¹ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde 1M521.

¹¹² « Philippe Henriot », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., pp. 365-367.

majorités de centre ou de gauche, en tant que député en 1932-1940. Mais Bergey reste actif et combatif, dans le sillage de la Ligue d'action catholique et de défense religieuse. Elle monte ainsi une réunion publique, 18 décembre 1936, salle Gallia, avec 300 auditeurs, où il dresse le bilan action de sa propre action de propagande¹¹³.

D. L'activisme des droites extrêmes dans les années 1920

Jusqu'alors, rien de spécifique ne permet de prétendre à la résurgence d'un foyer de droite extrême, car cette droite « dure » n'entame pas de dérive vers une hostilité au régime lui-même ; elle pense pouvoir enrayer la poussée de l'extrême gauche et des valeurs socialistes/communistes par sa seule force de conviction. Le quotidien *La Liberté du Sud-Ouest* exprime quelque peu ce courant de pensée qui fédère droites et droite dure, certainement grâce au ciment constitué par le poincarisme – et Poincaré prononce d'ailleurs un grand discours à Bordeaux le 25 mars 1928 l'occasion des élections législatives. Il a été créé en 1907 par le journaliste Paul Duché et le négociant Paul Glotin¹¹⁴ (président de son conseil d'administration à partir de 1910) à la demande d'une Église catholique désireuse, en particulier sous l'égide de Victor Lecot, le cardinal-archevêque de Bordeaux¹¹⁵ en 1890-1908, autour de concrétiser dans la presse la stratégie du Ralliement et de mettre fin à l'anti-républicanisme qui avait dominé jusqu'alors. Animé notamment par Charles Peuch¹¹⁶, professeur au collège Saint-Joseph-de-Tivoli, une grande institution scolaire catholique à Bordeaux, puis directeur de l'enseignement libre diocésain à partir de 1928, ce chanoine devient par surcroît jusqu'en 1944 le directeur du journal – fort d'un tirage de 60 000 exemplaires en 1939, face aux 320 000 du quotidien de masse *La Petite Gironde* et aux 150 à 200 000 du journal de centre-gauche *La France*. *La Liberté du Sud-Ouest* affiche son soutien au courant, qui réunit tout à la fois des libéraux – comme les députés André Ballande et Paul Glotin (1919-1924) – et des conservateurs (comme le professeur Henri Lorin, député en 1919-1924 et 1928-1932).

Au sein de sa rédaction, néanmoins, un courant « nationaliste » reste influent, sans qu'on puisse mesurer son ampleur. Son porteur de flambeau entre 1924 et ...1944, y est Louis Cadars, un avocat qui est devenu le troisième homme du trio qu'il constitue avec Bergey et Henriot. En parallèle, il collabore sur Paris à des journaux marqués à l'extrême droite, le *National*, l'organe des Jeunesses patriotes, dirigé par le magnat du luxe Pierre Taittinger, ou *La Victoire*, maintenu par l'ultranationaliste et pacifiste Gustave Hervé ; et, régionalement, à des feuilles nationalistes comme *Le réveil charentais*. On le retrouve au Comité France-Allemagne de Fernand de Brinon, lui aussi d'origine libournaise ; et lui aussi, comme Brinon et Henriot, est destiné à s'engager fort avant dans la politique collaborationniste¹¹⁷.

Cela dit, l'on peut penser que toutes ces mouvances, aussi diverses soient-elles, aussi différentes dans leur force et leur rayonnement, ont exprimé des ressentiments communs. En effet, l'une des préoccupations constantes de cette droite extrême et d'une partie de la droite dure tourne autour de la notion de décadence, surtout à propos des codes de valeurs : l'on en appelle, *de facto*, à un « ordre moral » – sinon le retour à l'Ordre moral, nom attribué au pouvoir de Mac Mahon en 1873-1876. Une réunion tenue le 31 mai 1926 à l'Athénée municipal, devant des « éléments bourgeois en grande partie »¹¹⁸, symbolise à nos yeux ce corpus de valeurs et de thèmes situés dans une ligne de droite dure. Elle réunit

¹¹³ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde 1M521.

¹¹⁴ « Paul Glotin », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 331.

¹¹⁵ « Victor Lecot », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 438.

¹¹⁶ « Charles Peuch », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 558.

¹¹⁷ « Louis Cadars », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 129.

¹¹⁸ Rapport de police, 1^{er} juin 1926, Archives départementales de la Gironde, 4M472.

Pouresy, agent général de la Ligue pour le relèvement de la moralité publique, des mouvements comme Jeune République, le Groupe des jeunes, l'Union chrétienne des jeunes gens de Bordeaux, les Étudiants catholiques, les Scouts de France, l'Association générale des étudiantes, etc., autour de Barthe, professeur à la faculté, et Joseph Sarthoulet¹¹⁹, industriel dans la fonderie et l'imprimerie et aussi patron d'une maison de négoce de vin, l'un des meilleurs représentants de la droite chrétienne-sociale de part et d'autre de la Seconde Guerre mondiale, donc à la croisée de la droite classique, de la droite dure et de la droite sociale. Elle insiste sur « l'intérêt qu'avaient tous les groupements à lutter contre le vice et la débauche qui menaçaient, plus que jamais, surtout depuis la guerre, de détruire la famille et la société », et, concrètement, dénonce les pièces licencieuses jouées dans les théâtres, la nudité de certaines artistes, les revues immorales, les films un peu faciles. Ces idées de « rééducation » de la jeunesse, sinon de régénération morale, sont promises à un bel avenir ; en nourrir des cercles banals proches de la droite classique contribue, pensons-nous, à établir des noyaux de droite dure en leur sein, qui pourraient mûrir à terme.

Sur ce registre, l'université de Bordeaux a effectué une avance décisive, grâce à un jeune chercheur, Sylvain Trussardi¹²⁰. Un remarquable texte a reconstitué « une atmosphère de connivence ligueuse »¹²¹. Il a déterminé que les divers courants d'extrême droite parviennent, à la fin des années 1920, à rassembler plusieurs milliers d'adhérents : on est loin de l'image d'un Bordeaux « modéré » ! Le Faisceau bordelais intéresse 800 membres à sa naissance en janvier 1926 – dont en temps de paix civile, sociale, hors de toute tension intérieure ou extérieure – autour du modèle fasciste mussolinien, lui-même à cette époque encore bien « bourgeois » et « classique ». Il est organisé de haut en bas, avec des délégués responsables, mais sans de comités locaux. Ses Légionnaires ont fait la guerre ou les guerres coloniales, ses Aspirants sont plus jeunes mais ont plus de 20 ans, ses Jeunesses fascistes ont moins de 20 ans, son Faisceau civique rassemble tous les autres (pour la propagande notamment ou la vente du journal *Le Nouveau Siècle* sur la voie publique), le tout étant complété dans le monde professionnel par le Faisceau des corporations¹²². Or c'est une figure de la bourgeoisie locale, Johnston, qui préside la section de Bordeaux des Légions,

Ce mouvement récupère des adhérents à des groupuscules comme Démocratie nouvelle (donc antiparlementaire), l'Union nationale des combattants et des camarades de combat (donc forte des déçus de l'après-guerre, quelque peu nationalistes), et le milieu ancien combattant domine alors. Mais S. Trussardi relève que le Faisceau s'essouffle très vite, « après avoir été l'une des plus importantes fédérations de France ». L'élan est récupéré par le Parti fasciste révolutionnaire, créé par un transfuge du Parti socialiste national de Gustave Hervé, ce militant d'extrême gauche qui avait glissé vers l'extrême droite nationaliste pendant la Première Guerre mondiale. Mais les deux « partis » s'entendent pour présenter cinq candidats en Gironde pour les élections législatives de 1928.

Dans ces années 1920, droite dure et droite extrême – sans qu'on puisse toujours identifier où et quand se situe le *distinguo*, nous devons l'avouer – placent tous leurs espoirs dans un

¹¹⁹ « Joseph Sarthoulet-Massat », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, pp. 632-633.

¹²⁰ Sylvain Trussardi, « Faisceau, Croix de Feu, PSF. Trois mouvements girondins, du milieu des années vingt à la fin des années trente », in Bernard Lachaise (dir.), *Politique en Aquitaine, des Girondins à nos jours*, numéro spécial de la revue *Parlement[s]*, L'Harmattan, octobre 2005, pp. 55-64. Ce doctorant a œuvré sous la direction du professeur Bernard Lachaise, qui contribue lui aussi à ouvrir peu à peu les portes des mystères de ces droites extrêmes.

¹²¹ *Ibidem*, p. 56.

¹²² Note du 22 mars 1927, rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 1M431.

activisme soutenu. L'objectif est de confédérer les mécontentements (contre le Cartel des gauches, les pacifistes, les communistes et syndicalistes proches, les laïcs militants). La tactique est de tenir des réunions nombreuses pour maintenir la ferveur militante et alimenter le corpus d'idées et de valeurs. L'on ressent une convergence entre la droite classique et la droite dure autour de valeurs chrétiennes et sociales, de l'intransigeance vis-à-vis des dérives du système politique, des valeurs sociétales, contre les dérives du matérialisme, voire des risques causés par la libre-pensée et la « démoralisation ». Une série de conférences, monocolors ou contradictoires, en 1925-1926 est bien représentative du malaise d'une partie de la société dans cet après-guerre tumultueux. Souvent, les militants Camelots du roi en assurent la sécurité, comme en 1931 avec « le service d'ordre de l'Action française et des piquets de Camelots du roi disséminés dans différents coins de la salle »¹²³. La police suit de près ces manifestations¹²⁴, d'où notre capacité parfois à isoler des thèmes ou propos qui relèvent à l'évidence du corpus historiques des droites extrêmes.

Quand, le 18 février 1923, le leader du Sillon, jugé démocrate chrétien trop à gauche, Marc Sangnier, se voit contredit par Paul Courcoural et de Laville de Lacombe, royaliste, de l'Action française, qui prônent l'occupation de la Ruhr et la « défense des intérêts nationaux français ». Une fête en l'honneur de Jeanne d'Arc attire 1 800 personnes (« classe bourgeoise », précise la police) le 31 mai 1925 à l'Alhambra, pour écouter Bergey, Jacques Rödel – de la famille d'industriels de l'alimentation – et l'avocat De Roux, de l'Action française, un ancien bâtonnier à Poitiers. La réunion du Cercle La Liberté le 6 juin 1926 (avec Dudon, Henriot et Bergey) sur « La vraie politique française », s'en prend au Cartel des gauches et à Herriot et revendique l'abrogation des lois de 1901 et 1904 sur les congrégations et l'enseignement, thèmes légitimes, mais qui servent de levier à des propos moins républicains. « Il faut se décider à mettre la Patrie au-dessus des partis [...]. On cherche aujourd'hui à détruire l'esprit national [...]. Il faut remettre en place l'idée de Patrie. » Bergey rappelle « les souvenirs de l'histoire romaine où, aux heures de cataclysme, le peuple appelait un dictateur, un tyran qu'il renvoyait, le péril passé. Nous aussi nous nous demandons : “quel homme ?” ». Une réunion du 20 décembre 1926 reprend les mêmes thèmes, avec [Yves] « Nicolai fils », l'avocat du comité de l'Union nationale des combattants (UNC), et Georges Johnston¹²⁵, délégué régional du Faisceau.

Cette floraison oratoire atteint un premier couronnement en 1931, par exemple le 27 janvier, lors d'une conférence de Léon Daudet à l'Alhambra : « L'affluence était des plus considérables », avec 3 000 personnes. Certes, il vient traiter un sujet littéraire sur son père, mais il ajoute, au détour d'un développement que celui-ci aurait « considéré le parlementarisme comme un système politique corrompu »... Le 2 mars, une réunion royaliste (avec de Laville de Lacombe et divers invités) s'inquiète devant « la guerre qui revient ». Un Paul Robain en attribue « la cause à notre faiblesse issue de l'instabilité due au régime d'une république parlementaire (avec) 87 ministères en 60 ans de république, alors qu'en monarchie héréditaire l'histoire nous montre 12 chefs d'État occupant plus de trois siècles ». Bref, l'antirépublicanisme se tapit sans cesse dans ces discours où la droite dure est bien tentée par des postures de droite extrême. Mais il bénéficie souvent de la convergences autour de la revendication de la liberté d'enseignement et de la défense des

¹²³ Rapport de police, 28 janvier 1931, Archives départementales de la Gironde, 4M472.

¹²⁴ Rapports de police, Archives départementales de la Gironde, 4M472.

¹²⁵ Georges Johnston (né en 1879) est le fils de la princesse Marie Karadja et de Nathaniel Johnston II (né en 1836) – l'un des fils de Nathaniel Johnston I –, qui a été député de 1869 à 1877 et lui a légué la propriété de Château Dauzac, dans le Médoc; il est diplômé en droit et en lettres et diplômé de l'École libre des sciences politiques (de Paris), et a épousé Valentine Guestier. In Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op.cit., p. 379. C'est un propriétaire foncier, qui ne participe pas à la gestion de la maison de négoce de vin Nathaniel Johnston, animée alors par son cousin germain, Henry (1859-1942), le fils de Harry-Scott Johnston (1834-1918), un autre fils de Nathaniel Johnston I (1802-1870).

congrégations ; ainsi, lors d'une conférence le 12 mars, se mêlent un représentant parfait de la droite classique girondine, le patron et ancien maire de Bordeaux Fernand Philippart et un leader de la droite dure, Henriot, réunis pour défendre l'enseignement libre, ce qui séduit ce jour-là 2000 personnes. Ce montant de quelques milliers de participants à chaque réunion indique bien la prégnance de ce « noyau dur », qui ne manque pas d'influer sur les votes lors des élections.

7. Les ambiguïtés de la grande bourgeoisie, de l'Église catholique et de Marquet dans les années 1930

Il faut attendre le tournant des années 1930 et les effets de la crise économique et sociale pour que des frustrations émergent, des inquiétudes se cristallisent, tandis que des déceptions se nourrissent des divisions ou des échecs des acteurs de la droite au pouvoir (en 1928-1932, sans plus d'alliance avec le centre-gauche). La retraite de Poincaré, le manque de réussite de ses successeurs de droite face à la crise en 1931-1932 et, enfin, la victoire du second Cartel des gauches en 1932 – avant son effondrement dès 1934 – suscitent, à Bordeaux comme ailleurs, une profonde déception qui a pu nourrir, une fois de plus, rancœurs et ressentiments.

A. L'exacerbation des clivages

Ce glissement insensible est ainsi celui de l'Union populaire républicaine (UPR), le parti girondin de Bergey et Henriot. Leurs positions deviennent de moins en moins « modérées » et de plus en plus « impatientes ». Un clivage s'effectue entre la droite modérée, conservatrice libérale, celle de Ballande ou Glotin, et une droite dure, de plus en plus nourrie des impatiences de diverses couches bourgeoises atteintes par la crise – y compris les grandes familles, frappées par « le krach du rhum », les déboires du négoce, les incertitudes de l'industrie. Ce clivage est d'ailleurs favorisé par l'éloignement officiel de l'Église catholique par rapport à une Action française qu'elle juge de moins en moins légitime à défendre les idéaux et intérêts des chrétiens, et les catholiques girondins ont dû d'autant plus se rallier à cette position que c'est une lettre ouverte du cardinal archevêque de Bordeaux lui-même¹²⁶ qui en appelle à la Papauté sur ce thème et permet à Rome d'inciter à la rupture le 29 décembre 1926. « L'UPR [...] s'éloigne des modérés avec l'évolution d'Henriot, qui glisse de plus en plus vers l'extrême droite »¹²⁷. Une sorte de dérive se produit alors, par un glissement indicible de la droite dure à une droite extrême, et Bergey en incarne toute l'ambiguïté car ce républicain se situe de plus en plus dans une logique antiparlementaire dès lors que les discours enflammés qu'il tient se nourrissent d'une tradition de violence verbale inscrite dans l'histoire de la droite extrême – mais clairement sans glissements vers une extrême droite s'inspirant de modèles étrangers, mussolinien ou autres.

Cette droite dure peut alors s'appuyer sur une « base » informelle qui, comme dans le reste du pays et surtout des grandes villes, est constituée des ligues, ces petits groupements qui animent les corpus de valeurs et de revendications que les grands partis ne peuvent assumer, faute de mordant ou de caractère. Si des ligues se sont constituées à gauche (Ligue des droits de l'homme), c'est à droite qu'elles sont le plus nombreuses. Or le Sud-Ouest devient un foyer d'accueil de ces mouvements, certainement parce que « la France es petits » rêvée par les Radicaux s'y sent fragilisée par la croissance et les aléas monétaires des années 1920, puis par la crise des prix agricoles et des PME pendant la première moitié

¹²⁶ Jean-Luc Pinol, « chapitre V. 1919-1958. Le temps des droites ? », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome I. *Politique*, collection « NRF essais », Paris, Seuil, 1992, pp. 291-390 ; ici, p. 305.

¹²⁷ Bernard Lachaise, « Les 'années Marquet' », *op.cit.*, p. 23.

des années 1930. Ces liges « incarnent cette droite nationaliste vigoureusement hostile au parlementarisme et au communiste, parfois antisémite, toujours antimaçonnique et flirtant parfois avec le fascisme, qui exerce sur elles une réelle attraction : les plus importantes à Bordeaux sont la Ligue des contribuables de la Gironde, le Faisceau – « fondé le 11 novembre 1925 pour manifester sa filiation avec l'esprit de la Victoire »¹²⁸ –, les Croix de feu et les Jeunesses patriotes. La porosité est grande entre elles, comme le symbolise le nom d'Yves Nicolaï, qui a exercé des responsabilités dans chacune d'entre elles, avant de devenir en 1936, après la dissolution des liges [par le gouvernement de Front populaire] le président du plus important parti de droite [extrême] en Gironde, le Parti social français, issu des Croix de feu »¹²⁹. Reste à évaluer la base quantitative et sociologique de ces courants en Gironde et donc à Bordeaux ! Mais, apparemment, l'on manque de matière universitaire sur ces thèmes, ce qui est en soi plutôt révélateur de l'abstention des investigations sur ces cheminements il est vrai étroits, sinon torrides.

F. Une extrême droite sur des fronts antirépublicains ?

Toute cette effervescence débouche sur la participation de Bordelais à la création du mouvement des Croix-de-Feu, qui fédère toutes ces énergies, déceptions et attentes. Or une figure de la bourgeoisie locale devient le président girondin, Roger de Luze... Dans le même temps, en 1937, un membre de la dynastie Cordier, fonde le Cercle Charles Maurras et s'affiche en Camelot du roi, antisémite et profasciste. « Les Chartrons », comme on dit, abriterait ainsi quelques foyers de droite extrême, y compris parmi les protestants, puisque c'est la confession des Luze. Ce n'est pas pour étonner si l'on sait ce qui se produit sous Vichy à propos de certains négociants, mais qu'un Luze s'affiche en figure de proue étonne et détonne quelque peu ! Certes, « jusqu'en 1934, l'activité des Croix-de-Feu est faible, mais le prestige de l'association lui permet de compter 1 200 hommes en avril 1934 pour la région bordelaise, dont 300 pour la ville »¹³⁰ elle-même. Puis la venue du colonel de La Roque pour un meeting le 6 mai 1934 relance les adhésions : 500 sont enregistrées en trois semaines, et c'est un groupe de 3 000 à 3 500 membres qui est fédéré à la date de la dissolution par l'État en juin 1936, conduit par Jean Desaignes, président en 1930-1936.

Cela ouvre la voie à la création du Parti social français¹³¹, présidé en Gironde par Y. Nicolaï depuis 1936. L'engouement est alors vigoureux puisque S. Trussardi indique un nombre de 12 300 membres en octobre 1937 et même de 20 000 en 1939, mais à l'échelle de la Gironde. Or Nicolaï¹³² n'est pas une petite peinture ! En effet, c'est un grand avocat girondin, à la Cour d'appel de Bordeaux – et devient même plus tard bâtonnier en 1952. Il nous semble symbolique de ce courant de droite dure qui, à certains « moments » de l'histoire politique, ferraille avec la droite extrême. Issu du monde des anciens combattants, après une belle guerre, il devient l'un des hommes clés de l'Union nationale des combattants, un militant des Camarades de combat, des Légionnaires décorés au péril de leur vie et de la Ligue des contribuables (dont il est le secrétaire général girondin en 1934-1936). C'est à partir de janvier 1926 qu'il glisse vers la droite dure et proto extrême, celle des Faisceaux et celle des Jeunesses patriotes, dont il crée la section locale en 1926. Mais il représente une tendance « modérée » de cette droite extrême nationaliste et ne se compromet pas dans les dérives fascistes.

¹²⁸ Jean-Luc Pinol, « chapitre V. 1919-1958. Le temps des droites ? », *op.cit.*, p. 305.

¹²⁹ Bernard Lachaise, « Les 'années Marquet' », *op.cit.*, p. 23.

¹³⁰ *Ibidem*, pp. 56-57.

¹³¹ Cf. Jean-Paul Thomas, « Le PSF », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, 1997, n°4.

¹³² Sylvain Trussardi, *op.cit.*, pp. 58-59.

S. Trussardi procède à une analyse sociologique d'envergure¹³³ quand il isole les cohortes sociales qui nourrissent le vivier du Faisceau. Des membres des Chartrons, unis par des affinités et leur sociabilité courante, des « petits », commerçants, commissionnaires, armateurs ou négociants, des protestants, car, dit-il, certains se seraient sentis exclus des cercles du pouvoir par la gauche marquettiste depuis 1924-1925 – mais nous croyons surtout que ces protestants issus de la grande bourgeoisie se rapprochent de la droite dure par appartenance de classe. « Jusqu'en 1936, le recrutement des Croix de Feu perpétue le "modèle" du Faisceau. À leur tête, des négociants et des courtiers, tandis que les professions libérales, les cadres moyens et les employés alimentent le monde militant. »¹³⁴ Enfin, paradoxalement, en contradiction avec ce que nous venons de dire, des membres des classes populaires, et ce, à partir de 1934-1936, sont sollicités par le Faisceau. C'est en cela que l'on glisse d'ailleurs de la droite dure à l'extrême droite, puisque cet appel au populisme en une forme de fascisme à la française s'inscrit dans la ligne du nationalisme populiste des années 1880-1890. Le Faisceau se dote d'une réelle assise ouvrière, en prospectant le monde de la logistique en crise, dans les quartiers du port ou des gares. Des déçus du Front populaire se pressent dans la deuxième section, dont les effectifs bondissent de 800 à 1 300 membres à la date d'octobre 1937, en plein cœur de la circonscription électorale du député socialiste Fernand Audeguil¹³⁵. Bordeaux elle aussi est gagnée par « le fascisme à la française »¹³⁶.

G. Le « 6 février 34 » de Bordeaux

Quand la dépression économique et sociale – rudement vécue par les couches populaires travaillant sur le port et dans les maisons de négoce secouées par la crise – nourrit les insatisfactions, sinon la misère¹³⁷, l'impatience devant les lacunes de la politique menée par la coalition de centre-gauche depuis 1932 – avec les radicaux Camille Chautemps (26 novembre 1933-28 janvier 1934) puis Édouard Daladier (29 janvier-7 février 1935) comme président du Conseil – débouche sur des « mouvements de foule ». Or ceux-ci agitent Bordeaux une semaine avant le fameux « 6 février 34 » parisien¹³⁸, ce qui indique l'insidieuse pénétration des droites extrêmes au cœur d'une ville pourtant jugée comme « modérée ». Ne serait-elle pas gagnée par l'extrême droite ?

À gauche, l'expression de rue s'avive, avec par exemple un meeting de la SFIO le 26 février 1934, contre la répression frappant la gauche en Autriche et 2 000 manifestants contre le fascisme autrichien, une manifestation ouvrière le 8 février 34 à Bordeaux organisée par la CGT ou une grande manifestation de gauche le 12 juillet 1934. Or les droites extrêmes n'entendent pas laisser à la gauche le monopole de la rue : avec dix manifestations entre février et juin 34, elles veulent rendre coup pour coup, prouver que l'ancrage dans la tradition populaire de la rue n'est pas seulement un legs de l'histoire de la gauche, mais aussi celui de l'ensemble du peuple

Les manifestations de droite extrême¹³⁹ au premier semestre 1934

- Action française et Jeunesses patriotes entre le 30 janvier et le 7 février 34
- Ligue des contribuables le 18 avril 1934

¹³³ *Ibidem*, pp. 59-60.

¹³⁴ *Ibidem*, p. 60.

¹³⁵ *Ibidem*.

¹³⁶ « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », in Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, collection « Points », 1990, pp. 272-286.

¹³⁷ Cf. Hubert Bonin, « La vie économique », in Agnès Vatan & François Hubert (dir.), *Bordeaux années 20-30. Portrait d'une ville*, Bordeaux, Le Festin, 2008, pp. 37-57.

¹³⁸ Cf. le bon vieux classique Serge Berstein, *Le 6 février 1934*, collection « Archives », Paris, Gallimard, 1975.

¹³⁹ Note de la police municipale, Archives départementales de la Gironde, 1 M 431.

- UPR, avec Henriot comme orateur le 23 avril 1934
- Croix de feu, 6 mai 1934, avec De La Rocque orateur
- Action française et Jeunesses patriotes, UPR, 13 mai 1934
- UPR, le 26 mai 34, avec Henriot comme orateur
- Jeunesses patriotes, le 12 juin 1934

Un événement – une grande manifestation organisée le 30 janvier 1934 – sert de révélateur à la progression de groupes d'extrême droite habiles à mobiliser une opinion effervescente. Les Jeunesses patriotes¹⁴⁰, créées en décembre 1924 et financées par Taittinger et sa Ligue des patriotes – elle-même lancée en 1897 par Paul Déroulède à l'époque de l'Affaire Dreyfus –, disposent de 400 membres à Bordeaux. L'Action française compte quelque 4 000 membres en Gironde, sous l'égide d'un Lur-Saluces, Bertrand, qui entretient la flamme de l'extrême droite monarchiste. La Ligue des contribuables unis – créée en 1898-1899 à l'échelle du pays, toujours à l'époque de l'Affaire Dreyfus, apparemment vigoureuse dans la Gironde des propriétaires et couches aisées, a tiré parti du ressentiment contre la mise en place de l'impôt sur le revenu en 1917 pour attiser la grogne des classes moyennes, et elle a séduit 8 000 à 8 500 Girondins à la date de 1934 (sur ses 700 000 adhérents nationaux), sous la houlette de Roger Cruse – avec un défilé de protestation réunissant 3 à 4 000 participants en février 1933 et un grand meeting à l'*American Park*, à la fin de 1933, où se pressent près de 7 000 personnes. Ce sont autant de ferments d'une possible évolution vers un militantisme de droite dure ou extrême, contre la République modérée, d'autant plus que la crise du monde viticole girondin – frappé par la chute du prix du vin – attise le mécontentement général.

Tout à coup, des groupes nourris lancent une manifestation en centre ville le 30 janvier 1934, sous l'égide de la Fédération des automobilistes et transporteurs de France (contre un impôt sur l'essence) et de la Ligue des contribuables, et surtout de l'Action française et ses troupes de choc, les Camelots du roi [créés dès 1908], et des Jeunesses patriotes. Commencée vers 11 heures 45, ce défilé agité ne rassemble en fait au départ que quelques centaines de participants, d'après la police¹⁴¹ ; mais il s'alimente d'une foule de gens râleurs et véhéments, qui atteint les 1 500 personnes vers midi, place de la Comédie, rue Esprit-des-Lois, puis place Gambetta. Quelque peu dissipée, la manifestation repart en fin d'après-midi, à la sortie du travail, autour de la place Gambetta et sur le cours de l'Intendance, entre 19 heures et 21 heures 30, d'où de petites charges de la police.

Si cette ébullition n'a rien à voir en ampleur et violence avec les troubles parisiens de la semaine suivante, elle révèle la vigueur de ces groupuscules de droite extrême et leurs pratiques d'extrême droite, en particulier des tentatives de siège de la rue : « L'Action française et la Ligue des contribuables sont savamment utilisé la manifestation des automobilistes pour clamer publiquement leur aversion du régime politique actuel et surtout pour tâcher d'attirer à eux les masses [avec] 1 500 personnes hurlant, notamment, "Vive le roi" et gesticulant dans l'intention d'arrêter la circulation des véhicules. »¹⁴² Tandis que la gauche et les syndicats conduisent plusieurs manifestations à Bordeaux, l'on repère des manifestations de modeste ampleur lancées par la Ligue des contribuables le 18 avril,

¹⁴⁰ Jean-Luc Pinol, « chapitre v. 1919-1958. Le temps des droites ? », *op.cit.*, ici, pp. 304-305. Sur les origines lointaines de ces mouvements, cf. Tableau I. Le regroupement des énergies de droite, Gille Le Béguec & Jacques Prévotat, « chapitre IV. 1898-1919. L'éveil à la modernité politique », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites*, *op.cit.*, pp. 213-289, ici, pp. 222-223.

¹⁴¹ Rapports du commissaire divisionnaire de police spéciale au préfet, 30 et 31 janvier 1934, Archives départementales de la Gironde, 1M 442. Nous devons à Armelle Bonin-Kerdon et Marie-Christine Bonhomme de nous avoir révélé ce document, qu'elles avaient publié dans le *Bulletin* du Service pédagogique des Archives départementales : *Passé Présent*, n°10, juin 1996.

¹⁴² *Ibidem*.

les Croix de feu le 6 mai, en présence de leur leader national, le colonel La Rocque, et l'Action française le 8 juillet. Jamais ces droites extrêmes n'ont évidemment constitué une quelconque menace pour la paix civile girondine ! Mais ces incidents collectifs sont autant de signes de la prégnance, en profondeurs, de minces strates de droite extrême dans la géologie de la politique bordelaise. Elles indiquent que, sous sa « modération » dominante et apparente, Bordeaux cache des poches de « dureté » droitière, dont leur discrétion les différencie des organisations d'extrême gauche qui prennent corps à la même époque, autour du Parti communiste notamment, et qui ont organisé une « contre-manifestation » le 12 février.

Cette effervescence ne débouche sur aucune menace pour la République ! Mais elle prouve qu'un phénomène de métastase s'intensifie, à Bordeaux comme ailleurs, et que la fameuse « modération » bordelaise n'est qu'un mythe... D'autres leviers sont détectés par la police. Ainsi le mouvement Solidarité française a une section à Bordeaux, avec Roger Demars comme délégué régional et 1 500 membres annoncés en Gironde. Sa réunion publique du 17 décembre 1934, salle Franklin, n'attire que 250 à 300 personnes¹⁴³ ; mais elle confirme ce mimétisme fascisant puisque, à l'entrée, une vingtaine de miliciens en uniforme (chemise bleue, culotte courte, leggings et souliers jaunes, béret, salut fasciste) assure l'accueil, tandis que les propos s'inspirent du corporatisme intégral, de l'antisémitisme et sont fortement anti-maçonniques. Des Jeunesses bonapartistes à Bordeaux survient encore en 1934 (avec un Lambert de Beaudone). Une sorte d'apogée symbolique intervient le 6 février 1935 : une grande messe se tient à la cathédrale à 11 heures « réunissant une assistance de 500 personnes environ, parmi lesquelles des délégations des Croix de feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française, Union nationale des combattants, Action française, Sous-Officiers de réserve, Prêtres Action catholique, Anciens de la Ruhr [...]. Ces délégations portaient un drapeau et leurs emblèmes respectifs ; les uns, comme les Jeunesses patriotes et Solidarité française, étaient revêtus de l'uniforme »¹⁴⁴. L'on y retrouve le fameux Nel Ariès, avec des représentants de l'Action française (maître Roger Chambarière¹⁴⁵ – un avocat à la Cour d'appel depuis 1912, membre du Conseil de l'ordre à partir de 1935 –, De Laville de Lacombe) ou de l'UNC (Laquière, Dufourg), etc. Il est tout de même déconcertant de constater que des hommes en uniforme fasciste obtiennent droit de cité dans la cathédrale !

Parmi cet aréopage de notables, Robert Dufourg¹⁴⁶ est le plus étonnant car il porte haut l'étendard du monarchisme traditionnel ! En effet, c'est à la fois l'un des avocats en vue du barreau bordelais (depuis 1923) et un intellectuel qui s'est consacré à l'histoire du légitimisme et de « héros » de la bourgeoisie de droite, avec une brochette d'ouvrages bien marqués par leur idéologie et leur thématique : *François-Arnaud Saige, maire de Bordeaux de 1790 à 1794* (exécuté par la Terreur) (1925), *Le procès des ministres de Charles X* (1934), *Le général de Pelleport, pair de France* (1937) ou, nous l'avons déjà cité, *Le 12 mars 1814 à Bordeaux* (1931), comme si cette galerie des hommes et actions illustres de monarchistes fidèles pouvait entretenir la ferveur des bons bourgeois érudits de la cité. Issu de la droite extrême, il n'a pourtant jamais dérivé vers l'extrême droite, mais n'a jamais caché ses sympathies pour le Marquet de Vichy, puisque c'est lui qui s'en fait l'hagiographe en 1948 dans Adrien Marquet devant la Haute Cour, dressant son procès en réhabilitation...

¹⁴³ Rapport de police, Archives départementales de la Gironde, 1 M 431.

¹⁴⁴ Note 18 décembre 1934, Archives départementales de la Gironde, 1 M 431.

¹⁴⁵ « Chambarière », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, p. 155. Fernand Chambarière (1852-1925) a été notaire ; il a deux fils : Daniel (né en 1887), un excellent pilote de guerre, qui lui succède en 1922, et Roger (1888-1944).

¹⁴⁶ « Robert Dufourg », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités, op.cit.*, p. 252.

Enfin, l'on peut citer l'implantation durable d'une antenne du Mouvement national populaire (ex-Jeunesses patriotes) de Pierre Taittinger : le président de la section de Bordeaux, le négociant Gajac ; Fonade, avocat, probablement Jacques (1877-1941), père de Marc Fonade, lui aussi avocat, à partir de 1935 ; ou Jean Brunet mobilisent 300 personnes pour réunion de propagande¹⁴⁷ le 15 mai 1936. Sans vouloir ni pouvoir être exhaustif, nous soulignerons seulement la variété et l'activisme de tous ces groupements, qui impliquent Bordeaux dans l'ébullition d'extrême droite au milieu de ces années 1930. Un symbole en est précisément le jeune Daniel Cordier (né en 1920) qui s'inscrit dans la logique idéologique maurrassienne de sa famille de négociants en vin : fortement anticommuniste et antisémite, il s'inscrit en 1937 à l'Action française, devient Camelot du roi et fonde même à Bordeaux un Cercle Charles-Maurras. Il entre ainsi dans la période de la guerre de de Vichy sur des positions d'extrême-droite – avant de connaître une métamorphose qui le conduit à entrer dans la Résistance issue des droites, d'abord dans le sillage de Jean Moulin.

H. Les glissements indicibles de Marquet

Cette effervescence cantonnée dans des milieux bien isolés a pourtant été de plus en plus libérée par l'évolution générale (haine du Front populaire, inquiétudes vis-à-vis de la guerre civile espagnole toute proche, affirmation des « modèles » fascistes, poussée des mouvements populistes de Marcel Déat et Jacques Doriot¹⁴⁸, etc.). Or l'éloignement de Marquet de la gauche classique a pu contribuer à faire admettre comme « légitimes » des concepts et valeurs jusqu'alors circonscrits aux droites extrêmes, puisque, quand se crée le mouvement des Néo-Socialistes en 1933, Marquet n'hésite pas à prôner un régime « fort », à mettre en avant « l'autorité » et « la Nation », bref, à se couler dans la tradition du boulangisme puis du nationalisme extrémiste de la fin du XIX^e siècle. Ce glissement insidieux, que nous avons appelé « la dérive de Marquet »¹⁴⁹, a élargi la base socio-mentale de droites extrêmes et donc nourri le vivier des futurs « vichystes ».

Tant les historiens¹⁵⁰ que des contemporains¹⁵¹ ont relevé la tendance de moins en moins contenue de Marquet et de son équipe de proches camarades (Antoine Cayrel,) à suivre un cheminement de droite extrême : dénonciation des faiblesses du régime, du parlementarisme et des droites à surmonter les crises économique, sociale et politique. Marquet est alors avec Marcel Déat le co-fondateur du Parti socialiste de France en 1933 ; cela contribue à faire glisser insidieusement une bonne partie des militants socialistes girondins de la gauche vers ce qui ressemble de plus en plus à une droite extrême par ses caractéristiques idéologiques et ses pratiques. « Marquet a imaginé de vêtir la délégation bordelaise [au congrès de 1934] avec des chemises grises uniformes, du plus grand effet. Cette 'histoire de liquettes' que j'essaye de minimiser en la présentant comme une plaisanterie, exaspère [Pierre] Renaudel, qui y subodore un fascisme larvé. »¹⁵²

L'on pressent à travers cette anecdote que Marquet joue dorénavant avec le feu et change insensiblement de « modèle politique », d'une gauche protestataire contre le régime, la gauche classique et le communisme évoluant en droite extrême vers une véritable extrême

¹⁴⁷ Rapport de police du 16 mai 1936, Archives départementales de la Gironde, 1 M 431.

¹⁴⁸ Cf. Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Paris, Seuil, 1986.

¹⁴⁹ Cf. Hubert Bonin, Bernard Lachaise & Françoise Taliano-des Garets, *Adrien Marquet, les dérives d'une ambition. Bordeaux, Paris, Vichy (1924-1955)*, Bordeaux, Confluences, 2007.

¹⁵⁰ Bernard Lachaise, « Chapitre 4. En dehors de la SFIO, les errances politiques », in Hubert Bonin, Bernard Lachaise & Françoise Taliano-des Garets, *Adrien Marquet, op.cit.*, pp. 59-78.

¹⁵¹ Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1999 [introduction et notes de Laurent Theis].

¹⁵² Marcel Déat, *Mémoires politiques, op.cit.*, p. 312.

droite¹⁵³, parfois séduite par le régime fort du fascisme¹⁵⁴. Certes, désireux d'autonomie vis-à-vis du mouvement national de Déat, Marquet est conduit à créer son propre groupement, le Parti néo-socialiste de France en 1935. Mais les deux mouvements cohabitent sur Bordeaux et y entretiennent un foyer de droite extrême, avant une réconciliation en avril 1939 et la fusion des fédérations girondines des deux partis de droite extrême en janvier 1940 – peu après que Déat soit élu député d'Angoulême lors d'une élection partielle en 1939.

En parallèle, quand Doriot déploie son parti populaire français (PPF) à partir de juin 1936, il monte en sus l'Union populaire de la jeunesse française (UPJF), le mouvement de jeunes du PPF, créé par six jeunes (trois venus des Jeunesses communistes, un des Jeunesses socialistes, un de la Jeunesse ouvrière chrétienne). Son chef à Bordeaux en 1937 est le futur grand constitutionnaliste Maurice Duverger, le premier directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux en 1948 puis professeur à la Sorbonne¹⁵⁵, qui appartient à cette strate de jeunes fascinés par la droite nationaliste et populiste¹⁵⁶. Dès l'âge de quinze ans, il est l'un des militants les plus fougueux des groupes d'extrême droite bordelais : en 1937, il est responsable à Bordeaux de l'UPJF, et il participe à ce titre à différents congrès des jeunesses doriotistes, étant membre de ce parti. Durant l'Occupation, il enseigne à l'Institut d'études corporatives et sociales, fondé sous l'égide du maréchal Pétain pour y former les cadres de la Révolution nationale ; à cette époque, Duverger évolue du statut d'étudiant en droit au grade d'agrégé de la faculté de droit en 1942, avant de devenir successivement professeur à la Faculté de droit de Poitiers en 1942 puis à celle de Bordeaux en 1943. C'est dans ce cadre d'expert du droit qu'il publie un article controversé de technique juridique concernant le statut des juifs.

Cet enracinement d'un proto-fascisme à la française concerne en fait des strates des couches populaires et des petites et moyennes bourgeoisies. L'on discerne mal cependant en quoi les notables des bonne et grande bourgeoisies locales s'impliquent dans l'antiparlementarisme, si des positions dures sont prises au-delà des grommellements antiparlementaires discrets au sein des réseaux de sociabilité. De même, l'on peine à déterminer si Bordeaux était animée de courants antisémites, ou, plus largement, hostiles à cette coalition informelle qui aurait réuni ce que les droites extrêmes dénoncent comme les forces cosmopolites anglo-saxonnes, ploutocratiques, juives et franc-maçonnnes.

Quoi qu'il en soit, tous ces courants, tapis dans l'ombre, indicibles ou structurés et explicites, ont pu s'épanouir, on le sait, en 1940-1944 en bénéficiant du blanc-seing pétainiste ou vichyste, à Bordeaux¹⁵⁷ comme ailleurs – et l'on ne reviendra pas ici sur cette période ni sur ce thème.

I. Bordeaux menacée par la Cagoule ?

¹⁵³ Bernard Lachaise, « Pour quelles idées ? Un nouveau discours ? Un discours fasciste ? » ; Hubert Bonin, « Marquet vers l'extrême droite ? », in Hubert Bonin, Bernard Lachaise & Françoise Taliano-des Garets, *Adrien Marquet, op.cit.*, pp. 75-77 ; puis pp. 261-262.

¹⁵⁴ Plus généralement, cf. Philippe Burrin, « Chapitre x. Le fascisme », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites, op.cit.*, pp. 603-652.

¹⁵⁵ Cf. Vincent Hoffmann-Martinot, « A short biography of Maurice Duverger », *French Politics*, Palgrave MacMillan, 2005, pp. 304-309.

¹⁵⁶ Il est cité par Eugen Weber, « Nationalism, socialism, and national-socialism in France », *French Historical Studies*, 1962, pp. 273-307.

¹⁵⁷ Cf. Hubert Bonin, « Chapitre 14. Marquet collaborationniste ? », in Hubert Bonin, Bernard Lachaise & Françoise Taliano-des Garets, *Adrien Marquet, op.cit.*, pp. 257-265. Hubert Bonin, « Chapitre II. Bordeaux et l'Occupation », in Hubert Bonin, *Les tabous de Bordeaux*, Bordeaux, Le Festin, seconde édition, pp. 25-42.

Enfin, comme partout en France, des rumeurs bruissent sur la détention d'armes chez des militants d'Action française, voire sur des exercices d'entraînement au tir, ce qui suscite des enquêtes de police en Gironde. Les dénonciations et la calomnie fleurissent, dans une sorte de fantasme collectif, bien expressif, croyons-nous, des tensions de l'opinion dans ces semestres de fortes inquiétudes politiques et diplomatiques¹⁵⁸. En fait, si plusieurs dizaines d'enquêtes sont nécessaires, seuls Six cas transmis au parquet, l'un concernant deux représentants en quincaillerie à Bordeaux et un notaire à Langoiran. L'on est loin d'une armée secrète ! En parallèle, des inquiétudes fleurissent en 1932-1939 quant aux retombées des soubresauts politiques et constitutionnels en Espagne puis de la guerre civile espagnole parmi les 28 000 Espagnols vivant en Gironde. L'on craint que des monarchistes ultras puis des franquistes nouent des réseaux de collecte d'armes, mais la police conclut négativement et se contente de constater les divisions classiques entre anarchistes, communistes, républicains et monarchistes.

Tout à coup, un nouveau fantasme parcourt les autorités en 1937-1938 : la Gironde se garnirait de dépôts d'armes à l'initiative des Cagouleurs, membres du CSAR, le Comité secret d'action révolutionnaire, qui constituerait une armée secrète pour enrayer une éventuelle offensive révolutionnaire communiste. L'on en repèrerait quelques-uns en Gironde, en fait essentiellement à Libourne, dans une société de tir et de préparation militaire « Nous sommes prêts ». Jean Preuilh, alors commissaire de police et chef de la Sûreté à Bordeaux, ordonne des enquêtes¹⁵⁹ chez les anciens Croix de feu, devenus PSF, soupçonnés d'être des xxx dormantes. Mais elles révèlent surtout une ambiance de délation dans des quartiers de Bordeaux ou des bourgades girondines, ainsi que des fantasmes chez certains mouvements d'extrême gauche, comme chez la CGT-SR, dont une réunion le 8 janvier 1938 porte sur la menace de « putsch fasciste » et le danger constitué par l'organisation de « centurions » cagouleuses devant surveiller des aires d'action en Gironde. À l'inverse, une sorte d'ambiance de tension anticommuniste est entretenue par *La Liberté du Sud-Ouest*, qui fait des reportages positifs sur l'Italie fasciste tout en dénonçant un péril communiste, voire l'établissement de caches d'armes en Aquitaine, avec des stocks déchargés par des bateaux soviétiques au large des côtes...

Quoi qu'il en soit, l'affaire de la Cagoule fait long feu en Gironde ! Henriot peut jubiler lors d'une réunion de 1 700 participants le 17 janvier 1938 à la salle Franklin, où il distingue bien les objectifs de son UPR et le complot présumé de la Cagoule. Néanmoins, à parcourir tous les rapports de police et de gendarmerie, l'on est surpris du nombre de gens, qui, dans leur bourgade, leur village, voire de temps à autre à Bordeaux, sont repérés comme affichant leurs positions « fascistes ». Ce sont parfois des officiers ou sous-officiers de réserve, donc pénétrés de la geste militaire. Ils restent tout à fait républicains loyalistes, rejettent donc toute velléité d'armement ou de complot, mais ne nient nullement qu'ils ont été Croix de feu ou autre, ou qu'ils sont membre du PSF. L'on constate ainsi que, dans la discrétion et l'inaction, une sorte de « vivier » de partisans de l'extrême droite s'est constitué en Gironde, comme ailleurs certainement, à quelques semestres de l'établissement du régime de Vichy, qui n'a pu que combler leur attente, pour un temps sans espoir dans cette seconde moitié des années 1930. Comme l'on dit ici et là à cette époque, l'on « se tient prêt », mais c'est plus un slogan de meeting qu'une réelle présomption d'action future. En tout cas, il est clair que l'on se fourvoierait à imaginer que Bordeaux et les campagnes proches ont été un fief du CSAR, contrairement à Paris ou à Clermont-Ferrand, voire Toulouse.

8. Chaban-Delmas confronté à des droites extrêmes ?

¹⁵⁸ Rapports de police, 5 février et 14 mars 1938, Archives départementales de la Gironde, 1M444.

¹⁵⁹ Rapports de police, 5 février et 14 mars 1938, Archives départementales de la Gironde, 1M444.

L'on a peine à imaginer que des droites extrêmes aient pu résister aux tempêtes de l'après-guerre : honte jetée sur les Collaborateurs, déconfiture civique des vichystes, opprobre des droites dures, disparition apparente des « valeurs » de droite extrême, quand « l'esprit de la Résistance » ou tout au moins « l'esprit de la Libération » a balayé les remugles de schémas de pensée antiparlementaires. La République démocratique a récupéré sa légitimité après les grandes frayeurs des années 1930 et du régime de Vichy.

A. La crise de la vie municipale de 1953

Or, dès 1953, une sorte de « procès en réhabilitation » est entrepris par les « revenants » de la droite extrême ou dure : ils tirent parti du retour des droites classiques, parfois par le « blanchiment » des comportements vichystes compromettants, à partir du tournant des années 1950, quand le tripartisme s'effondre, quand le PCF est écarté des majorités, quand le parti gaulliste vient saper les bases du consensus de centre-gauche. Cela impose de puiser dans les réserves de droite pour élargir des majorités incertaines, de recomposer une droite classique – celle d'Antoine Pinay et de son Centre national des indépendants et paysans, notamment. Louvoyant entre ces tendances insérées dans le mouvement de reconstruction de la droite – au pouvoir d'ailleurs en 1951-1956 –, ces « revanchards » souhaitent recouvrer leurs droits civiques (avec la loi d'amnistie de 1951, par exemple), des places dans le jeu des forces politiques locales, discrètement mais insensiblement. Comme au niveau national, des « plumes » rappellent les vertus supposées du vichysme « bouclier » et de ses acteurs. C'est ainsi que des textes paraissent sur Marquet, que, peut-on supposer, la sociabilité des réactionnaires – bourgeois ou petit peuple – se nourrit de rancœurs et de frustrations. Quoi qu'il en soit, quand des « marquettistes » montent une liste en vue des élections municipales de 1953 afin d'affronter les gauches et de bousculer la fédération des gaullistes, des droites et centre-droits « républicains » et du centre-gauche, tout à coup, l'on voit se reconstituer un noyau de droite dure, autour notamment de Jean Estèbe, un revenant du vichysme.

C'est surtout la ferveur des meetings et réunions autour de cette liste marquettiste qui surprend *a posteriori* : tout comme, jadis, l'on exaltait avec nostalgie la grandeur de l'Ancien Régime et de la monarchie, puis celle de l'empire napoléonien, des représentants de toutes les classes sociales viennent réveiller la flamme du « bon Marquet », celui qui a pratiqué l'interclassisme dans les années 1930 et un paternalisme de bon aloi en 1940-1944. Or l'on sait que cette liste a conquis presque un tiers des sièges, et que la droite dure a failli revenir au pouvoir ou devenir une partie prenante incontournable de la majorité municipale chabaniste. Mais l'on sait aussi que Chaban-Delmas ne s'est jamais fourvoyé dans les ornières d'une coalition droitière médiocre, ce qui l'a incité à des négociations habiles avec ses opposants socialistes pour dénicher au coup par coup les majorités nécessaires.

L'ultime meeting tenu par Marquet lors de pré-campagne pour les élections législatives de 1956 confirme néanmoins la résurrection de cet interclassisme populiste et « anti-système » autour de cette figure d'une revanche contre l'esprit de la Libération et de la Résistance. Certes, Marquet reste un républicain et même un démocrate, puisqu'il joue le jeu de l'élection ; mais, pas plus que pendant son procès, il n'émet un quelconque regret de ses choix de 1938-1944, il ne fait de concessions au cours d'une Histoire réorientée fermement en 1944-1946. Il mène une campagne de droite dure, qui fédère les bourgeoisies meurtries par les contrôles et contributions fiscales de la Libération, les progrès sociaux et sociétaux, voire la poussée du secteur nationalisé en Gironde (aéronautique, banque, etc.), d'un côté, et des « petites gens » qui se sentent, comme ailleurs en France, meurtris du déclin de « la France des petits » traditionnelle, menacée

par l'intensification de la « modernisation » du pays, parfois aux dépens des petits producteurs et intermédiaires – sans parler des incertitudes d'un empire colonial qui compte beaucoup dans l'imaginaire et l'économie girondins.

Si sa mort a empêché ce « héros » de la droite extrême de perturber les subtils équilibres chabanistes – surtout quand le gaullisme du RPF se disloque et aurait pu « libérer » militants et électeurs au profit des courants de droite dure –, ces trimestres de 1953 et 1954 auront mis au jour la résurgence de valeurs, discours et positions qui avaient été contraintes au repli pendant une dizaine d'années. Et comme le poujadisme girondin et son Union de défense des commerçants et artisans n'ont pas atteint l'ampleur déployée par ce mouvement dans le grand Sud-Ouest des bourgades et rurbanités, l'UDCA, issue du Lot proche¹⁶⁰, n'a pas puisé avec force dans les réserves tapies dans les foyers et sur-moi des adeptes des nostalgies en tout genre – et ce serait le ministre des Transports Chaban-Delmas¹⁶¹ qui aurait incité la SNCF à ne pas réserver des trains spéciaux aux militants devant participer à un immense rassemblement parisien en janvier 1955. Cela dit, la Gironde oriente tout de même entre 10 et 15 % des votes des électeurs inscrits vers le mouvement poujadiste aux élections législatives du 2 janvier 1956 – le moyenne française étant de 9,6 % –, Chaban-Delmas, fidèle à sa ligne de consensus, œuvre discrètement pour couper l'herbe sous le pied de ce flux extrémiste : « Je me souviens seulement des efforts de l'équipe du maire pour apaiser les héritiers du mouvement Poujade dont le leader bordelais, très actif, était un certain Perrin, qui tenait une maison de la presse et se bagarrait contre *Sud Ouest*. »¹⁶²

B. En quête d'une nouvelle « droite nationale » (vers la fin des années 1950)

Enfin, l'on n'identifie guère de noyaux de la « nouvelle » d'extrême droite d'après-guerre à Bordeaux, malgré l'engagement du Cubzacois Pierre-Antoine Cousteau dans la résurgence de la « droite nationale » pendant les années 1950. Pourtant, la Gironde aurait été bien placée pour accueillir les colonialistes durs puisque nombre de maisons de négoce familiales étaient actives dans les outre-mers en déconfiture, d'abord en Indochine, puis en Afrique. Or il ne semble pas que, explicitement, des membres des familles impliquées dans ces affaires ultramarines se soient fourvoyés dans un mouvement protestataire contre ce « déclin » national (mouvement Jeune Nation, etc.)¹⁶³. Bordeaux n'est pas citée comme un pôle d'animation des « activistes »¹⁶⁴, où se regroupent néo-vichystes, néocolonialistes, poujadistes, antiparlementaires, et même césaristes vers 1958-1961.

Ces blocs informels ont pu nourrir les courants de droite dure et de droite extrême qui se sont cristallisés face au retour de Charles de Gaulle au pouvoir en juin 1958 et aux mutations constitutionnelles, politiques et coloniales. Une droite « nationale » a pu alors joindre ses ressentiments à ceux de la droite extrême poujadiste¹⁶⁵. Certes, les poujadistes se divisent en Gironde, puisque nombre d'entre eux appellent à soutenir De Gaulle en 1958. Mais une minorité rejoint le camp informel des antigauillistes véhéments, voire

¹⁶⁰ Stanley Hoffmann, *Le mouvement Poujade*, Paris, Armand Colin, 1956. Romain Souillac, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007,

¹⁶¹ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987, p. 301. Joseph Algazy, *L'extrême droite en France de 1965 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 1989. Joseph Algazy, *La tentation néo-fasciste en France, 1944-1965*, Paris, Fayard, 1984.

¹⁶² Témoignage d'un proche du maire, 9 janvier 2012.

¹⁶³ Cf. Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, op.cit., pp. 295-298.

¹⁶⁴ Pierre Milza, *Fascisme français. Passé et présent*, op.cit., pp. 313-324.

¹⁶⁵ Cf. Romain Souillac, « Poujadistes et nationaux girondins face au retour au pouvoir du général de Gaulle (mai 1958-mars 1959) », in Bernard Lachaise (dir.), *Politique en Aquitaine, des Girondins à nos jours*, numéro spéciale de la revue *Parlement[s]*, L'Harmattan, octobre 2005, pp. 65-72.

ensuite des gaullistes « activistes », ceux qui s'accrochent désespérément à l'Algérie française et qui dénoncent l'insertion du fer de lance gaulliste en Gironde, Chaban-Delmas, dans « le système politique » sous la IV^e République puis, plus tard, par son élection à la présidence de l'Assemblée nationale.

Cela explique une candidature antichabaniste en novembre 1958 : le général d'armée Lionel-Max Chassin vient porter la contestation au maire de Bordeaux dans la deuxième circonscription au nom de ce courant de droite extrême ; or il a appartenu à ce clan d'officiers qui ont tissé un réseau hostile à la République en 1957, réunissant les partisans d'une lutte jusqu'au-boutiste en Algérie ; cet « ultra » est devenu entre-temps l'un des membres clés du MP13, groupuscule clandestin, dont il préside la section Algérie-Sahara : ce n'est donc pas du « menu fretin » que l'on présente contre Chaban-Delmas ! Sa campagne antiparlementaire et antigauilliste est virulente et suscite une réaction ferme de son adversaire.

Un membre de l'UDCA poujadiste, Claude Pourchasse, se présente quant à lui dans la première circonscription, où il avait déjà obtenu 6,9 % des voix dans un canton lors des élections départementales d'avril 1958 ; enfin, dans la troisième circonscription, c'est un capitaine de parachutistes ayant participé aux Forces françaises libres, aux campagnes de France et d'Allemagne, à la Guerre d'Indochine et à l'expédition de Suez, Jacques Engels, qui porte l'enseigne de cette droite dure. Cela débouche¹⁶⁶ sur la présence de nombreux poujadistes et adhérents à ces courants antigauillistes informels sur une liste qui veut bousculer Chaban-Delmas aux élections municipales de mars 1959 : cette liste est conduite par un avocat, Guy Auschitzky, et mêle des représentants de la droite classique, de la droite dure et de ces mouvances de droite extrême.

De façon piquante, l'on retrouve dans ces élections un score appelé à un avenir récurrent : en effet, en moyenne, aux élections législatives de 1958, cette droite extrême (Rénovation de la République) séduit 8,3 % des inscrits (46 341 votants), soit tout de même la moitié du total qu'attirent les gaullistes (17,6 % des inscrits, 98 502 votants), qui, au second tour, raflent huit sièges sur dix. Chassin a pu, malgré tout, compter sur 14,9 % des inscrits dans la circonscription du centre de Bordeaux, tandis qu'Engels fait mieux, avec 18,6 %. Droite dure, droite extrêmes constituent, une fois de plus ou en signe avant-coureur, une alliance circonstancielle, éphémère mais révélatrice de ces « forces obscures » tapies dans l'ombre des quartiers bourgeois. Mais, quelques mois plus tard, cette alliance s'est dissoute : les passions de la transition de régime se sont apaisées, la raison l'emporte, le consensus chabaniste reprend le dessus¹⁶⁷ : confirmation en est donnée aux élections municipales de mai 1959, la liste Chaban-Delmas triomphe (44 199 voix et 30 % des inscrits), tandis que celle d'Auschitzky n'obtient que 2 861 voix (1,9 %), soit une déconfiture complète...

C. Des ultras de l'OAS à Bordeaux ?

Un peu plus tard, il ne semble pas non plus que les courants de droite extrême liés à l'Algérie française, aient dépassé des cercles restreints, malgré l'installation en Gironde de noyaux de pieds-noirs. Peut-être que la cristallisation des déceptions et rancœurs aura été exorcisée par le « rassemblement » des énergies tournées vers le « changement » et en tout cas le changement de régime que symbolise, en une deuxième grande étape de sa carrière girondine, un Chaban-Delmas consacré grand maître du parti gaulliste UNR en étape de sa consécration comme « duc d'Aquitaine ». Incarnant la relève politique – en opposition à la relève potentielle qu'incarne le Parti communiste –, il aurait pu ainsi rejeter la propension

¹⁶⁶ Romain Souillac, *op.cit.*, pp. 68-69.

¹⁶⁷ *Ibidem*, pp. 70-71.

aux droites dures et extrêmes dans les bas-côtés de la scène politique. En tout cas, le livre d'Olivier Dard¹⁶⁸ n'évoque pas Bordeaux, mais peut-être des archives contiennent-elles des données sur les sympathisants discrets ou explicites envers ce mouvement des nostalgiques d'une Algérie française en décomposition ?

Seules quelques bribes émergent de témoignages fragmentaires et « orientés »... En effet, des témoins alors étudiants évoquent une sorte de climat de peur qui pouvait régner sur les différents sites universitaires en 1961-1962 à cause des comportements parfois violents des « activistes » à la petite semaine fort proches des idées de l'OAS et en tout cas indéniablement insérés dans des postures d'extrême droite. À une époque où le monde étudiant des filières universitaires classiques était alimenté par des classes sociales bourgeoises, certains éléments issus de la « bonne bourgeoisie » girondine se sont avérés des activistes particulièrement obsédés par la défense des valeurs de « la plus grande France », comme on disait au sein de la France impériale¹⁶⁹ et, en tout cas, par une hargne envers les partisans d'une Algérie non française, voire d'une coopération franco-africaine dénuée d'impérialisme.

Ces activistes auraient déposé quelques explosifs au plastic – heureusement sans réelle portée, même si quelques dégâts ont été commis – au domicile d'enseignants réputés « progressistes », qu'ils aient enseigné à l'université ou dans la khâgne du lycée Montaigne, la classe préparatoire à l'École normale supérieure, où des enseignants et des étudiants (peut-être de couches sociales moins élevées) dénonçaient les partisans de l'Algérie française et les valeurs de l'anti-impérialisme; mais, surtout, ils auraient pris à partie des étudiants jugés semblablement trop ouverts aux vents de la décolonisation. Les témoins évoquent des « gens de bonne famille », certains membres du club de hockey du club Primrose, car ils utilisaient leur crosse pour tabasser leurs adversaires, en plein cœur de Bordeaux, puisque la fac de droit et de science économique se trouvait alors place Pey-Berland et les sciences humaines à la place de l'actuel Musée d'Aquitaine, à l'angle du cours Victor-Hugo. D'autres témoins rappellent le rôle joué par des noyaux du mouvement fascisant Occident¹⁷⁰, avec quelques « apparatchiks de la lutte idéologique »¹⁷¹. Des jeunes, en tout cas, se sont comportés en véritables « nervis », comme on dit, et ont imposé une « ambiance de plomb » – *dixit* un témoin – certains jours au sein du monde des étudiants et des enseignants. Des barrages de contrôle des CRS auraient même été nécessaires certaines nuits pour calmer le jeu, entre la place Gambetta et la place Pey-Berland, tandis que des groupes d'étudiants progressistes ont constitué des pelotons de veille afin de protéger les appartements des universitaires progressistes !

Les deux « leaders » présumés de cette mouvance informelle, non structurée, mais active, auraient été le fils du propriétaire d'un grand domaine vinicole médocain, Château Giscours, Pierre Tari, dont le père avait racheté cette propriété en 1952/1954 à son rapatriement d'Algérie, où il avait été propriétaire foncier et négociant en vins, et le fils d'un agent de change réputé sur la place¹⁷², Lostie de Kerhor. Bien sûr, ces deux trublions se sont vite assagis, le premier peut-être après un bref séjour en prison, et se sont ensuite

¹⁶⁸ Olivier Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.

¹⁶⁹ Cf. Jeannine Verdès-Leroux (dir.), *L'Algérie et la France*, Paris, Robert Laffont-Bouquins, 2009. Hubert Bonin, Jean-François Klein & Catherine Hodeir (dir.), *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008

¹⁷⁰ Cf. Frédéric Charprier, *Génération Occident. De l'extrême droite à la droite*, Paris, Seuil, 2005.

¹⁷¹ *Dixit* un témoin, interrogé en mars 2012.

¹⁷² René Lostis de Kerhor avait acquis la charge d'André Chalès en 1920, et son fils Guy lui avait succédé en 1927 ; celui-ci a eu quatre fils, dont Hervé, né en 1932, a rejoint la charge d'agent de change en 1957, avant de devenir agent de change en 1973 ; et Bruno, né en 1943.

intégrés sereinement dans la vie bourgeoise locale, en oubliant ces écarts de jeunesse¹⁷³. L'on peut comprendre ces derniers, sans les excuser, si l'on tient compte d'un alliage pervers entre des circonstances dramatiques et des positions socio-culturelles peut-être prédéterminantes – encore que l'énorme majorité des jeunes gens équivalents soient alors restés fidèles aux valeurs démocratiques. Il faut en effet raison garder : « Il y a eu quelques fritages ou bagarres à la Cité universitaire, mais sans ampleur et sans organisation. De même, devant le lycée Montesquieu, il y avait des groupes Algérie française rassemblés devant les entrées du lycée pour discuter, s'affronter verbalement et s'automobiliser. »¹⁷⁴

D. Droites extrêmes et antigauillisme : les élections locales de 1965

Nourries d'antigauillisme, de nostalgie de la grandeur ultramarine, de l'héritage monarchiste ou césariste, et des traditions catholiques ultramontaines et intégristes, les droites extrêmes entretiennent leurs cendres dans le foyer d'une contestation sourde des majorités et hommes politiques de ce début des années 1960. Un noyau, solide quoique modeste, d'extrême droite subsiste bel et bien, comme l'ont indiqué les résultats de l'élection législative de 1962 dans la deuxième circonscription de Bordeaux, la seule à enregistrer une candidature de cette mouvance dans la ville. Face à Chaban-Delmas (14 514 voix), elle obtient (avec André Dubruel) 3 169 voix, la moitié des centristes du MRP (6 197) et derrière le Parti communiste (3 950), ce qui représente 11,3 % de l'ensemble des voix exprimées...

Cependant, la résurgence des droites dures et extrêmes se fait jour lors des élections municipales de mars 1965. Une liste de droite extrême – quoiqu'elle rejette le terme d'« extrémiste » dont l'affublent des chabanistes – se constitue pour dénoncer gauillisme et chabanisme, celle d'André Piganoux (« constructeur »), avec peu de gens connus – Henri Molenaar, d'une dynastie d'imprimeurs de la rue Fondaudège ; André Dubruel, avoué agréé auprès du Tribunal de commerce –, mais plusieurs rapatriés, quelques employés de la SNCF, deux ou trois autres imprimeurs, des employés, etc., bref, une liste petite-bourgeoise et populaire, appelée « liste de rénovation municipale ». Or elle rassemble honorablement 2 404 voix : cela confirme que quelques milliers de « fidèles » entretiennent la flamme dans cette cité réputée modérée. À l'échelle des villes de plus de 30 000 habitants, les chiffres fournis par le ministre de l'Intérieur Roger Frey indiquent que l'extrême droite isolée sur des listes bien identifiées a recueilli 132 598 voix : Bordeaux ne pèserait que 1,8 %..

Pourtant, le résultat bordelais est faussé par un événement étonnant, la réunion sur une autre liste de toutes les oppositions au gauillisme et au chabanisme, y compris toutes les sensibilités de droite dure et extrême. En effet, un nouveau « pacte de Bordeaux » a pris corps à l'occasion : un « cartel des Non » réunit des candidats de la gauche (SFIO et Parti radical), des éléments antichabanistes de la droite classique, et des partisans des droites extrêmes, au sein d'une liste conduite par un patron de l'industrie locale, Charles Carde... L'antigauillisme et l'antichabanisme fédèrent les socialistes, les centristes et une partie des droites, contre une liste qui, elle-même, rassemble désormais à la fois les gauillistes et chabanistes « historiques » et quatre notables de la droite, qui s'est ralliée depuis le tournant des années 1960, dans le sillage de Paul Estèbe et de quelques anciens marquettistes de la liste de 1953, notamment – alors que Mme Veuve Marquet a appelé à « voter en mars pour un maire bordelais, contre la liste UNR Chaban-Estèbe »¹⁷⁵. Par ailleurs, quelques notables de cette liste, dorénavant bien inscrits dans la droite classique,

¹⁷³ Pierre Tari a développé et géré avec dynamisme son grand domaine viticole et est le co-responsable de plusieurs associations vinicoles importantes, tout en étant devenu par surcroît maire de sa commune.

¹⁷⁴ *Dixit* un témoin, interrogé en mars 2012.

¹⁷⁵ *Sud Ouest*, 12 mars 1965, p. 7.

ont bénéficié d'un repositionnement sensible à partir de la droite dure d'avant-guerre (Robert Dufourg, avocat honoraire, ou Marc Fonade, avocat à la cour).

Le paradoxe est que la gauche et le centre acceptent d'être conduits par l'homme de droite dure qu'est Charles Carde ! Ce « négociant en bois » est un grand bourgeois girondin, quelque peu mal considéré par « l'aristocratie des Chartrons », mais lui aussi représentatif de l'une des dynasties historiques, dans la lignée d'une famille spécialisée dans la construction en bois. On peut le considérer comme un flambeau de la droite dure ; mais il attire sur sa liste des représentants de la droite extrême ou des durs de la droite dure, des « modérés non modérés » comme on en trouve au CNIP pinaysien, Jean Barbet, un libraire, le futur animateur de la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour, G.-H. Bousquet, un ancien professeur de la faculté de droit d'Alger, devenu un professeur de sciences économiques réputé à la faculté de droit de Bordeaux et lui aussi animateur des réunions de soutien à Tixier-Vignancour, et, enfin, Michel Denoix-de-Saint-Marc¹⁷⁶, « attaché commercial » et rejeton quelque peu excentré d'une bonne famille de bons bourgeois bordelais. Deux ans plus tard, aux élections législatives, d'ailleurs, dans la première circonscription bordelaise, Carde se porte candidat avec Denoix de Saint-Marc comme suppléant !

Cette liste Carde s'appuie sur le soutien explicite de Tixier-Vignancour, qui, sentant la pression des organisations de rapatriés les plus représentatives, comme le RANFRAN, appelle à voter contre Chaban, mais aussi à « ne tenir aucun compte de la trop basse manoeuvre de division réalisée par la liste Piganoux ». Il s'agit bien d'un cartel fourre-tout, quelque peu « immoral », et le communiste Jean-Marc Rieu a beau jeu de déclarer : « Nous combattons aussi la collusion SFIO-réaction. »¹⁷⁷

	Chaban-Delmas	Carde	Piganoux
1 ^{er} canton	8 977	4 925	529
2 ^e canton	13 228	805	544
3 ^e canton	5 557	2 962	225
4 ^e canton	9 968	5 323	395
5 ^e canton	5 548	3 065	234
6 ^e canton	6 812	3 761	291
7 ^e canton	3 963	2 629	286
Total	53 973	31 220	2404

Certes, le 14 mars 1965, la liste Chaban-Delmas¹⁷⁸ passe dès le premier tour des élections municipales, avec 53 973 voix – avec pour la première fois le quartier de Caudéran, désormais rattaché à Bordeaux. Mais la liste Front démocratique girondin de Charles Carde capte 31 220 voix, tandis la liste du communiste Rieu vient derrière, avec 17 338 voix. Ce sont moins ces résultats qui importent dans notre analyse que le fait que les trois blocs de droite dure et extrême se sont trouvés réunis et bénéficient de cette légitimité auprès des « bien-pensants ». Un ultime paradoxe de cet événement est le fait que, finalement, les quatre « marquettistes » élus sur la liste Chaban-Delmas décident de ne pas voter en faveur de son investiture à la mairie ! Dufourg, Estèbe, Henri Castets et Jean

¹⁷⁶ Ce Saint-Marc n'a aucun rapport direct bien entendu avec Renaud Denoix de Saint-Marc, le grand juriste et constitutionnaliste des années 1980-2000, qui a fini sa carrière au Conseil d'État ; ni d'ailleurs avec le brillant officier Hélié Denoix de Saint-Marc, compromis lors du putsch de 1961 en Algérie et condamné à de la prison pour cela.

¹⁷⁷ *Sud Ouest*, 8 mars 1965.

¹⁷⁸ Ces élections municipales et la structure des droites et droites extrêmes n'ont pu être abordées par Sylvie Guillaume dans le bref chapitre, « Chaban dans la vie politique bordelaise », in Bernard Lachaise (dir.), *Chaban et Bordeaux*, Bordeaux, Confluences, 2010, pp. 29-40. Et les témoins interrogés dans cet ouvrage ne traitent pas de ces oppositions ou mouvements de droite.

Rochet s'affichent en « opposants libéraux » [donc de droite dure, pour l'époque] et s'abstiennent, ce qui fait que Chaban-Delmas n'obtient que 32 voix sur 37 – lui-même ayant dû s'abstenir de voter pour lui-même, comme c'est la tradition. L'on peut in fine identifier des noyaux de droite dure et extrême sur la liste Piganau (à 100 %), sur la liste Carde (un cinquième des candidats environ) et sur la liste Chaban-Delmas (quatre) : cette fragmentation révèle tout à la fois l'incertitude qui caractérise ce courant à un moment fort de l'évolution du régime, à la fois affaibli par la dissidence d'une majorité de la droite classique autour de Pinay et par la gronde des rapatriés, et consolidé par sa majorité parlementaire de l'automne 1962 et l'évolution institutionnelle.

E. Une percée de Tixier-Vignancour en 1965 ?

L'on peut prétendre que, en décembre 1965, la droite dure, la droite extrême et l'extrême droite convergent à Bordeaux de façon exceptionnelle sous la V^e République, ce qui procure une certaine légitimité à la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Or celui-ci tente de séduire des partisans de la droite classique, celle d'Antoine Pinay, qui a quitté son ministère des Finances en janvier 1960 et dont Tixier-Vignancour aime à rappeler qu'ils ont siégé tous les deux sur le même banc de la Chambre des députés pendant quelques mois¹⁷⁹ en 1936-1937.

La Gironde ne paraît pas *a priori* devoir se situer au cœur du butin électoral de Jean-Louis Tixier-Vignancour¹⁸⁰, alors dans la force de l'âge, dont l'assise électorale nationale (1,254 million de voix et 5,2 % des suffrages exprimés) s'étend des rives méditerranéennes à la vallée garonnaise, grâce surtout aux voix des rapatriés de l'empire¹⁸¹. Pourtant, la vigueur de l'électorat mobilisé à Bordeaux¹⁸² par Tixier-Vignancour surprend ! Cet avocat de 58 ans, impliqué dans la défense des membres de l'OAS poursuivis par la justice et dénonciateur des « abandons » gaullistes outre-mer, obtient en effet un score solide au premier tour de l'élection présidentielle¹⁸³, avec 8,8 % des voix à Bordeaux – qui a absorbé la commune limitrophe de Caudéran, un quartier bourgeois, en février 1965 – et 8,5 % en Gironde, au premier tour le décembre 1965. Jusqu'alors fragmentée, l'extrême droite cristallise sa relative vitalité en cette occasion¹⁸⁴. Elle obtient ainsi trois points de plus que dans le reste du pays, mais la Gironde est devancée dans le Sud-Ouest par le Lot-et-Garonne (10,18 %) et les Basses-Pyrénées (9,03 %).

Pendant la campagne présidentielle, Tixier-Vignancour peut compter sur les jeunes « nationalistes », dans le monde étudiant (donc plutôt « bourgeois » à cette époque) en particulier ; Bordeaux a accueilli de petits noyaux de la Fédération des étudiants nationalistes, mobilisés contre l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), fort à gauche quant à elle. Ce groupuscule publie pendant deux-trois ans un petit bulletin, *L'Alcazar*, en 1962-1965. Se mobilisent également certaines strates de rapatriés d'Afrique du Nord, plutôt remontés à cette époque par la déception d'une réinsertion parfois aléatoire et par un antigauillisme solide (contre la « politique de l'abandon ») ; or l'on estime à 14 000 familles leur nombre dans l'agglomération. Le mouvement de rapatriés RANFRAN (présidé en Aquitaine par un avoué, André Dubruel) s'associe ainsi à la

¹⁷⁹ Entretien télévisé de Tixier-Vignancour avec le journaliste Claude Darget, 22 novembre 1965.

¹⁸⁰ Nous avons utilisé notamment le gros carton d'archives conservé à la bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux ; il nous a été signalé et communiqué par sa responsable, Karine Jenart.

¹⁸¹ Cf. Fernand Goguel, « L'élection présidentielle de décembre 1965 », *Revue française de science politique*, XVI, n°2, 1966, pp. 221-254.

¹⁸² Cf. Anita Garibaldi, *L'élection présidentielle des 5 et 14 décembre 1965 en Gironde*, mémoire de recherche, Institut d'études politiques de Bordeaux, 1966 (conservé à la bibliothèque de droit).

¹⁸³ Cf. *Sud Ouest*, 6 et 7 décembre 1965.

¹⁸⁴ Gilles Loffrédo, *La campagne électorale présidentielle de décembre 1965 à Bordeaux*, mémoire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (sous la direction d'Albert Mabileau), 1967.

mobilisation pour la réunion publique de Tixier-Vignancour du début de 1965 et diffuse 2 500 dépliants. De façon habile, ce RANFRAN aquitain organise son troisième congrès le 14 novembre 1965, salle de l'Athénée, ce qui permet à Dubruel d'attiser la grogne des adhérents à quelques jours de l'élection – mais il faut indiquer que d'autres groupes de rapatriés soutiennent Jean Lecanuet – qui prône, à Bordeaux, le 3 novembre 1965, l'amnistie pour Georges Bidault et Jacques Soustelle –, François Mitterrand ou Charles de Gaulle. Néanmoins, la Fédération nationale des Français d'Algérie et d'Afrique du Nord appelle à voter Tixier-Vignancour le 21 novembre. Enfin, la ville compte des groupuscules de la « droite nationale », autour de mouvements comme Restauration nationale ou l'Action française, avec des adhérents plutôt âgés, certainement présents aussi dans l'Association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain (conduite par le commandant Philippe), qui diffuse quant à elle 2 000 dépliants¹⁸⁵.

Les partisans de Tixier-Vignancour ainsi insérés dans le jeu républicain par cette présence en « sous-main » ne peuvent que se sentir le vent en poupe ! Denoix de Saint-Marc, délégué départemental, et un libraire¹⁸⁶, Jean Barbet, secrétaire général du comité départementale – dont la boutique du 29 rue Huguerie servait peu ou prou de permanence informelle, en parallèle au siège du comité départemental, au 12 rue Michel-de-Montaigne –, deviennent les organisateurs de la campagne de Tixier-Vignancour en Gironde. Barbet est l'une des deux figures de proue des tixiéristes bordelais ; il a été « nourri dans une tradition de droite, dans le sérail de l'Action française, intégriste sur le plan religieux »¹⁸⁷. Un fait bizarre est la relative popularité de Tixier-Vignancour dans ce monde du livre, par le biais de ce libraire et de plusieurs imprimeurs : c'est qu, pensons-nous, il se présente lui-même comme « issu d'une famille française qui compte, à ses origines, autant de paysans que de compagnons imprimeurs »¹⁸⁸. La ferveur de certains catholiques de la droite dure a pu être stimulée le fait que cette candidature soit « un acte de foi dans l'Occident [... dans une], Patrie [...] solidaire de l'Occident humaniste et chrétien »¹⁸⁹.

Un Comité girondin Tixier-Vignancour organise la campagne sur place en faveur du « candidat national et libéral ». Une première réunion bordelaise se tient en amont, dans le quartier populaire de La Bénauge, sur la rive droite, le 22 janvier 1965 : huit mois après le lancement de cette candidature le 20 avril 1964, il mène ardemment campagne et est alors encore le seul à s'être déclaré¹⁹⁰. Le succès récompense les organisateurs puisque les estimations oscillent entre 6 000 (la presse) et 10 300 (Renseignements généraux) participants à ce meeting, donc bien au-delà des 5 000 places assises. Un point piquant est la présence de la veuve d'Adrien Marquet au premier rang de l'assistance, comme pour mettre en valeur la continuité entre la « dérive Marquet » au tournant des années 1940 et le courant de la nouvelle droite extrême.

Un second meeting est monté, dans la banlieue de la rive droite, à Artigues-près-Bordeaux, sur un terrain rural, le 6 novembre 1965. Or la gendarmerie estime à 3 400 voitures¹⁹¹ la

¹⁸⁵ Gilles Loffrédo, *op.cit.*, p. 43.

¹⁸⁶ Paradoxalement, il semble que ce Jean Barbet, « ancien libraire », soit devenu plus tard le président de la Société des bibliophiles de Guyenne, une grosse association académique de Bordeaux, fonction qu'il occupe à la date de 2002, *dixit* internet, ce qui indiquerait sa « respectabilité » dans ce monde de l'érudition locale.

¹⁸⁷ Gilles Loffrédo, *op.cit.*, p. 177. G. Loffrédo a rencontré à deux reprises Barbet, ce qui montre l'originalité de ce mémoire de recherche, un tant soit peu « pionnier » dans le champ de ses investigations, mais sans guère de successeurs..., mis à part trois mémoires de l'IEP consacré au mouvement national lepéniste.

¹⁸⁸ Profession de foi de quatre pages, « Jean-Louis Tixier-Vignancour vous parle de la France », p. 1, conservée dans le dossier *Élection présidentielle de 1965*, bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux. Nous devons à Mme Karine Jenart de nous avoir déniché ce dossier fort utile.

¹⁸⁹ *Ibidem*, p. 2.

¹⁹⁰ « Chapitre 2. M. Tixier-Vignancour seul candidat », Gilles Loffrédo, *op.cit.*, pp. 34-64.

¹⁹¹ Gilles Loffrédo, *op.cit.*, p. 134.

fréquentation du parc de stationnement et les Renseignements généraux jaugent entre 10 et 12 000 le nombre de participants¹⁹², donc un chiffre satisfaisant dans ces conditions. « L'orateur recevait quelques amis parmi lesquels Mme Adrien Marquet à qui il donne l'accolade. »¹⁹³ Il parle pendant deux heures, de 20 à 22 heures, en bon tribun. « Le passage à Bordeaux, en janvier dernier, du candidat national et libéral avait laissé probablement un mauvais souvenir au sémillant Chaban-Delmas. Douze mille cinq cents Bordelais remplissaient la salle de la Benauges : il ne fallait pas que pareil scandale se reproduisît ! Donc, cette fois-ci, pas de salle pour le "factieux", décida le maire. Hélas pour le "général" fifi, 5 000 personnes se retrouvaient, le 6 novembre, dans une propriété privée des environs de la capitale girondine où, debout, les pieds dans l'eau et sous une pluie ininterrompue, ils acclamaient Tixier. Signalons aussi qu'au moins 5 000 fidèles n'avaient pu accéder au lieu de réunion par suite des embouteillages de la route. Belle leçon donnée à M. Chaban-Delmas ! »¹⁹⁴

Le comité monte en sus plusieurs réunions, dans le style de l'époque, avec des discours, dont ceux d'un « professeur Bousquet » et, de façon originale, la projection d'un film, le 20 novembre, le 23 novembre (Athénée), le 25 novembre (salle Saint-Augustin) et le 5 décembre (salle de l'Aiglon). Enfin, l'apogée est constitué par la mobilisation de 2 700 personnes le 26 novembre, pour des discours et la retransmission en direct de l'intervention de Tixier-Vignancour dans le cadre de la campagne télévisée : aux 1 700 participants dans la grande salle s'ajoute un millier dans une salle annexe tant le succès est au rendez-vous. La presse se fait l'écho de cette campagne : *Sud Ouest*, par souci d'équilibre, publie le 30 novembre une grande tribune libre de l'écrivain Michel de Saint-Pierre : « Ce lutteur mon ami. » Puis le quotidien donne la parole à l'un des leaders bordelais, Denoix de Saint-Marc, qui traite du thème « Jean-Louis Tixier-Vignancour et la famille »¹⁹⁵ : il en appelle à « la survie morale et sociale de notre peuple » et à « l'abandon d'une politique absurde, généreuse pour l'étranger et toute d'avarice pour nos enfants ».

Le plus surprenant, au niveau tant national que local, est l'appel à voter Mitterrand au second tour, qui ne paraît pas avoir suscité de débats ou de dissidence parmi les tixiéristes girondins. Mais comme aux élections municipales récentes, l'antigaullisme suscite des comportements partisans et politiciens qui peuvent paraître surprenant *a posteriori*. Si ces événements de 1965 n'ont pas de suite concrète sur le terrain des rapports de force politiques explicites en Gironde, faute d'un relais partisan, ils révèlent que, dans les sous-couches du magma des idées politiques droitières, des noyaux de droite extrême se sont maintenus, discrètement, qui ont fait résurgence soudain, lorsque les ralliés de mauvais cœur au gaullisme et au chabanisme – dans le sillage des marquettistes absorbés par la droite classique au tournant des années 1960 – peuvent exprimer leurs ressentiments réactionnaires. Cela devient désormais une constante de la vie politique bordelaise, avec des effluves de droite dure de temps à autre, qui indiquent que les carrières de la construction politique dissimulent ici et là des poches de réaction hyper sensible et véhémence, pour peu que des failles viennent leur permettre d'envoyer leur message en plein visage des acteurs de la scène politique.

F. Des groupes de choc pour sauver la république gaullienne (autour de Mai 68) ?

¹⁹² *Ibidem*, p. 135.

¹⁹³ *Sud Ouest*, lundi 8 novembre 1965, p. 2. Nous avons consulté la collection de *Sud Ouest* conservée à la bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux pour les mois de novembre et décembre 1965.

¹⁹⁴ Journal de campagne *T.V. Demain. La Tribune de Tixier-Vignancour*, n°10, *Vers la victoire*, novembre 1965, p. 2.

¹⁹⁵ *Sud Ouest*, 1^{er} décembre 1965, p. 8 [bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux]. .

La réaction à « Mai 68 » s'est souvent concrétisée par la percée de groupuscules d'extrême droite, décidés à « sauver la France » contre les menaces gauchistes ou bolcheviques. Les mouvements Occident et Ordre nouveau en sont les plus emblématiques, mais ils n'attirent apparemment que quelques rares individualités sur Bordeaux¹⁹⁶, sans qu'on puisse discerner leur influence sur le campus universitaire, par exemple. Un « entre deux » semble constituer une sorte de couloir de repli pour ces extrémistes, entre l'ardeur du mouvement Poujade et la mobilisation pour la campagne présidentielle de Tixier-Vignancour d'une part, et l'essor du Front national d'autre part. L'on ne sait guère, à dire vrai, ce que deviennent ces militants dans les années 1966-1972...

Doit-on admettre que ce seraient le gaullisme girondin et son expression modérée chabaniste auraient pu nourrir un foyer de droite extrême dans des circonstances bien précises, mais troubles ? Poser la question n'est pas s'attaquer à un mini-tabou, mais reprendre des allusions ou évocations trop rapides parmi les analystes journalistes ou académiques. Sur Bordeaux, aucune grosse « affaire » n'a pourtant rogné l'image de marque gaulliste, comme à Lyon, par exemple. Mais plusieurs témoins – par exemple quand nous préparions notre livre sur Robert Boulin – ont évoqué la consistance du Service d'action civique en Gironde, en lisière des CDR (Comités de défense de la République). Aux « gros bras » d'un service d'ordre somme toute classique se sont ajoutées en effet des forces discrètes, sinon occultes, qui étaient destinées à faire face à un « coup de force » de l'extrême-gauche, voire des communistes durs, après la secousse de Mai 68 – quand le mouvement monté comme service d'ordre gaulliste depuis 1968 infléchit ses missions vers la défense du régime contre l'extrémisme de gauche. Reste à déterminer le point de différenciation entre des préparatifs « républicains » et des mouvements insidieux en marge de la démocratie, avec d'un côté, des chabanistes, des membres de l'administration proches de Chaban-Delmas et des militants banals, partageant des inquiétudes quant au sort de la République ; et avec, de l'autre côté, des militants de choc, reliés par des réseaux discrets, peut-être des groupements prêts à utiliser la force, mais sans qu'on puisse mesurer leur ampleur ni leurs ramifications sociologiques.

Des témoins évoquent par exemple le rôle qu'ils jugent ambigu du commissaire de police principal Christian Campet, Résistant de la première heure, à Arcachon et en Gironde (sous le pseudonyme de Lancelot)¹⁹⁷, et haut fonctionnaire de police à Bordeaux pendant plusieurs lustres, notamment comme commissaire principal. Sans être, bien entendu, proche des droites extrêmes, car c'était un fidèle républicain démocrate, il aurait, en ces mois « chauds » de 1968 où son autorité locale est renforcée – puisqu'il est promu en 1968 chef de la Sûreté urbaine puis commissionnaire divisionnaire et directeur départemental de la Sécurité publique – toléré sinon encouragé la cristallisation de ces groupes de choc destinés à protéger la République gaullienne, l'ordre général, et surtout à « bouffer du gauchiste » lors des événements de Mai 68 et des troubles « gauchistes » survenus dans leur sillage – en une sorte de nouveau « Vidocq »... Nos témoins évoquent en particulier le rôle qu'auraient joué des employés bouchers du marché des Capucins, qui, munis de leur nerf de bœuf, auraient assuré le service d'ordre des réunions électorales de juin 1968 et de diverses manifestations de la droite républicaine.

Par ailleurs, des groupuscules semblables à ceux qui avaient surgi en 1961-1962 ou en 1965 réapparaissent, afin d'assurer le service d'ordre monté pour protéger le bastion de droite dure – un témoin parle même d'un « bunker » – qui s'est constitué autour de la faculté de Pey-Berland. C'est que le site universitaire de Pessac, où avaient déménagé récemment

¹⁹⁶ Cf. Andrea Mannone, "The transnational reaction to 1968: Neo-fascist fronts and political cultures in France and Italy", *Contemporary European History*, 2008, volume 17, n°2, pp 213-236.

¹⁹⁷ Son propre père, arrêté par la police pro-nazie, est mort en déportation.

plusieurs départements de sciences humaines¹⁹⁸, était placé sous la menace de groupuscules d'extrême gauche quelque peu violents, et le doyen Joseph Lajugie avait décidé le repli en centre-ville. L'enjeu devient l'organisation de la session printanière des examens ; tandis qu'une grande manifestation d'étudiants d'extrême gauche (ou solidaires) anime la place voisine, le conseil de l'université rejette l'idée, au nom d'un légalisme de bon aloi, assumé par le vice-doyen Jean-Marie Auby, qui succède à Lajugie, excédé par le harcèlement de la part des gauchistes. Pourtant, trois « mandarins » décident, de leur propre chef, d'organiser eux-mêmes des examens « sauvages » ou « dissidents » : Jean-Pierre Delmas Saint-Hilaire (droit privé), Jean Lamarque (fiscaliste), Jacques Treillard (droit privé comparé), réputé, selon un témoin, par ses positions idéologiques personnelles de droite extrême, en sont les leaders, rejoints ensuite par Robert Ducos-Ader (droit) ou par le jeune Jean-François Voin (fiscaliste). Ces examens furent validés par la suite par un conseil universitaire soucieux de réconciliation, avant une grande session d'examens officielle à l'automne... Au-delà de l'anecdote, car l'on n'est pas là au cœur de la Grande Histoire, ces anicroches révèlent l'exacerbation d'une petite fraction de « mandarins » de droite classique ou, pour l'un d'eux, dure, qui, sous l'effet des tensions qui règnent à l'époque, réagissent en « réactionnaires » virulents, ne respectent plus les normes institutionnelles de leur communauté académique et donc se font dissidents par rapport à cette petite république des lettres..., en un coup de force, mâtiné d'ailleurs d'une once de violence, quand l'un de ces professeurs gifle l'un des étudiants qui voulaient bloquer l'entrée dans la salle d'examens. Mais ils restent isolés : la faculté ne devient pas un « petit Assas » – du nom de cette université parisienne de droit qui a symbolisé, au tournant des années 1970, la crispation d'ultra-droite face à une université jugée à la dérive. En effet, les témoins¹⁹⁹ ne se souviennent pas de l'existence de groupuscules nombreux et solides d'étudiants d'extrême droite, mis à part quelques membres de l'UNI (Union nationale interuniversitaire).

Bref, ce sont des circonstances bien particulières qui provoquent un « raidissement » chez des professeurs de droite classique ou dure, glissant pour quelques semaines vers des pratiques de droite extrême, qui n'ont pas porté à conséquence. Cela dit, dans ce climat de psychose antigauchiste et anticommuniste – parfois justifié, ne le cachons point... –, une partie de la droite républicaine a bénéficié, à Bordeaux comme à Paris, du soutien, certainement non sollicité, d'activistes de la droite extrême, trop heureux de faire sentir leur utilité momentanée. « Ça fritait » en classes prépas, relate un témoin, entre violents de droite extrême et d'extrême-gauche. Comme en 1940 ou en 1961-1962, en des circonstances historiques exceptionnelles, l'on voit ressurgir le risque d'un rapprochement spontané, plus ou moins fugace, entre la droite classique et les droites extrêmes en réaction à des événements dramatiques.

Tout cela reste à vérifier car cela relève de témoignages informels. Mais ce serait dans cette catégorie de militants du SAC, des CDR et des nervis de choc que l'on pourrait identifier un possible risque de dérive vers la droite extrême, dans la mesure où cela rappellerait quelque peu les pratiques des « ligues » des années 1930 et l'esprit conspirateur de cette époque. Mais tout cela mériterait approfondissement et comparaisons, et le manque d'études d'investigation bloque tout processus d'analyse !

9. Des résurgences de droite extrême ?

¹⁹⁸ Cf. Marc Malherbe, *La Faculté de Droit de Bordeaux, 1870-1970*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2005.

¹⁹⁹ Nous avons recueilli en 2012 le témoignage de collègues qui étaient étudiants ou jeunes enseignants dans ces années 1960.

Les « tabous » qui obscurcissent la perception de la pérennité de strates de droite extrême à Bordeaux sont, en dehors des analyses sur le tonitruant Front national, plutôt des non-dits, des réalités qui vivent dans le tréfonds de réseaux spécifiques, discrets, mais révélés parfois par telle initiative, tel événement, telle polémique. La science politique ne paraît pas avoir scruté en profondeur cette sociologie et cette sociabilité de courants de droite extrême. Il est vrai que Bordeaux pourrait sembler manquer d'originalité sur ces registres : après tout, dans d'autres villes, de Paris à d'autres métropoles régionales, des groupes socio-culturels entretiennent cette flamme de l'ultra-réaction, sans plus ni moins de visibilité ordinaire.

A. Bordeaux et le Front national

Ainsi, la cité est comme partout un champ de déploiement du Front national lepéniste²⁰⁰. Un premier leader s'y est affirmé dans le sillage du premier courant animé par J.-M. Le Pen dans les années 1970-1980, Pierre Sirgue, un avocat, qui a « défriché » le terrain girondin pour son parti. C'est lui qui bâtit les bases de son rayonnement électoral, qui l'assoit dans les circonscriptions législatives et cantons. Il profite, comme dans d'autres régions, du système de liste proportionnel pour se faire élire député de Gironde en 1986, quand sa liste attire 7,94 % des votants : c'est le premier parlementaire d'extrême droite du département depuis le début du siècle ! Mais il perd son mandat dès 1988.

Les premières pièces de l'édifice du Front national sont mises en place au milieu de ces années 1980. Les élections cantonales du 10 mars 1985 constituent un tremplin efficace. En effet, l'expression du Front national y est claire dans les cantons bordelais qui constituent un cas d'étude privilégié dans cet ouvrage²⁰¹. Il y rassemble entre 10 et 16 % des suffrages exprimés : c'est un choc car, depuis les présidentielles de 1965, l'extrême droite n'avait guère eu de manifestations de force publiques aussi larges. C'est bien la confirmation que des « eaux dormantes » des droites extrêmes peuvent se réveiller dans des circonstances nouvelles – dans ce cas, probablement, l'usure du « système Chaban » à Bordeaux, la grogne contre plusieurs années de majorité de gauche, et les effets de la crise économique structurelle. Dans un quartier à dominante populaire et petite-bourgeoise, la progression est spectaculaire dans le sixième canton, puisque le candidat de la droite extrême, Piganoux, n'avait convaincu que 2,7 % des électeurs (220 voix), alors que le Jacques Colombier, du Front national, y conquiert 793 voix et 10 % des suffrages.

Tableau 4. Résultats du premier tour des élections cantonales dans trois cantons bordelais le 10 mars 1985

	Suffrages exprimés	Front national	Pourcentage par rapport aux suffrages exprimés	Droite	Parti socialiste	Parti communiste
2 ^e canton : Grand Parc, rue Mandron, rue David-Johnston	8 076	1 315	16 %	4 252	2 054	455
8 ^e canton : Bordeaux-Caudéran	13 183	1 802	14 %	7 726	3 170	485
6 ^e canton : Jules Guesde, Somme, Son Tay (près de la gare)	7 765	793	10 %	3 714	2 452	799

Source : Patrick Quantin, « Les élections régionales de 1986 en Aquitaine (candidatures et résultats) », communication au colloque des 5 et 6 mai 1986, *Les premières élections régionales au suffrage universel*, document multigraphié, bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux

²⁰⁰ Cf. Edwy Plenel et Alain Rollat, *L'effet Le Pen*, Paris, La Découverte-Le Monde, 1984. Alain Rollat, *Les hommes de l'extrême droite*, Paris, Calmann-Lévy, 1985. Sergio Misceoiu, *Le Front National et ses répercussions sur l'échiquier politique français 1972-2002*, Cluj-Napoca, Editura Fundatiei pentru Studii Europene, 2005.

²⁰¹ Nous avons utilisé notamment un gros carton d'archives conservé à la bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux ; il nous a été signalé et communiqué par sa responsable, Karine Jenart.

À l'échelle de la Gironde, le Front national a démarré véritablement aux élections européennes de 1984, quand il réunit 37 820 des 394 160 suffrages exprimés (%) ; mais les cantonales de 1985 et les régionales de 1986 le voient encore progresser (avec 44 599 des 570 449 suffrages) tout comme les législatives de 1986 (50 820 des 575 692 suffrages). « L'électorat du Front national s'épanouit en Gironde dans les beaux quartiers »²⁰², au-dessus de 10 %, et seules les communes relativement bourgeoises du Bassin d'Arcachon rivalisent avec ces cantons

Bordeaux 1	7,9 %
Bordeaux 2	10,6
Bordeaux 3	10,8
Bordeaux 4	8,7
Bordeaux 5	9,8
Bordeaux 6	8,1
Bordeaux 7	9,2
Bordeaux 8	8,9
[Arcachon	11,6 %]
[La Teste	9 %]

Source : Patrick Quantin, « Les élections régionales de 1986 en Aquitaine (candidatures et résultats) », communication au colloque des 5 et 6 mai 1986, *Les premières élections régionales au suffrage universel*, document multigraphié, bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux

Jacques Colombier et Marcel Vauthier sont élus, dès lors que leur parti a obtenu 7,13 % des voix, même s'il vient encore en quatrième position derrière le Parti communiste (7,99 %). Avec les voix de la petite liste dissidente du Front (conduite par Michelet, 0,70 %), l'extrême droite frôle les 8 % (7,83 %), mais à l'échelle de la Gironde. De façon là encore « classique » dans le cadre de notre étude, le comportement de la droite au lendemain de cette élection régionale est plus qu'ambigu : elle insère les quatre élus aquitains du Front national dans la majorité relative (38 + 4) qu'elle parvient à nouer pour empêcher la gauche (33 socialistes et 8 communistes) de diriger la Région... Chaban-Delmas, si « modéré » et consensuel devient président grâce à ce soutien, en une collusion manifeste entre droite et droite extrême au sein d'une majorité de circonstance ; et J. Colombier devient secrétaire du Bureau de l'exécutif régional le 16 mars 1986. Si Chaban-Delmas démissionne de cette présidence en juillet 1988 pour cause de cumul de mandats, son successeur Jean Tavernier s'appuie sur cette même alliance. Par ailleurs, l'ambiguïté est accentuée par le double jeu du CNIP (la droite de la droite) en amont même des élections : « Le jeu est complexe entre l'opposition unie, le CNIP et le Front national. Les Indépendants ont pu jouer en Gironde le rôle de parti charnière de la droite au sens large puisqu'ils figurent sur la liste Chaban ainsi que celle du Front national. »²⁰³ Bref, la droite fédérée par Chaban-Delmas avec notamment la droite gaulliste ne rechignent pas alors à la collusion avec l'extrême droite, au nom de manœuvres sombrement politiciennes.

P. Sirgue et son épouse sont tous deux candidats en Gironde aux élections régionales de mars 1992, mais le Front national manque le coche et n'a plus d'élus. En mal de mandat, P. Sirgue retente sa chance le 21 mars 1993, dans la deuxième circonscription tenue par Chaban-Delmas (avec les cantons 3, 4, 5 et 7, et environ 101 000 habitants en 1999, soit la moitié de la population de la ville), et, à la surprise générale, il accède au second tour, où il glane un bloc de 6 084 voix, soit 24,9 % des votants. Malgré la poussée de l'abstention (de 37,64 à 43,55 %) entre les deux tours, c'est un score élevé dans des quartiers où la

²⁰² Patrick Quantin, « Les élections régionales de 1986 en Aquitaine (candidatures et résultats) », communication au colloque des 5 et 6 mai 1986, *Les premières élections régionales au suffrage universel*, document multigraphié, bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux.

²⁰³ *Ibidem*.

« menace » des gauchistes, communistes ou immigrés est évidemment modeste ! Cela exprime bien, à notre sens, la convergence circonstancielle, au nom d'un certain antichabanisme, entre le noyau classique de l'extrême droite et une fraction de la droite dure, héritière du monarchisme, du marquettiste ou du tixiérisme. Cette dernière reste « tapie », discrète, dans les idées, les valeurs, les discussions de salon, et ne s'extériorise pas politiquement, sans en de telles occasions, en une sorte de poussée d'irritation contre la droite classique, jugée trop accommodante, molle ou consensuelle – on parle du « consensus à la Chaban » – face aux mutations sociétales. Mais, en 1997, l'on revient à un choc banal droite/gauche dans cette circonscription. « L'autre candidature de poids contre Juppé est celle de l'avocat Pierre Sirgue, un FN habitué de cette circonscription où le conservatisme, même au beau temps de Chaban, a toujours été vivace. Focalisant les petits-bourgeois apeurés, qui ne voteront pas Juppé, et gardent le souvenir du second tout de 1993 où leur candidat était resté seul face à Chaban. »²⁰⁴

Lors de la deuxième étape du développement du Front, à partir des années 1990, quand il est peu ou prou intégré dans le jeu des forces déterminantes de la vie électorale et républicain, sa vigueur bordelaise s'explique par la durée et le dynamisme de son leader, Jacques Colombier²⁰⁵. Celui (né en 1952) adhère au Front national – parti créé en octobre 1972 – en septembre 1975 et parvient jusqu'au Bureau politique, tout en exerçant des mandats de membre du Comité central et de secrétaire départemental du FN en Gironde. Devenu le leader médiatique et politique, il participe à de nombreuses élections : il tire parti du système proportionnel pour se faire élire à plusieurs reprises conseiller régional aquitain : en 1986 où le Front national obtient à l'échelle de l'Aquitaine 7 %, en 1992 (10,7 %), en 1998 (10,7 %), puis en 2004 – cette fois, en tant que tête de liste – où son parti obtient 11,67 %, mais 12,31 % en Gironde au second tour. Tête de liste une fois encore en 2010, il perd son siège car le Front national n'atteint que 8,69 %.

Le Front affiche à Bordeaux un corpus²⁰⁶ classique de croyances, de craintes, d'aspirations ou de protestations, autour des thèmes de la sécurité, du chômage, de la famille, des retraites, de la fiscalité, de l'immigration, etc. Comme partout, il attire comme candidats des membres des classes moyennes ou petites bourgeoises, par exemple, en 2002 : employée administrative, cadre retraité, militaire retraité, ou la secrétaire administrative du Front en Gironde, Valérie Colombier, l'épouse de son président²⁰⁷. Il séduit aussi « des bons et grands bourgeoisies, qui mêlent la défense de leurs intérêts de classe et le souci d'édifier un rempart contre les dérives suspectes d'une droite de compromission ou qui entretiennent le mythe d'une France blanche et chrétienne »²⁰⁸.

Pourtant, il faut admettre que, en tant que force politique électorale, il perce peu au niveau de Bordeaux même : aux municipales partielles d'octobre 2006, sa liste plafonne à 6,15 %, bien que lui-même soit élu conseiller municipal ; mais, aux élections municipales de mars 2008, la liste du Front n'obtient que 2,59 % et perd son siège, avant que, aux élections cantonales du même mois, il obtienne 6,65 % sur le canton de Bordeaux 7. Parmi « les cantons où le niveau du vote Front national est constamment resté élevé [figurent ceux

²⁰⁴ « Spécial élections. 2^e circonscription. Bordeaux-centre », *L'Express*, 22 mai 1997, sur le site [www.lexpress.fr].

²⁰⁵ Cf. son blog [www.fngironde.canalblog.com].

²⁰⁶ Typhaine Tanguy, *Être candidat. Étude de la parole des candidats d'extrême droite aux élections législatives de 2002 en Gironde*, mémoire de séminaire, Sciences Po Bordeaux (sous la direction de Jean Petaux), 2003, p. 30.

²⁰⁷ *Ibidem*, *passim*.

²⁰⁸ Un témoin, interrogé en mars 2012.

de] Bordeaux 2, 3, 4, 5 et 8 »²⁰⁹, donc dans des secteurs plutôt « embourgeoisés », en parallèle aux bons scores atteints dans des cantons eux aussi « bourgeois » à Arcachon et La Teste, sur le Bassin d'Arcachon. « En 1984, la moyenne des résultats du Front dans [... ces] cinq cantons est de 9,09 %, soit 0,75 % de plus que la moyenne départementale ; en 1992, ces deux nombres passent respectivement à) 13 % et 1,56 % »²¹⁰ Une fois de plus, par conséquent, l'on retrouve une sorte de « noyau dur » de droite extrême et d'extrême droite, autour d'un petit ou gros dixième des voix, selon les élections, ce qui confirme la permanence de ces courants dans cette cité. Cela dit, si, aux législatives de 2002, un bloc de voix relativement solide s'exprime en faveur du Front national, puisque ses scores oscillent entre 7,86 et 12,38 % des suffrages dans la demi-douzaine de circonscriptions girondines d'un échantillon²¹¹, Bordeaux séduit parfois moins d'électeurs que dans certains territoires ruraux (comme le Médoc).

Dans la seule deuxième circonscription dite de Bordeaux centre, celle de Chaban-Delmas puis d'Alain Juppé, les trois candidats de la droite extrême rassemblent en juin 2002 seulement 7,44 % (dont 6,98 % pour le Front national, avec Chantal Bernard), loin des 48,28 % d'A. Juppé. L'on retrouve la taille du noyau historique, entre les 7 et 10 %, avec un apparent ralliement de toutes les droites pour faire élire la droite au second tour avec 55,49 %. Dans le même temps, J. Colombier obtient un meilleur score dans la première circonscription, qui mêle des quartiers plutôt bourgeois (sur Bordeaux, de la rue Fondaudège à la barrière du Médoc, et sur Le Bouscat) et des quartiers plutôt populaires (le Grand-Parc). Il séduit en effet 8,66 % des voix et 4 202 électeurs, soit presque deux fois plus que C. Bernard dans la circonscription limitrophe (2 362 voix). L'on touche au « noyau dur » de la droite extrême, avec 5,6 % du nombre total des inscrits (125 000) ans ces deux circonscriptions, ce qui constitue une sorte de sondage informel de son poids dans la population adulte, réduisant à sa juste valeur une « menace d'extrême droite » en direct. Et, lors du second tour de la fameuse élection présidentielle en mai 2002, ce noyau dur, autour de J.-M. Le Pen, représente 11,77 % des 90 645 votants dans la deuxième circonscription, face aux 88,23 % de Jacques Chirac (pour 20,95 % d'abstentions et 3,87 % de bulletins nuls, ce qui confère une bonne représentativité aux résultats finaux). La progression du candidat d'extrême droite entre les deux tours est faible : le total des scores réalisés par J.-M. Le Pen (10,74 % et 8 129 voix) et Bruno Mégret (0,99 % et 751 voix) est identique, et même les voix de la candidat chrétienne-sociale Christine Boutin (1,65 % et 1 247) ne paraissent pas avoir glissé vers le Front national au second tout, comme si les chrétiens bien ancrés dans la droite dure avaient rechigné à se compromettre avec l'extrême droite – cette fois-ci.

Quelles que soient ces limites, le parti a su éviter les ruptures survenues dans d'autres régions ; il a louvoyé entre le réalisme – conquérir des sièges d'élus ici et là, surtout à la Région Aquitaine grâce au scrutin proportionnel – et la fonction tribunicienne de dénonciation des « establishments » de gauche et droite – surtout quand on sait qu'un pacte de Bordeaux implicite a confédéré depuis le tournant des années 1960 les grands courants de la métropole pour éviter toute guerre intensive entre les positions gaullistes et les contreforts socialistes de banlieue – jusqu'à sa dislocation dans les années 1990. Au bout du compte, le Front national a réussi à grignoter des bribes de l'électorat. Mais l'on ne peut prétendre que l'agglomération est soumise au siège d'envahisseurs barbares, africains – maghrébins ou sub-sahariens –, Européens de l'Est ou autres peuplades inquiétantes... Comme partout, elle dispose de communautés africaines – traditionnellement fortes, mais

²⁰⁹ Nathalie Lerendu-Brand, *Analyse du vote Front national en Gironde de 1984 à 1992*, mémoire de séminaire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux (sous la direction de Vincent Hoffmann-Martinot), 1992, p. 15.

²¹⁰ *Ibidem*, p. 16.

²¹¹ Typhaine Tangy, *Être candidat*, op.cit.

surtout chez les étudiants, sans parler de quelques noyaux de prostitution –, antillaises, « roms », voire est-européennes – dans des squats familiaux –, sans parler des irrptions récurrentes des dizaines ou centaines de caravanes de « gens du voyage » à l'occasion de manifestations religieuses, en particulier.

De telles réalités n'atteignent pas l'intensité vécue en région parisienne, et ne déclenchent guère de réaction obsidionale : il n'y a pas de quoi donc nourrir de grosses vagues d'extrême droite. L'enjeu sécuritaire n'y est tout de même pas dramatique, à part quelques « poches » classiques de prostitution ou de maraude. Le Front national doit donc puiser dans ses ressorts classiques, de portée nationale, sans pouvoir s'alimenter de spécificités locales, assumer en Gironde comme ailleurs sa fonction de « parti des mécontents » ralliant un « vote exutoire »²¹², tout en diversifiant sa base sociologique : ouvriers des quartiers et villes de proche banlieue frappées par les friches industrielles et le déclassé, petits commerçants blessés par une multiplication et une densité souvent excessives des grands centres commerciaux dans la périphérie de l'agglomération, artisanat traditionnel meurtri par le renchérissement du foncier et des loyers dans Bordeaux-centre et par les difficultés d'accès imposés par le plan de circulation, etc. Enfin a pu jouer aussi « la peur des mauvais quartiers », des « classes dangereuses », comme l'on disait au milieu du XIX^e siècle à propos de Paris, ou ce que l'on pourrait appeler « la peur de l'au-delà de Bordeaux », des populations ethniquement diversifiées de Bègles (au-delà des boulevards) ou de Lormont, Cenon et autres Floirac ou Carbon-Blanc (l'au-delà de la Garonne et du Pont de pierre). Mais il faudrait des analyses sociologiques aussi précises que celles élaborées à l'échelle du pays²¹³.

Quoi qu'il en soit, ces facteurs de « banalisation » relative pourraient expliquer la stabilisation de son rayonnement électoral et ostentatoire – le rituel du défilé devant la statue de Jeanne d'Arc au bas du cours Xavier-Arnoz le 24 mai. Mais l'essentiel est que, comme dans l'ensemble du pays, cette extrême droite ait conquis droit de cité à Bordeaux, en brisant l'illusion de la « modération » de la ville, et puisse par conséquent agir « à visage découvert »²¹⁴ – d'où même, à Bordeaux, la tenue de l'université d'été du parti le 28 août 2005 et celle du congrès du parti les 17 et 18 novembre 2007, qui ont permis aux militants et cadres locaux de vivre en osmose avec leurs dirigeants nationaux.

B. Des forces ultra conservatrices discrètes, sinon obscures ?

Où dès lors dénicher une droite extrême au-delà de cet étroit courant que constitue le Front national, des « forces obscures » qui porteraient des valeurs ultra-réactionnaires ? En fait, il serait peu rigoureux de suggérer que tous les groupes sociaux et familiaux qui ont des mentalités et des pratiques conservatrices pourraient être rattachés à une droite extrême. Ici et là, l'on voit resurgir des idées de droite extrême chez quelques universitaires : lors de l'un des ces débats autistiques qui traverse parfois le landerneau académique, un économiste girondin pourtant réputé se laisse entraîner à soutenir les collègues qui prennent alors la défense d'un professeur lyonnais qui s'affirme en antisémite notoire, d'où une mini-crise sur le campus de Pessac. Quelques années plus tard, un politiste, pourtant en pointe dans l'analyse, au cœur des archives, de l'histoire bordelaise de Vichy, « retourne sa veste » tout à coup et devient l'un des « défenseurs » académiques de l'action de Maurice Papon lors de son procès en Bordeaux 1938... et,

²¹² Cf. Nonna Mayer, « Les hauts et les bas du vote Le Pen », *Revue française de sciences politiques*, volume 52, n°5-6, octobre-décembre 2002, p. 515.

²¹³ Cf. « Tableau 3. Sociologie du vote Le Pen, 1988-2002 », *ibidem*, p. 508.

²¹⁴ Cf. Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la FNSP, 1989. Cf. Pierre Milza, « Chapitre XII. Le Front national : droite extrême ou national-populisme ? », in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome I, *op.cit.*, pp. 691-729.

campant durablement ses positions, s'est confiné dans un isolement obsidional. Bref, la communauté universitaire nourrit, rarement, mais de temps à autre, ses propres « brebis galeuses », généralement au terme de processus psychologiques complexes, qui laissent remonter des effluves contenues pendant des lustres.

De façon sociologiquement plus représentative, à Bordeaux, comme ailleurs, des familles montrent des comportements d'isolement, d'identité forte, sinon d'exclusion, en plaçant leurs enfants dans des institutions religieuses (Saint-Genès, Grand-Lebrun, l'Assomption, Tivoli, Saint-Seurin), dans des activités de loisirs elles aussi porteuses de croyances (des associations héritières des patronages d'antan, certaines associations de scouts, etc.). De là à entremêler de façon fallacieuse de telles habitudes classiques et une stratégie de « repli » de valeurs, il y a une énorme marge..., d'autant que nombre de ces institutions aiment de plus en plus mettre en œuvre une politique d'ouverture sociale et de promotion des valeurs humanistes.

Par ailleurs, la Gironde ne dispose pas d'une assise catholique extraordinaire puisqu'elle ne figure pas parmi les quinze départements « les plus catholiques » du pays, contrairement aux Pyrénées-Atlantiques et à la Vendée peu éloignées, et l'on ne peut prétendre qu'un solide bastion religieux, comme à Lyon, par exemple, est destiné à nourrir une droite intégriste importante. Précisons par conséquent que nous n'assimilons absolument pas une adhésion forte à des croyances religieuses à un positionnement politique quelconque, car nous nous attachons seulement à des comportements d'agrégation exclusive et parfois même sectaires. Ajoutons que l'Église catholique girondine a bénéficié dans l'après-guerre d'un prélat incontestable dans son esprit d'ouverture, Paul Richaud, évêque de Bordeaux de février 1950 à février 1968.

En quête de valeurs et pratiques discrètes

Les positions réactionnaires se dissimulent donc dans le cadre de stratégies de « regroupement par affinités », voire d'isolement ou de repliement sur un corpus de valeurs et d'idées ; mais le *hic* consiste à les repérer ! On l'avait déjà entrevu à propos de « l'affaire Papon » en 1997-1998 : alors, le choix de Bordeaux comme lieu du procès de cet ancien préfet, député et ministre qui avait participé au système de la Collaboration au sein de l'administration girondine pendant la Seconde Guerre mondiale, avait réveillé quelques miasmes parmi des cercles limités de certains bourgeois girondins, y compris, de façon isolée, chez tel universitaire : la complaisance, l'appel compassionnel à l'oubli, mais surtout l'idée banale que le régime de Vichy avait été somme toute un « bouclier » face à l'Occupation, avaient justifié certaines prises de position bien réactionnaires...

Cependant, pour ce début du XXI^e siècle, l'on pourrait suggérer que deux mouvances se côtoient et parfois s'entrecroisent : d'un côté, une extrême droite tribunicienne, véhémence, théâtrale même, en quête de confrontation verbale et électorale, autour d'un Front national « messenger » des idées et valeurs d'extrême droite, mais finalement peu « actif » puisque incapable d'avoir des membres d'exécutifs locaux, dès lors que ses élus municipaux et régionaux n'ont guère d'influence directe ; d'un autre côté, une droite extrême discrète, praticienne du pragmatisme et d'expériences concrètes, de « vécu », de réalisations, de mise en œuvre de ses valeurs au profit de la jeunesse, de la famille, du genre de vie, et, parfois, du vote. Mais il serait fallacieux de suggérer que cette droite extrême vote nécessairement pour l'extrême droite, dont le côté populiste peut la rebouter ! Elle a suivi probablement les droites classiques, mâtinées de christianisme social, au sein de la majorité Chaban-Delmas, puis de celle d'A. Juppé – sauf peut-être en 2007, comme nous en discuterons plus bas.

Banalement, l'on apprend de temps à autre que des catholiques intégristes entretiennent la flamme de la nostalgie religieuse. Comme à Paris, ils ont « occupé » un temps un édifice religieux sous contrôle municipal, Saint-Éloi, près de la Porte de la Grosse-Cloche, à deux pas du cours Victor-Hugo. L'on sent donc une ferveur bien vivante, une tendance au rejet de la modernité, et là, de la modernité chrétienne initiée à la fin des années 1950 par le pape Jean XXIII et accentuée par ses successeurs. Peut-être également orientés vers les valeurs du Front national ou déçus par sa banalisation politicienne, ou surtout motivés par une fidélité à des valeurs et pratiques chrétiennes exigeantes, en « ultras du catholicisme », ces « intégristes » constituent de petits noyaux sur Bordeaux comme dans d'autres métropoles. C'est leur droit républicain, sous condition que ces positions sociétales ne déteignent par sur des positions politiques d'exclusion, de rejet ou d'intervention autour de pratiques d'intolérance – comme autour de l'association parisienne Civitas.

Plusieurs leviers d'explicitation de ces courants ont pu être repérés. La chaîne locale de radio *Radio Courtoisie* abriterait quelques animateurs – tel Daniel Hamiche – passant pour se situer dans des réseaux proches d'eux. Comme partout, des groupuscules de jeunes et d'étudiants animent la flamme anti-establishment et anti-gauche, autour du Renouveau étudiant au tournant du siècle, puis du Rassemblement des étudiants de droite (2004-2009), de l'Action française étudiante, dont l'ardeur militante s'exprime par des « tags » virulents dans les locaux universitaires – ainsi, en 2009, « La fac aux Français », déployés par une nouvelle organisation, Forum étudiant, résolument hostile au mouvement de droite UNI, proche de l'UMP – ou lors des élections des délégués étudiants dans les instances de l'organisme de gestion du campus, le CROUS. Mais ce Forum étudiant revendique à Bordeaux seulement une quinzaine de « vrais » militants actifs : « Il faut limiter le nombre d'étudiants étrangers pour éviter que la fac ne devienne une filière d'immigration clandestine », indique-t-il, en souhaitant « conditionner l'accessibilité aux études des étudiants étrangers à un engagement de retour dans leur pays d'origine. »²¹⁵ Des convergences fortes et parfois relationnelles sont entretenues entre ce Forum étudiant, Égalité et réconciliation, association animée par Alain Soral, le Front national des jeunes, le Bloc identitaire (tourné vers les lycées), et enfin Dies Irae – que nous évoquerons plus bas. Tous insistent finalement sur cet aspect « identitaire », sur l'exclusion des tendances à l'enracinement des étrangers et sur la promotion des valeurs morales traditionnelles dans ces courants d'idées. Mais tous ces groupuscules restent ...groupusculaires, sans pouvoir disposer sur Bordeaux de « bastions » comme à Paris dans certaines universités.

À ce propos, sur le registre même des nouvelles technologies de l'information, un site internet, « Infos-Bordeaux »²¹⁶, a surgi sur la scène numérique en mai 2010. Il est nettement « orienté » à la fois contre les gauches, mais aussi contre les acteurs plutôt « modérés » de la vie politique locale. Sous un nom apparemment neutre, il s'agit apparemment d'un site intégriste catholique d'extrême droite. Mais il dissimule avec habileté le cœur de son idéologie : « Cette forme de discours politique est déjà connu depuis longtemps en Grande-Bretagne sous le nom de “*dog-whistle style*”, c'est-à-dire, un discours à ultra-son. Comprenez : vous ne vous rendez compte qu'il s'agit d'un discours ouvertement raciste et xénophobe que si vous connaissez les codes cachés entre les lignes. En surface, les articles sont débarrassés de tous les oripeaux de l'extrême droite version années 80, qui mènent tout droit à des procès pour incitation à la haine raciale, mais proposent le même fonds de commerce poujadiste et très marqué par l'islamophobie. »²¹⁷ Ce site a par exemple mobilisé le 5 octobre 2011 contre la remise d'un diplôme *honoris causa* par l'Université de Bordeaux 3 à la chercheuse Judith Butler, dont les théories sur le

²¹⁵ Propos prêtés à Stéphane Valier, responsable de ce Forum, par un site internet.

²¹⁶ En exemple de ses insinuations insidieuses, voir par exemple : [http://www.infos-bordeaux.fr/2011/actualites/sciences-politique-une-orientation-toujours-plus-a-gauche-2139#comments].

²¹⁷ Roger Cageot, intervention sur le site {bordeaux.indymedia.org}, 20 décembre 2010.

genre remettaient en cause, selon lui, la différence entre les hommes et les femmes²¹⁸ ; et il soutient toutes les manifestations anti-avortement et les activités des courants intégristes de Bordeaux, dont Saint-Éloi.

C'est le maire UMP de Bordeaux qui, dans un souci d'apaisement, a attribué en 2002 aux ouailles intégristes de l'abbé Philippe Laguérie la jouissance de cette église Saint-Éloi, située à deux pas du cours Victor-Hugo, en plein centre-ville. P. Laguérie, ancien curé de l'église traditionaliste parisienne Saint-Nicolas-du-Chardonnet pendant quatorze ans, dirige l'Institut du Bon pasteur, qui gère ce lieu de culture et les réseaux qui fédèrent ses pratiquants ; il est aussi prieur de Bordeaux (avec résidence à Bruges) de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, qui fédère depuis 1970 les intégristes à l'échelle française et européenne (avec le séminaire d'Ecône, en Italie, où a été ordonné P. Laguérie en 1979). L'on peut dire que c'est une figure de proue du mouvement intégriste, même si des tensions internes, en 2004-2005, ont opposé P. Laguérie à ses supérieurs parisiens. Or l'archevêché de Bordeaux, qui aurait voulu récupérer l'édifice fermé depuis une vingtaine d'années, s'était opposé à cette décision municipale ; avec l'opposition socialiste au conseil municipal, il avait saisi les tribunaux administratifs qui, en première instance, en appel et jusqu'au Conseil d'État, ont donné tort à la mairie, sans que ces décisions de justice aient été appliquées, comme si la majorité souhaitait préserver une liberté des consciences et croyances qui lui servirait aussi à éviter la fragmentation des droites.

Des débats autour de certaines filières d'enseignement

Soudain, le tabou des non-dits s'effondre avec fracas quand les chaînes de télévision se mettent de la partie. La chaîne girondine *TV7*, du groupe Sud Ouest, livre un reportage pionnier de Laura Palade sur « La Gironde, nouveau fief de l'extrême droite », dans la semaine du 20 septembre 2011. Mais, surtout, la chaîne nationale *France 2* ose programmer un documentaire sur les réseaux de droite extrême traditionalistes de Bordeaux, le 27 avril 2010. « Le film fait tomber les masques pour la première fois. Ça fait des années qu'on bosse sur le sujet de l'extrême droite et on n'a jamais vu des images comme celles-là ! », indique l'un des réalisateurs sur le site internet *Le Post* le 23 avril 2010. Or, après cette diffusion, le Parquet a dû ouvrir une enquête préliminaire dès le jeudi 29 avril, car il estime que ce reportage est « révélateur d'agissements susceptibles d'incriminations pénales ». Produit par l'agence CAPA et nourri de cinq mois d'enquêtes sur le terrain bordelais, un reportage diffusé dans l'émission d'information *Les Infiltrés* – dont le principe est que les journalistes ont liberté de travail dans une institution avec caméra sinon cachée du moins discrète – porte sur *Dies Irae*²¹⁹ – jour de colère en latin. Cette association a été lancée en 2007 et est présidée par Fabrice Sorlin, ancien candidat du Front national dans la 7^e circonscription de Gironde lors des législatives de 2007, qui se définit comme « un mouvement politique social, enraciné, patriote et alter-européen ». Ce groupuscule d'extrême droite compterait environ cent cinquante membres, plutôt jeunes, qui arborent des insignes franquistes et tiennent devant le journaliste infiltré des propos violemment anti-juifs, anti-arabes et anti-noirs. Le reportage s'élargit au milieu catholique intégriste, par le biais de Saint-Projet, une école privée hors contrat, ouverte depuis 2004/2005, qui accueille 85 élèves du primaire au collège, donc sans aucun contrôle pédagogique de la part de l'Éducation nationale. Le journaliste « infiltré » y a été témoin de chants et de discours racistes et antisémites proférés tant par des élèves que par certains parents ou enseignants.

²¹⁸ Cf. le site du Renouveau français.

²¹⁹ Cf. le site [www.dies-irae.fr].

L'affaire a fait scandale, quand on a appris soudain – par un journalisme d'investigation venu de l'extérieur à la cité – qu'une filière d'enseignement bien isolée entretenait des pratiques pédagogiques très dures pour les enfants et un corpus d'idées et de valeurs évidemment positionné à l'extrême droite des idées et valeurs de la République. On retrouve là des permanences de droite extrême, comme jadis dans certains petits mouvements de scouts : c'est une dérive fort loin du corpus de croyances et valeurs de l'Église catholique, de ses établissements d'enseignement, de ses mouvements de patronages, de jeunesse et de scouts ! Si elle ne concerne qu'une infirme minorité de Bordelais, elle est révélatrice de la persistance discrète de telles valeurs et pratiques familiales à travers les décennies, comme si leur obscurantisme persévérait à rejeter les Lumières. Les réactions véhémentes de certains cercles extrémistes sont elles aussi révélatrices de cet état d'esprit ou de la solidarité interne entre eux : « Matthieu Maye s'emploie alors à nous faire croire qu'il suffit d'une centaine de sympathisants et de quelques agrès sur un terrain vague pour retourner buter Röhm dans son plumard et instaurer un *Reich* de mille ans en France où les trains partiraient à l'heure. Peut-être, mais un ou deux militaires d'active ont supervisé ce « parcours du combattant [...]. Une journée champêtre est devenue le coup d'envoi d'une reconquête militaire de la France par des hordes fascistes qui se sont déjà étendues à une vitesse fulgurante hors de Bordeaux [...]. Que faut-il retenir de tout cela ? Qu'une chaîne d'État, lorsqu'elle reçoit un tel reportage, choisit de le diffuser. Des doutes quant à un bidonnage ? L'invraisemblance de certains propos ? Le fait que plusieurs choses sonnent très faux pour qui connaît un minimum *tradiland* ? La déontologie de son auteur ? Tout cela ne freine pas le lauréat du Bobard d'Or 2010, qui semble convaincu qu'une milice fasciste bordelaise surarmée est sur le point d'attaquer la République et de mettre les banlieues à feu et à sang, tout cela avec trois revolvers, des débroussaillages de pépinières et un '*parcours du combattant*'. Et un bahut hors contrat peu regardant sur son personnel, dont on se demande encore ce qu'il vient faire dans le reportage »²²⁰, critique ainsi un site internet.

Néanmoins, le foyer de valeurs d'ordre et de morale qu'avait été, dans les années 1940-1960, le collège Saint-Seurin a évolué vers une « normalisation » au profit d'une intégration dans le corpus de valeurs respectueux des schémas humanistes. Ce cas d'étude est révélateur de la difficulté à saisir le seuil ou le moment où se séparent « droite dure » ou « intransigeante » et « droite extrême », pour reprendre nos catégories d'analyse schématiques. En effet, le désir des catholiques attachés à des croyances cohérentes face à une société en évolution rapide vers une diversification outrancière des positionnements « communautaristes » a pu parfois ou peut encore évoluer vers une volonté d'isolement propice à un « durcissement » des « codes de vie » en famille ou dans l'enseignement. Or Saint-Seurin avait été fondé en 1886 par les Frères des écoles chrétiennes et longtemps été réservée aux garçons ; elle était particulièrement appréciée par les familles de la haute société bordelaise, donc à une époque où les conflits entre Église et République étaient encore vivaces, malgré le Ralliement. Beaucoup plus tard, au milieu du xx^e siècle, cette institution, située rue Lachassaigne, est placée sous la férule d'une dynastie de directeurs, Émile Dutreuilh (1932-1964) puis Jean Dutreuilh (1964-1986) – sur laquelle une biographie serait hautement souhaitable, comme à propos de la famille l'ayant précédée à la direction, avec Louis Éche en 1905-1921 et Germain Éche en 1921-1932, d'autant plus qu'É. Dutreuilh a par surcroît été le secrétaire général, au niveau national et pendant une vingtaine d'années, du Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC)²²¹, créé en 1904.

²²⁰ Pierre Schneider, « À l'extrême droite du Père [Les infiltrés] », Site internet [<http://www.surlering.com>], 5 mai 2010, lu en janvier 2012.

²²¹ Cf. Emmanuel Sallée, *Naissance et essor du SPELC Gironde (1904-1966)*, Bordeaux, La Part des anges, 2004.

Il semble que le premier ait fait de son établissement un foyer d'éducation solide, mais appuyé sur des valeurs quelque peu proches de la droite dure, bref, sur des codes de discipline exigeants. Ce positionnement religieux et éducatif a pu expliquer quelque dérive sous Vichy, comme le relate non un marxiste laïcisant, mais le patron actuel d'un groupe vinicole, Bernard Magrez, producteur de vin et propriétaire de 35 vignobles dans le monde. « Au plus profond de mes souvenirs, je vois une ville inquiète, avec des hommes chapotés dans les tractions avant, des uniformes vert-de-gris dans la rue, d'autres noirs. J'entends les sirènes la nuit. J'avais 9 ans. Cette atmosphère m'a marqué à Saint-Seurin, mon quartier, où je continue d'habiter la maison de mes parents. J'étais un mauvais élève, chroniquement pas bon. J'avais un temps de retard et à l'école j'en ramassais les fruits verts. Mon frère et ma soeur étaient brillants. Pas moi. Mon père ne me pardonnait rien. J'allais à l'école, dirigée par le redoutable M. Dutreuilh, avec un papier accroché au dos "Je suis un fainéant". J'ai beaucoup longé les murs. Nous chantions "Maréchal nous voilà" en mangeant des biscuits vitaminés. Je n'avais aucune idée de l'avenir, pas un soupçon de vocation. J'étais sous la chape qui asphyxie les mauvais. »²²² C'était aussi l'époque du patronage Les Vaillants de Saint-Seurin, l'un des foyers d'éducation les plus robustes dans la ville. L'on pourrait ainsi suggérer que les jeunes formés à dure école constituaient un vivier de « reproduction » des codes de valeurs et d'exigences qui ont pu alimenter des positions politiques et sociétales portées à rejeter les dérives de « facilité » d'une République jugée trop ouverte ou tolérante face aux groupes sociaux revendicatifs ou aux pratiques non respectueuses de la « morale » de base. Mais précisons qu'il ne s'agit là que d'un risque et qu'il serait fallacieux de généraliser notre propos ; toutefois, il faut bien « irriguer » en amont les strates de droite dure et, parfois, de droite extrême, et de telles institutions ont pu, à Bordeaux comme ailleurs, constituer des viviers pour cela.

Puis les choses ont heureusement changé, et cette institution d'environ 500 à 600 élèves s'inscrit bel et bien dans l'univers des valeurs humanistes. Pourtant, tout a changé : « Depuis mon arrivée en 1990, je me suis efforcée de donner un nouveau visage à Saint-Seurin, explique Nadine Mau, le chef d'établissement. Il fallait rompre avec l'époque "Dutreuilh" ». Je me suis attelée à la tâche avec une équipe de parents bénévoles. "De ce travail est né le texte d'un projet éducatif, qui précise l'identité et les ambitions de Saint-Seurin. "L'établissement est ouvert à tous, sans condition aucune", peut-on y lire. Trois priorités : "la qualité de l'enseignement", la présence d'une "communauté éducative" (parents, personnel, enseignants) qui aide chaque élève à s'épanouir, et "l'annonce de l'Évangile dans le respect de la conscience de chacun". »²²³ Une « communauté éducative » d'un nouveau style a pris corps, également sous l'égide des parents d'élèves (APEL-Saint-Seurin, l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre). *A contrario*, si l'on scrute la chronologie, la directrice admet bel et bien que la date d'inflexion se situe seulement en 1990, ce qui explique que le corpus de valeurs « ancien » ait probablement pu conserver sa force jusqu'alors. Deux facteurs ont pu jouer pour cela : les pesanteurs sociologiques, du fait que les générations successives d'une même famille bourgeoise restaient fidèles à Saint-Seurin pour l'éducation de leurs propres enfants ; et l'attachement, finalement, à ce code de valeurs et pratiques, en « distinction » par rapport à l'école publique, ici et là mal jugée²²⁴, sur les registres de la discipline et des exigences et sur ceux

²²² Bernard Magrez, « La sueur et le risque », série Gens du vin, sur *Terres de vin, le portail du vin et de l'œnotourisme*, 5 octobre 2009.

²²³ Reportage sur Saint-Seurin, par Marianne Dubert, « Dieu à l'école ? », *La Vie*, n°27405, 5 mars 1998.

²²⁴ « Avec mon épouse, nous sommes allés à la sortie des écoles et dans les cours de récréation pour voir comment cela se passait, explique-t-il. Le choix a été vite fait. Nous avons été frappés par la vulgarité des comportements dans les écoles publiques : des enfants grossiers, désinvoltes... Et aussi par une impression de laisser-aller : des maîtresses qui ne surveillaient pas les enfants, lesquels se battaient entre eux... Moi-même, j'ai fait toute ma scolarité dans des établissements publics, et je n'ai jamais eu à m'en plaindre. Mais il semblerait que les choses aient changé. » Entretien avec un parent d'élève, *ibidem*.

de la diversité ethnique. Néanmoins, rappelons qu'il ne s'agit ici que de noyaux de chrétiens, fort éloignés des positions de l'Église en tant qu'institution, et encore plus des courants de pensée chrétiens-progressistes qui entretiennent une autre tradition depuis la Seconde Guerre mondiale en particulier²²⁵.

C. Quel impact sur la vie de la Cité ?

Aussi fragmentaires soient-ils, ces cas d'étude sont révélateurs de la pérennité de petits courants de valeurs de droite intégriste, dure, voire extrême, dans une cité réputée pour sa modération – y compris sur le registre des croyances religieuses, marqué par des manifestations d'œcuménisme de temps à autre. Certes, l'on peut être déçu que la ville des « trois M », Montaigne, Montesquieu et Mauriac puisse entretenir un tel noyau, alors que l'humanisme devrait prévaloir ; certes, l'on peut aussi regretter que les positions consensuelles et réformistes du chabanisme n'aient guère résisté à leur animateur. Là encore, la « modération » de Bordeaux n'est qu'un mythe ! Moins que le signe de « tabous », ce sont des indices d'un ancrage bien profond dans des strates de la société girondine de « poches » d'ultra-réaction. La nostalgie du « 12 mars 1814 » et surtout de toutes les idées et valeurs qu'il a symbolisées *a posteriori* tout au long du XIX^e siècle semble ainsi, de façon indicible, persistante, même si ces groupes socio-culturels ont certainement oublié cette histoire désormais fort lointaine... Des prises de position voire des défilés contre l'avortement, contre le mariage homosexuel et le « lobby gay » – symbolisé pour ces militants par les initiatives sociétales du maire de Bègles, Noël Mamère –, le nationalisme arabe, le projet de mosquée à Talence ou le salon annuel de l'érotisme, sont autant de leviers d'existence de ces associations identitaires, donc peu originales sur ce registre. Le défi reste donc entier à propos de l'appréciation quantitative – Dies Irae ne mobiliserait qu'entre une vingtaine et une quarantaine de militants – et factuelle de cette stratégie de repli ou d'isolement, dès lors que, sur Bordeaux, les études manquent étonnamment sur ces thèmes « identitaires », comme on dit²²⁶, ou sur ces traditionalistes radicaux, que l'on peut considérer comme des héritiers des extrémistes du dernier quart du XIX^e siècle, dès lors qu'ils sont animés d'une extrême ferveur et d'une intolérance extrême.

Il reste à déterminer sur ces « réactionnaires » ou « ultras » conservent quelque influence politique dans la cité. Au-delà de l'éventuel vote en faveur du Front national, il reste délicat de dénicher des indices. L'affirmation d'Alain Juppé comme successeur de Chaban-Delmas, comme député, maire et président de la Communauté urbaine, a paru renouveler le « compromis chabaniste », fédérant toutes les droites, à part un petit noyau de centre-droit autour de quelques élus influents du MODEM centriste. Pourtant, plusieurs observateurs, journalistes, universitaires ou politiciens, ont interprété l'échec d'A. Juppé aux élections législatives de 2007, dans une circonscription en or en plein centre-ville, comme la résultante, au second tour, d'une coalition hétéroclite qui a permis la victoire de la candidate socialiste, Michèle Delaunay. Des chabanistes nostalgiques ont pu voter pour elle, puisqu'elle était la fille d'un grand préfet qui avait été le partenaire de Chaban-Delmas au sein de l'administration ; et, pour notre propos, des conservateurs revêches, sinon des réactionnaires ultras, ont pu « faire battre » A. Juppé pour signifier leurs réticences croissantes envers un héritier du gaullisme qui montre des vertus républicaines et humanistes, en rejet notamment de « l'exclusion ».

A. Juppé a payé aussi le prix d'un chiraquisme qui a condamné l'héritage du régime de Vichy, échoué à promouvoir clairement et fermement des lois mémorielles (Algérie

²²⁵ Cf. Étienne Pinte et Jacques Turck, *Extrême droite. Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire*, Paris, Éditions de l'atelier, 2012.

²²⁶ Cf. Jean-Yves Camus & René Monzat, *Les droites nationales et radicales en France*, op.cit.

française, etc.) vantées par les réactionnaires nostalgiques ; au contraire, A. Juppé a fini par céder aux groupes de pression qui ont réclamé la fin du tabou sur les pratiques esclavagistes d'une partie du grand négoce girondin à la fin du XVIII^e siècle. Ces réactionnaires, bien ancrés dans leurs résidences bourgeoises de la deuxième circonscription électorale de Bordeaux, auraient ainsi jugé le député sortant comme trop « modéré », et se seraient abstenus au second tour de lui apporter leurs voix, sans parler de ceux qui les auraient apporté à son opposante. Mais ce sont là des supputations qui mériteraient plus ample étude, évidemment.

Devrait-on suggérer que le consensualisme chabaniste, cette « modération » réformiste et modernisatrice pourtant habile à courtiser les clans, réseaux et familles réactionnaires de la ville, aurait dissimulé la persistance politique de ces derniers ? Ceux-ci se seraient accommodés de la « synthèse » modérée chabaniste parce qu'elle portait d'abord l'héritage gaullien du RPF – peu ou prou très à droite de la Quatrième République des années 1947-1953 –, puis celui d'un gaullisme de 1958-1968 qui a instrumentalisé l'antiparlementarisme et la nostalgie d'un régime autoritaire (et, parfois, social) en le « sublimant » dans les textes et pratiques de la Cinquième République présidentialisée, et enfin celui de la droite dure – issue du marquettisme des années 1930-1950 –, une fois que cette dernière s'est « ralliée » à Chaban-Delmas au début des années 1960, par réalisme ou par ambition (locale). L'érosion de ce capital de « modération fédératrice » aurait pu dorénavant ouvrir la voie à la résurgence de courants autonomes, explicites, sur les marges de la droite post-gaulliste et donc de la majorité de droite et du centre-droit animée par A. Juppé. Mais il ne faut évidemment pas céder à la tentation de dénicher des « puissances de l'ombre »²²⁷ et à des facilités d'analyse.

Conclusion

Antisémitisme
Convergences
Circonstances

²²⁷ Cf. Emmanuel Kreis, *Les puissances de l'ombre : Juifs, jésuites, francs-maçons, réactionnaires... la théorie du complot dans les textes*, Paris, Éditions du CNRS, 2009.

Index

Table des matières

1. La conspiration de 1814 ?
2. Les droites extrêmes dans la longue construction démocratique
 - A. Des ultras en Gironde ?
 - B. La droite extrême contournée par la dictature napoléonienne ?
3. Une III^e République surprenante : des bastions de droite dure (dans les années 1870-1880)
 - A. Les monarchistes dans la République naissante
 - B. Le reflux dans la première moitié des années 1880
 - C. Des réseaux d'influence et des valeurs durables
4. La relance des droites extrêmes grâce au boulangisme (fin des années 1880-tournant des années 1890)
5. L'entretien de la flamme dans les années 1890-1910
 - A. Le « pacte de Bordeaux », révélateur de la vitalité de la droite extrême
 - B. Le retour au « splendide isolement »
 - C. Défense de l'Église et durcissement droitier
6. Les compromissions avec les droites extrêmes dans les années 1920
 - A. Une droite extrême au sein du Bloc national ?
 - B. L'Action française dynamique sur Bordeaux ?
 - C. L'abbé Bergey comme modèle d'un premier glissement
 - D. L'activisme des droites extrêmes dans les années 1920
7. Les ambiguïtés de la grande bourgeoisie, de l'Église catholique et de Marquet dans les années 1930
 - A. L'exacerbation des clivages dans les années 1930
 - B. Une extrême droite sur des fronts antirépublicains ?
 - C. Le « 6 février 34 » de Bordeaux
 - D. Les glissements indicibles de Marquet
 - E. Bordeaux menacée par la Cagoule ?
8. Chaban-Delmas confronté à des droites extrêmes ?
 - A. La crise de la vie municipale de 1953
 - B. En quête d'une nouvelle « droite nationale » (vers la fin des années 1950)
 - C. Des ultras de l'OAS à Bordeaux ?
 - D. Droites extrêmes et antigauillisme : les élections locales de 1965
 - E. Une percée de Tixier-Vignancour en 1965 ?
 - F. Des groupes de choc pour sauver la république gaullienne (autour de Mai 68) ?
9. Des résurgences de droite extrême ?
 - A. Bordeaux et le Front national
 - B. Des forces ultra conservatrices discrètes, sinon obscures ?
En quête de valeurs et pratiques discrètes
Des débats autour de certaines filières d'enseignement
 - C. Quel impact sur la vie de la Cité ?

Conclusion

Index
Table des matières